

Agfa-Gevaert

Rapport Annuel 2005



AGFA 

Table des matières

- 3 Chiffres clés
- 4 Profil d'entreprise

Agfa en 2005

- 6 Lettre aux actionnaires
- 8 Rapport de gestion
- 16 Agfa Graphics
- 22 Agfa HealthCare
- 28 Agfa Specialty Products

Document d'enregistrement

- 33 Risques
- 34 Gouvernance d'entreprise
- 41 États financiers
- 42 Rapport du Conseil d'administration
- 43 Rapport des vérificateurs indépendants
- 45 Comptes de résultat consolidés
- 46 Bilans consolidés
- 47 Fonds propres consolidés
- 48 Tableau des flux de trésorerie
- 49 Annexe aux états financiers
- 105 Comptes statutaires 2004 - 2005
- 109 Informations supplémentaires
- 109 Données de la Société
- 109 Déclarations concernant les administrateurs
- 110 Mandats des administrateurs
- 114 Accès aux informations
- 115 Glossaire
- 119 États financiers 2001 - 2005
- 122 Bloc-notes de l'actionnaire

Chiffres clés

MILLIONS D'EUROS	2005	2004 ⁽¹⁾	2003	2002	2001
Chiffre d'affaires	3.308	3.762	4.215	4.683	4.911
évolution par rapport à l'année précédente	(12,1)%	(10,7)%	(10,0)%	(4,6)%	(6,6)%
Graphics	1.733	1.673	1.622	1.813	1.890
Part du chiffre d'affaires du Groupe	52,4%	44,5%	38,5%	38,7%	38,5%
HealthCare	1.405	1.361	1.408	-	-
Part du chiffre d'affaires du Groupe	42,5%	36,2%	33,4%	-	-
Specialty Products	170	129	315	-	-
Part du chiffre d'affaires du Groupe	5,1%	3,4%	7,5%	-	-
Technical Imaging ⁽²⁾	-	-	-	1.822	1.823
Part du chiffre d'affaires du Groupe	-	-	-	38,9%	37,1%
Consumer Imaging (cédé en 2004)	-	599	870	1.048	1.198
Part du chiffre d'affaires du Groupe	-	15,9%	20,6%	22,4%	24,4%
Bénéfice brut	1.212	1.497	1.766	1.978	1.792
Résultat opérationnel (EBIT) ⁽³⁾	244	292	384	471	260
Frais de restructuration et dépenses non récurrentes	(112) ⁽⁴⁾	(109)	(87)	(78)	(524)
Résultat d'exploitation	132	(129) ⁽⁵⁾	528 ⁽⁶⁾	393	(264)
Résultat hors exploitation	(25)	(56)	(71)	(97)	(120)
Impôts sur les résultats	(125) ⁽⁷⁾	39	(135)	(99)	133
Résultat net des sociétés consolidées	(18)	(146)	322	197	(251)
(avant part des résultats des sociétés associées)					
Part des résultats des sociétés associées	-	-	-	(3)	(38)
Résultat net des sociétés consolidées	(18)	(146)	322	194	(289)
dû à des intérêts minoritaires	1	(1)	(1)	-	(1)
dû aux actionnaires d'Agfa-Gevaert NV	(19)	(145)	323	194	(288)
Résultat net pour la période comptable	(19)	(145)	323	194	(288)
Flux de trésorerie					
Flux de trésorerie bruts d'exploitation	133	244	393	482	226
Flux de trésorerie nets d'exploitation	82	303	522	611	738
Investissements ⁽⁸⁾	(106)	(112)	(178)	(167)	(186)
Bilan au 31 décembre					
Fonds propres	1.032	1.082	1.373	1.386	1.268
Dette financière nette	679	193	233	573	842
Fonds de roulement net ⁽⁹⁾	684	850	1.642	1.598	1.672
Actif total	3.982	3.356	3.839	4.159	4.527
Données par titre (en euros)					
Bénéfice par titre (résultat net)	(0,15)	(1,15)	2,44	1,39	(2,06)
Flux de trésorerie nets d'exploitation par titre	0,65	2,40	3,95	4,38	5,27
Dividende brut	0,50	0,60	0,75 ⁽¹⁰⁾	0,50	0,23
Valeur comptable par action	8,27	8,58	10,90	9,95	9,07
Nombre de titres ordinaires à la fin de l'exercice	124.780.270	126.054.680	126.000.000	139.231.600	139.850.000
Nombre moyen pondéré de titres ordinaires	125.603.444	126.008.540	132.045.438	139.611.425	139.927.261
Nombre de salariés (à la fin de l'exercice)					
Equivalents temps plein permanent	14.442	14.387	17.340	19.341	21.038

⁽¹⁾ comme déclaré en 2004, après redressement pour l'impact de l'adoption du système de paiement sous forme d'actions IFRS 2, soit 2 millions d'euros - ⁽²⁾ jusque fin 2002, HealthCare, Non-Destructive Testing (cédé fin 2003) et Specialty Products étaient réunis au sein du Business Segment Technical Imaging - ⁽³⁾ avant frais de restructuration et éléments non récurrents ⁽⁴⁾ y compris une provision de 55 millions d'euros due à la liquidation d'AgfaPhoto - ⁽⁵⁾ y compris une moins-value de 312 millions d'euros résultant de la cession de Consumer Imaging et Monotype - ⁽⁶⁾ y compris une plus-value de 231 millions d'euros générée par la cession de Non-Destructive Testing - ⁽⁷⁾ y compris la contre-passation d'actifs d'impôts pour 54 millions d'euros concernant le désinvestissement de Consumer Imaging - ⁽⁸⁾ pour immobilisations incorporelles et corporelles - ⁽⁹⁾ actifs circulants minorés du passif exigible à court terme ⁽¹⁰⁾ y compris un dividende extraordinaire de 25 eurocents lié à la cession de Non-Destructive Testing

Profil de l'entreprise

Le groupe Agfa-Gevaert développe, produit et distribue une vaste gamme de systèmes d'imagerie analogiques et numériques et de solutions IT, principalement destinée à l'industrie de l'impression et au secteur des soins de santé, ainsi qu'à des applications industrielles spécifiques.

Réseau global de production et de vente

Le siège et la maison mère d'Agfa sont situés à Mortsel, en Belgique. Agfa dispose d'usines de production aux quatre coins de la planète. Les principaux centres de production et de recherche sont implantés en Belgique, aux États-Unis, en Allemagne et en Chine. Ce réseau global de production permet à l'entreprise de répondre aux besoins spécifiques de chaque marché, de limiter les risques liés aux fluctuations monétaires et de réduire les coûts de transport.

Agfa conduit ses activités commerciales dans le monde via plus de 40 organisations de vente propres. Les pays où Agfa ne possède pas sa propre organisation de vente sont desservis par un réseau d'agents et de représentants.

Activités

Agfa-Gevaert est composé de deux business groups importants et parfaitement ciblés : Agfa Graphics et Agfa HealthCare, et d'une plus petite unité : Agfa Specialty Products. Chaque business group a une excellente situation sur son marché ainsi qu'une stratégie bien définie.

Agfa Graphics

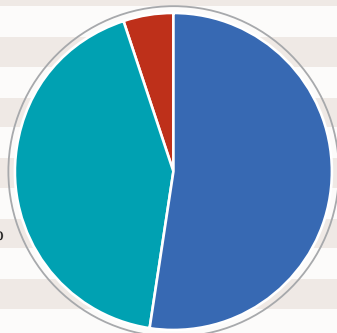
Agfa Graphics propose des solutions *prépresse* intégrées destinées à l'industrie de l'impression. Sont proposés dans le cadre de ces solutions : des consommables, du matériel, des logiciels et des services pour la *gestion des flux de production*, des projets et des couleurs. Agfa Graphics se classe parmi les premiers fournisseurs mondiaux de systèmes *computer-to-film*, *computer-to-plate* et de systèmes numériques d'*épreuve* pour les marchés de l'impression de labeur, de l'impression d'emballages, ainsi que de l'édition de journaux.

Agfa Graphics se déploie rapidement dans les nouveaux segments de l'impression jet d'encre industrielle en offrant des solutions numériques complètes pour des applications variées : affiches, bannières, enseignes, présentoirs, étiquettes et matériaux d'emballage. L'entreprise s'est par ailleurs appuyée sur son expérience en imagerie comme en technologie d'émulsion pour développer un assortiment d'encres, UV et à base de solvants, de grande qualité.

Part du chiffre d'affaires du Groupe en 2005

Par business group/unité

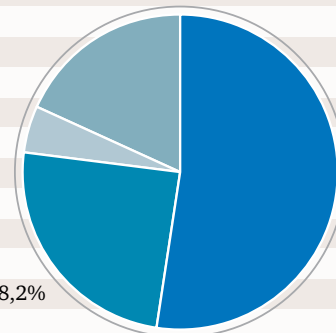
- Graphics 52,4%
- HealthCare 42,5%
- Specialty Products 5,1%



Part du chiffre d'affaires du Groupe en 2005

Par région

- Europe 52,4%
- ALENA 24,6%
- Amérique Latine 4,8%
- Asie/Océanie/Afrique 18,2%



Agfa HealthCare

Agfa HealthCare fournit aux hôpitaux et autres centres de soins de santé des solutions à la pointe de la technologie pour la collecte, le traitement et la gestion des images diagnostiques, ainsi que des solutions informatiques qui permettent d'intégrer le flux de travail de l'imagerie dans le fonctionnement global des hôpitaux à travers les différents services.

De plus, Agfa HealthCare est un des leaders du marché en pleine croissance des systèmes IT qui couvrent l'ensemble du secteur des soins de santé et grâce auxquels l'efficacité des infrastructures médicales et la qualité des soins dispensés aux patients s'améliorent.

Agfa Specialty Products

Agfa Specialty Products fournit un vaste éventail de produits de type film ainsi que des solutions de haute technologie aux clients principaux business-to-business en dehors des marchés couverts par Graphics et HealthCare. Son portefeuille comprend principalement les pellicules cinématographiques, les microfilms et les films pour les essais *non destructifs*.

Nouvelle organisation

Début 2006, la structure organisationnelle d'Agfa a été modifiée afin de permettre aux business groups de se concentrer davantage sur leurs stratégies respectives, de se focaliser de façon optimale sur leurs clients et d'offrir encore plus de valeur aux clients, aux actionnaires et aux employés. Un Comité exécutif, secondé par un petit 'Corporate Center', dirige la maison mère du groupe. Les activités d'exploitation du groupe sont réparties entre deux grands business groups indépendants : Agfa Graphics et Agfa HealthCare, ainsi qu'une plus petite unité, Agfa Specialty Products. Chacune de ces unités est autonome tant opérationnellement, qu'administrativement et financièrement.

Quelques dates qui ont marqué l'histoire de la société

- 1867 Fondation d'AGFA (Aktiengesellschaft für Anilinfabrikation), société spécialisée dans les colorants, à Berlin
- 1894 Fondation de L. Gevaert & Cie., à Anvers, spécialiste du papier photo
- 1953 AGFA devient une filiale à 100% de Bayer
- 1964 Fusion des entreprises Agfa et Gevaert
- 1981 Agfa-Gevaert devient une filiale à 100% de Bayer
- 1999 Offre publique de vente - l'entreprise est cotée en Bourse à Bruxelles et à Francfort
- 2002 Bayer vend les 30% de parts d'Agfa qu'elle détenait encore
- 2004 Cession des activités photographiques grand public
- 2005 Acquisition de GWI et Heartlab
- 2006 KBC vend les 27% de parts Agfa qu'elle détient

Lettre aux Actionnaires



Chèr(e)s actionnaires,

En 2005, nous avons renforcé notre leadership sur nos marchés traditionnels et amélioré de façon significative nos positions sur les marchés émergents en croissance. L'exercice 2005 nous a pourtant imposé de nombreux défis en nous confrontant à une conjoncture économique défavorable caractérisée par une érosion des prix et une très nette augmentation du coût des matières premières.

Au cours de ces dernières années, Agfa a parfaitement négocié le passage de l'analogique au numérique pour ses technologies d'imagerie. Aujourd'hui, les systèmes d'imagerie et d'information d'Agfa sont présents dans une imprimerie et un hôpital sur deux à travers le monde.

Graphic Systems a, dans un passé récent, confirmé sa position dominante dans le secteur du prépresse en fixant de nouvelles références en matière de technologie computer-to-plate et commercialisé des technologies et des produits révolutionnaires, dont la première presse numérique à jet d'encre hybride au monde et les encres de la marque destinées au marché de l'impression jet d'encre industrielle. HealthCare a renforcé son assise sur le marché de l'imagerie médicale traditionnelle et élargi son portefeuille de produits de cardiologie et d'informatique

hospitalière grâce à l'acquisition de GWI et de Heartlab, leaders respectifs des marchés de l'informatique hospitalière en Europe et des solutions cardiologiques aux Etats-Unis. Specialty Products a, quant à lui, consolidé son statut de leader sur les produits à films conventionnels, ainsi que sur les marchés de niche.

2005 a toutefois été marqué par le déclin rapide de certains marchés traditionnels, une augmentation du coût des matières premières et l'érosion des prix. Ces phénomènes n'ont pas encore pu être compensés par les initiatives visant à réduire les coûts et à augmenter les prix. La déclaration d'insolvabilité d'AgfaPhoto, l'entreprise qui avait acquis l'ancienne unité Consumer Imaging d'Agfa en novembre 2004, et sa mise en liquidation ont été un événement inattendu pour tous. Afin de se prémunir contre d'éventuelles conséquences à cet égard, Agfa a inscrit une provision de 55 millions d'euros et contre-passé les actifs d'impôts différés pour 54 millions d'euros.

Agfa s'en tient à la mission qu'elle s'est fixée : être le partenaire privilégié sur tous ses marchés d'activité. Pour ce faire, l'entreprise s'appuie sur des technologies de pointe, des méthodes de travail innovantes et une connaissance approfondie des activités et des besoins individuels de ses clients. Cette approche garantira, nous en sommes persuadés, le succès à long terme de notre entreprise.

Nous continuerons donc, en 2006, à stimuler la croissance de nos nouveaux marchés, et relèverons les défis sur nos segments traditionnels. Nous renforcerons notre position sur le marché de l'impression jet d'encre industrielle et étendrons nos activités dans le domaine de l'informatique médicale. Quant à notre marché de l'imagerie traditionnelle, nous renforcerons notre leadership grâce à une innovation continue dans la lignée de l'évolution du marché.

Depuis le 1er janvier 2006, les business groups bénéficient d'une indépendance opérationnelle afin de se concentrer encore davantage sur leurs clients respectifs. La rationalisation de leurs structures améliorera notre service à la clientèle et notre réactivité, et engendrera de meilleurs produits. En étant plus proches du marché, nous finirons, à terme, par améliorer notre rentabilité et pourrons exploiter toutes les opportunités de croissance.

En mars 2006, Monty Haymon a fait part de son intention de ne pas briguer un nouveau mandat au sein du Conseil d'administration. Nous le remercions pour sa précieuse contribution et le dévouement dont il a fait preuve au sein du Groupe.

Lors de l'Assemblée générale des actionnaires, le Conseil d'administration proposera la nomination de Julien De Wilde en tant qu'administrateur indépendant.

C'est en mars 2006 également que KBC a vendu sa participation de 27% dans Agfa-Gevaert. KBC était devenu actionnaire d'Agfa-Gevaert à la suite de sa fusion, en 2005, avec Almanij, maison mère du holding Gevaert. Cette dernière était elle-même devenue actionnaire d'Agfa-Gevaert lors de l'IPO d'Agfa le 1^{er} juin 1999. La vente qui avait eu lieu auprès de nombreux investisseurs institutionnels, principalement en Europe, avait été réussie, ce qui illustre bien la confiance accordée par les marchés financiers à la stratégie et aux atouts d'Agfa.

Notre stratégie, fondée sur le renforcement de nos activités d'imagerie traditionnelle et la conquête de nouveaux marchés à potentiel de croissance, a été clairement définie. La mise en œuvre de cette stratégie est un gage de valeur ajoutée pour nos clients, nos actionnaires et notre personnel. Le Conseil d'administration a foi en l'avenir et invitera l'Assemblée générale des actionnaires à approuver un dividende ordinaire brut de 50 centimes d'euro par titre.

Nous remercions sincèrement nos clients – imprimeurs, hôpitaux et entreprises spécialisées – ainsi que nos distributeurs pour leur confiance en nos solutions et services et pour les bonnes relations que nous entretenons avec eux depuis des années. Celles-ci sont essentielles pour nous permettre de passer de la position d'entreprise de produits d'imagerie analogique à celle de fournisseur innovant en matière de solutions et de services d'informatique et d'imagerie numérique. Nous remercions également nos collaborateurs pour leur engagement permanent. Grâce à cet engagement, précisément, nous pourrions faire progresser notre société et connaître une croissance rentable.



Ludo Verhoeven
Président du Conseil d'administration



Marc Olivié
Président et Chief Executive Officer

Rapport de gestion



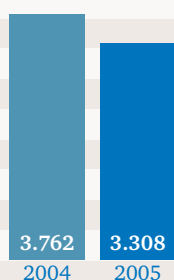
Comité exécutif (2006)

de gauche à droite
Anne Vleminckx
Philippe Houssiau
Albert Follens
Stefaan Vanhooren
Marc Olivié
Werner Vanderhaeghe

Chief Financial Officer
Président Agfa HealthCare
Chief Operating Officer
Président Agfa Graphics
Président et Chief Executive Officer
General Counsel et Company Secretary

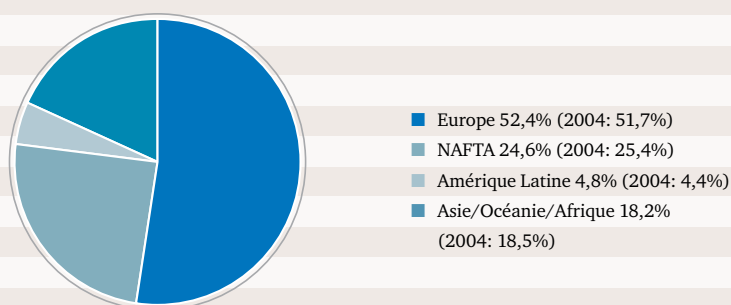
Chiffre d'affaires Groupe

MILLIONS D'EUROS



Part du chiffre d'affaires Groupe 2005

PAR RÉGION



Agfa se compose de deux business groups, Graphic Systems et HealthCare, deux branches qui occupent une position de marché dominante et qui suivent une stratégie de croissance bien définie. Un hôpital et une imprimerie sur deux dans le monde sont des clients d'Agfa. Le Groupe mise sur cette clientèle solide et sur ses compétences clés pour bâtir de nouvelles plates-formes de croissance: systèmes jet d'encre industriels pour Graphic Systems et informatique d'entreprise pour HealthCare.

Division de moindre envergure, Specialty Products, produit un large éventail de consommables et de solutions de haute technologie destinés à des clients autres que les hôpitaux et les imprimeries.

Agfa-Gevaert a enregistré en 2005 un chiffre d'affaires de 3.308 millions d'euros, soit une diminution de 12,1% par rapport à 2004, due à des changements intervenus au niveau de son portefeuille d'activités. Cette année a été marquée par la l'érosion progressive des prix et par la nette augmentation du prix des matières premières. Les activités de prépresse numérique de Graphics ont poursuivi leur croissance en volume, compensant nettement le déclin des activités de prépresse analogique. Les résultats de HealthCare ont été conditionnés par le succès exceptionnel des activités IT et les conditions difficiles du marché des films. Les résultats d'Agfa en 2005 ont aussi été affectés par les difficultés inattendues et la liquidation d'AgfaPhoto, qui ont entraîné une perte nette de 19 millions d'euros en 2005.

Les états financiers 2005 d'Agfa reflètent les divers changements intervenus au niveau de son portefeuille d'activités, les plus importants d'entre eux étant l'acquisition de *GW*, fournisseur allemand de systèmes d'information hospitaliers, consolidée à compter de la mi-janvier 2005, et l'acquisition de *Heartlab*, important concepteur et fournisseur de systèmes d'imagerie numérique et de réseaux d'information dans le domaine de la cardiologie, établi aux Etats-Unis, consolidée à compter de juin 2005. En 2005, Agfa a par ailleurs acquis le reste des actions de *Med2Rad*, important développeur et fournisseur de systèmes d'information radiologiques, établi en Italie.

Les comparaisons avec l'exercice précédent doivent tenir compte des acquisitions du fabricant de plaques d'impression italien *Lastra*, de *Symphonie On Line*, société française spécialisée en systèmes d'information hospitaliers, de *ProImage*, développeur de solutions numériques de gestion des flux de travail destinées au secteur des journaux et des imprimeurs, ainsi que de la cession de Consumer Imaging et de Monotype Corporation, en 2004. Ces changements au niveau du portefeuille d'activités rendent les comparaisons avec 2004 plus pertinentes en ce qui concerne les business groups Graphics et HealthCare que pour le Groupe Agfa-Gevaert dans son ensemble.

(les termes en *italique* sont expliqués dans le Glossaire (page 115).

Comptes de résultat - chiffres clés

MILLIONS D'EUROS	2004 ⁽¹⁾	2005
Chiffre d'affaires	3.762	3.308
Bénéfice brut	1.497	1.212
Coûts de vente et frais généraux d'administration	(970)	(811)
EBITDA ⁽²⁾	477	405
en pourcentage des ventes	12,7%	12,2%
Restructuration ⁽³⁾	(109)	(112)
Perte nette exceptionnelle liée aux cessions	(312)	-
Résultat d'exploitation	(129)	132

⁽¹⁾ comme figurant dans le rapport de 2004, retraité en fonction de l'impact de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*, de 2 millions d'euros

⁽²⁾ avant frais de restructuration et éléments non récurrents

⁽³⁾ dépenses non récurrentes comprises

Chiffre d'affaires

Agfa a enregistré en 2005 un chiffre d'affaires de 3.308 millions d'euros. La diminution de 12,1% par rapport aux 3.762 millions engrangés en 2004 s'explique essentiellement par la cession de Consumer Imaging en 2004.

Si l'on ne prend pas en compte les effets des cessions, le chiffre d'affaires des activités poursuivies d'Agfa a augmenté de 6,4%.

La forte croissance en volume de la production de plaques d'impression numériques et les mesures prises pour contrer l'érosion des prix ont permis de porter le chiffre d'affaires de Graphics de 1.673 millions d'euros en 2004 à 1.733 millions d'euros en 2005. Les effets des augmentations de prix, annoncées au début de l'année 2006, se feront sentir dès le deuxième trimestre de 2006.

Le chiffre d'affaires de HealthCare est passé de 1.361 millions d'euros en 2004 à 1.405 millions d'euros, principalement en raison des acquisitions opérées en 2005. Le déclin des marchés traditionnels des pellicules photographiques et de l'imprimerie aux Etats-Unis, ainsi que l'érosion des prix, ont aussi fortement influencé le chiffre d'affaires total. Par conséquent, les solutions IT représentent actuellement 29% du chiffre d'affaires de HealthCare.

La part du chiffre d'affaires du Groupe réalisée en Europe s'est élevée à 52,4% du chiffre d'affaires du Groupe (2004 : 51,7%) ; la région ALENA a représenté 24,6% (2004 : 25,4%) ; l'Amérique latine a représenté 4,8% (2004 : 4,4%) tandis que l'Asie et le reste du monde ont atteint 18,2% (18,5%).

Résultats

Le bénéfice brut s'est établi à 1.212 millions d'euros, contre 1.497 millions d'euros en 2004. Cette diminution s'explique par les effets de facteurs externes défavorables, tels que l'érosion des prix et l'augmentation du prix des matières premières. La marge bénéficiaire brute a atteint 36,6%, contre 39,8% en 2004.

Pour contrer les effets de l'érosion des prix, Graphics a mis en œuvre des augmentations ciblées de prix. Cependant, l'impact de ces augmentations n'a pas été suffisant pour compenser la hausse des prix des matières premières en 2005.

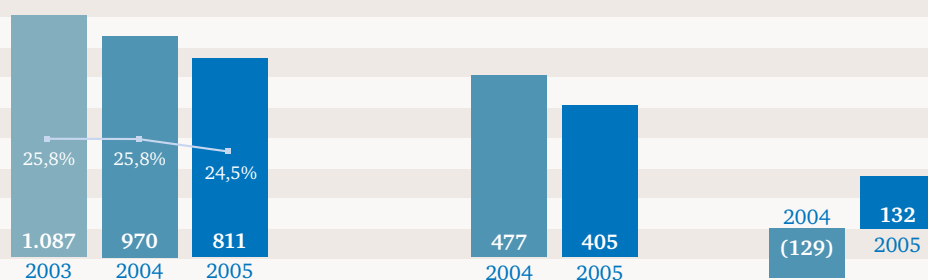
En 2005, les résultats de HealthCare ont été affectés par la mauvaise conjoncture du marché des films, principalement aux Etats-Unis.

Évolution des dépenses de SG&A**EBITDA⁽¹⁾****Résultat d'exploitation**

MILLIONS D'EUROS / % DES VENTES

MILLIONS D'EUROS

MILLIONS D'EUROS

⁽¹⁾ avant frais de restructuration et éléments non récurrents

Agfa a poursuivi ses efforts afin de réduire les coûts de vente et les frais généraux d'administration. A la fin 2005, ces coûts représentaient 24,5% du chiffre d'affaires du groupe. En 2005, ces coûts ont atteint 811 millions d'euros, soit une diminution de 16,4% par rapport à l'année précédente. Les frais de recherche et de développement se sont stabilisés à 191 millions d'euros, soit 5,8% du chiffre d'affaires.

Les autres coûts d'exploitation se sont élevés à 21 millions d'euros, contre 44 millions d'euros l'année précédente. Des mesures ont été prises afin de contenir les coûts ultérieurs des plans médicaux réservés aux employés en retraite des sociétés américaines du groupe. Cela s'est traduit par des recettes exceptionnelles de 25 millions d'euros, dans le cadre d'autres activités d'exploitation.

Le résultat d'exploitation d'Agfa, avant déduction des frais de restructuration et des résultats non récurrents, a atteint 405 millions d'euros, contre 477 millions d'euros en 2004. Quant à la rentabilité sur chiffre d'affaires, elle s'est établie à 12,2%, contre 12,7% l'année précédente.

En 2005, les frais de restructuration et les résultats non récurrents se sont élevés à 112 millions d'euros, y compris une provision de 55 millions d'euros en relation avec la liquidation d'AgfaPhoto.

Le résultat d'exploitation 2005 s'est soldé à 132 millions d'euros, contre -129 millions d'euros l'année précédente. Le résultat d'exploitation 2004 comprenait une perte exceptionnelle nette de 312 millions d'euros due aux cessions de Consumer Imaging et Monotype Corporation.

Les résultats hors exploitation, qui incluent les charges financières, ont atteint -25 millions d'euros, contre -56 millions d'euros en 2004.

Le résultat avant impôts a été de 107 millions d'euros, contre -185 millions d'euros en 2004. Les charges fiscales se sont élevées à 125 millions d'euros et ont été influencées par les actifs d'impôts différés de 54 millions d'euros constitués à la suite de la cession de Consumer Imaging.

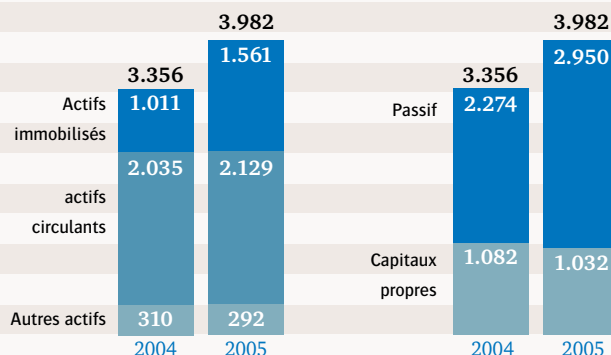
Le Groupe a enregistré une perte nette de 19 millions d'euros, soit -15 centimes d'euro par titre, contre une perte nette de 145 millions d'euros, soit -115 centimes d'euro par titre en 2004.

Bilan - chiffres clés

Actifs

Passif

MILLIONS D'EUROS AU 31 DEC.



AgfaPhoto

En novembre 2004, Agfa a cédé son business group Consumer Imaging à un groupe d'investisseurs dans le cadre d'une procédure de rachat. Depuis lors, Consumer Imaging a été exploitée par le biais d'un groupe de sociétés, sous le nom d'AgfaPhoto. Agfa était persuadée qu'AgfaPhoto pourrait être rentable en tant qu'entreprise indépendante, à condition qu'elle soit gérée comme une entreprise « entrepreneuriale ». C'est pourquoi Agfa a fourni d'importantes aides, notamment financières, à AgfaPhoto. Cependant, contre toute attente, AgfaPhoto GmbH a déposé son bilan à la fin du mois de mai 2005 et le tribunal a désigné, en octobre 2005, un curateur afin de liquider la société.

Bien que les deux groupes soient totalement indépendants, l'insolvabilité d'AgfaPhoto et la décision de liquidation qui s'en est suivie ont affecté Agfa à plusieurs égards. Dans le cadre du contrat d'achat d'actions, Agfa avait accepté d'agir, pendant une durée limitée, en tant que prestataire de services et distributeur pour AgfaPhoto. Dans ce contexte, elle a assuré le préfinancement du fonds de roulement d'AgfaPhoto, pour lequel elle est remboursée par l'encaissement de créances auprès de clients. Une provision de 55 millions d'euros a été constituée pour couvrir les pertes dans le cadre du contrat de distribution et autres règlements et coûts, notamment les coûts environnementaux et d'assainissement. De plus, les actifs d'impôts différés constitués au moment de la cession seront disponibles plus tard que prévu. Agfa a décidé de provisionner 54 millions d'euros de ces actifs d'impôts afin de refléter correctement la situation dans ses états financiers.

Agfa est aussi confrontée à plusieurs réclamations d'employés d'AgfaPhoto qui avaient été transférés au sein de la nouvelle société. Agfa est certaine d'avoir communiqué des informations fidèles et complètes, en temps opportun, à l'ensemble des organes consultatifs concernés et des employés, et d'avoir agi dans le respect le plus strict de toutes les procédures légales et réglementations en matière de concertation.

Enfin, Agfa a deux litiges avec AgfaPhoto Holding GmbH, acheteuse et société mère d'AgfaPhoto Group ; ces deux différents n'entrent pas dans le cadre du dépôt de bilan.

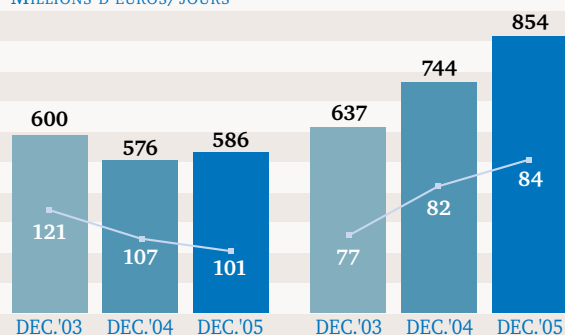
Le premier litige a pour objet la marque AgfaPhoto. Afin de soutenir AgfaPhoto, Agfa avait accordé à l'acheteur une licence sans redevance pour ces activités. A la suite de la décision de liquidation prise par le curateur, Agfa a mis un terme au contrat de licence d'AgfaPhoto. La rupture du contrat a été contestée par l'acheteur et Agfa a engagé une procédure d'arbitrage pour faire appliquer ses droits en l'espèce.

Fonds de roulement⁽¹⁾

Stocks

MILLIONS D'EUROS/JOURS

Créances commerciales



⁽¹⁾ Consumer Imaging exclus

Le second litige n'est aucunement lié au dépôt de bilan d'AgfaPhoto et porte sur le prix d'achat. Aux termes du contrat d'achat d'actions, le prix d'achat était fixé à 112 millions d'euros d'après les états financiers de clôture complètement audités. L'acheteur conteste cette fixation et les parties ont actuellement engagé une procédure de résolution conformément aux dispositions du contrat d'achat. Bien que l'issue de cette procédure soit incertaine, Agfa est persuadée qu'il n'existe aucune raison de reconnaître une dépréciation en rapport avec le prix d'achat et le prêt vendeur accordé par Agfa.

Bilan

Fin décembre 2005, l'actif se chiffrait à 3.982 millions d'euros, contre 3.356 millions d'euros fin 2004. L'augmentation s'explique avant tout par la consolidation de GWI et de Heartlab, acquises par Agfa en 2005.

Fonds de roulement

En 2005, Agfa a encore réduit son **fonds de roulement**. Les stocks ont augmenté, passant de 576 millions d'euros en 2004 à 586 millions d'euros fin 2005. En jours, la durée de stockage était de 101 jours fin décembre 2005, ce qui correspond peu ou prou à l'objectif de 100 jours.

Les créances commerciales se sont chiffrées à 854 millions d'euros ou 84 jours, contre 744 millions d'euros ou 76 jours fin 2004. Les dettes commerciales ont quant à elles augmenté, passant de 369 millions d'euros ou 68 jours à 375 millions d'euros ou 64 jours. Agfa poursuivra ses efforts de réduction des fonds de roulement.

Dettes financières

La dette financière nette s'est élevée à 679 millions d'euros à la fin de l'année, contre 193 millions d'euros à la fin de l'année 2004. Cette augmentation s'explique principalement par le paiement de 361 millions d'euros pour les acquisitions et la **titrisation des créances commerciales** (61 millions d'euros).

Le coefficient d'utilisation des fonds propres d'Agfa reste élevé : 65,8%.

Fonds propres

Les fonds propres se sont chiffrés à 1.032 millions d'euros, comparativement à 1.082 millions d'euros à la fin 2004.

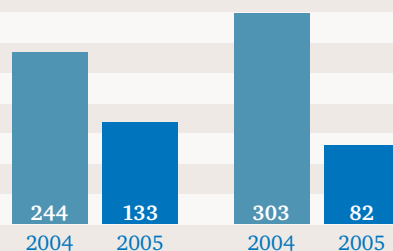
Cash-flow

Le cash-flow brut d'exploitation s'est chiffré à 133 millions d'euros en 2005. Le cash-flow net d'exploitation, qui prend également en compte les variations du fonds de roulement, a atteint 82 millions d'euros. Les dépenses en capital se sont chiffrées à 106 millions d'euros.

Cash-flow opérationnel

Brut Net

MILLIONS D'EUROS



Recherche et développement

Agfa est l'un des principaux innovateurs belges, qui a consacré 191 millions d'euros à la R&D en 2005. 38% des investissements de R&D concernent le business group Graphics, 60% HealthCare et 2% Specialty Products.

Sur les marchés hautement concurrentiels où Agfa évolue, prendre l'avantage sur la concurrence dépend beaucoup de la technologie. Le passage de la technologie analogique à numérique a raccourci le cycle de vie de nombreux produits et oblige le département R&D, d'une part, à réduire sans cesse le délai de développement des produits et, d'autre part, à accélérer leur commercialisation. La stratégie d'Agfa au niveau de la recherche consiste à combiner développement en interne, partenariats externes et acquisition de nouvelles technologies pour amener, de manière efficace et efficiente, sur le marché les solutions dont il a besoin.

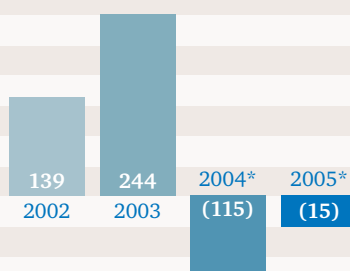
Au sein de Graphic Systems, les recherches sont principalement axées sur des améliorations continues et l'innovation dans le domaine des plaques d'impression numériques et de l'impression jet d'encre industrielle. :Azura constitue un exemple d'innovation en interne d'Agfa. Il s'agit de la première plaque d'impression thermique sans chimies, lancée fin 2004 et déjà adoptée par plus de 400 imprimeurs dans le monde. Fin 2005, Agfa a lancé la plaque d'impression thermique :Amigo, le nouvel atout de la gamme de plaques d'impression sans chimies d'Agfa. Avec :Amigo, Agfa met les avantages de sa technologie avancée et respectueuse de l'environnement à la portée d'un plus grand nombre d'imprimeurs, y compris sur le marché du grand format.

Au sein de HealthCare, les efforts d'Agfa en R&D portent sur le développement de technologies d'imagerie d'avant-garde et sur l'intégration et la migration vers une plate-forme IT unique. L'acquisition d'ORBIS (GWI), la solution IT pour hôpitaux la plus populaire en Allemagne, lancée à l'échelle internationale fin 2005 en est la parfaite illustration. Les systèmes d'imagerie numérique et les technologies de l'information d'Agfa offrent aux acteurs des soins de santé les outils qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs médicaux et financiers : améliorer les soins dispensés aux patients tout en améliorant l'accès aux soins de santé et le contrôle de leur coût.

Quant à Specialty Products, les activités de R&D se concentrent sur des cartes d'identification comportant des dispositifs de sécurité intégrés et sur des encres transparentes, des films et des revêtements utilisés comme électrodes flexibles dans des lampes électroluminescentes, écrans tactiles, écrans et dispositifs électroniques imprimables.

Résultat par action

CENTIMES D'EURO



* nombre d'actions utilisé pour le calcul:
2004: 126.008.540 / 2005: 125.603.444

Programme de Transformation d'Agfa

En février 2005, Agfa-Gevaert a lancé le « Programme de Transformation d'Agfa », destiné à assurer l'indépendance opérationnelle des business groups et à leur permettre de mener plus efficacement leurs stratégies respectives en mettant au maximum l'accent sur leurs clients. Forts d'une totale responsabilité opérationnelle et de pleins pouvoirs, les business groups Graphics et HealthCare seront en mesure d'offrir une plus-value à leurs clients, actionnaires et employés.

Ressources humaines

Fin 2005, Agfa comptait 14.442 équivalents temps plein (ETP), contre 14.387 à la fin de l'année 2004. Les effectifs ont augmenté de 912 ETP à la suite des acquisitions de GWI, Heartlab et Med2Rad, opérées en 2005. Cette augmentation a été partiellement compensée par les initiatives entreprises pour réduire les dépenses de SG&A et améliorer la productivité, qui entraîneront une diminution à l'échelle mondiale des niveaux de personnel de 1050 équivalents temps plein d'ici fin 2006. Dans le cadre de ce projet, 857 ETP ont quitté la société en 2005.

Perspectives

Au début 2006, Graphics a annoncé des augmentations sensibles de prix pour la plupart de ses produits, afin de compenser l'augmentation du prix des matières premières et poursuivre ses investissements dans des technologies ultramodernes et des solutions innovantes. Ces hausses de prix auront une incidence à partir du deuxième trimestre de 2006. Graphics affiche aussi de nets progrès dans la mise en œuvre de sa stratégie jet d'encre, et a introduit plusieurs produits et technologies jet d'encre innovants en février 2006.

Agfa s'attend à des différences saisonnières plus importantes en raison de la part accrue des solutions IT dans le portefeuille de HealthCare. Si le chiffre d'affaires IT continuera de croître, on s'attend à la poursuite du recul des films en raison de l'adoption toujours plus massive de systèmes sans film. Agfa continuera à investir dans les activités IT de HealthCare pour accélérer le déploiement international de la solution IT hospitalière ORBIS. HealthCare visera aussi le marché en pleine croissance des centres d'imagerie, en lançant une unité de numérisation RI compacte et en intensifiant sa coopération avec les réseaux de distributeurs.

En 2006, la transition opérée dans les deux grands business groups se poursuivra. Agfa est convaincue que les stratégies mises en œuvre sont propices au succès à long terme de ses activités. Agfa poursuivra ses efforts de croissance sur de nouveaux marchés tout en maximisant les résultats dans les domaines traditionnels.



Agfa Graphics

Agfa Graphics

MILLIONS D'EUROS	2005	2004	évolution
Chiffre d'affaires	1.733	1.673	3,6%
EBITDA ⁽¹⁾	155	175	-11,4%
% du chiffre d'affaires	8,9%	10,5%	
EBIT ⁽¹⁾	75	104	-27,9%
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	53	169	-68,6%

⁽¹⁾ avant frais de restructuration et éléments non récurrents mais comprenant les 13 millions d'euros de recettes liées aux changements d'assurance médicale postretraite de la filiale américaine du Groupe

⁽²⁾ le résultat d'exploitation de 2004 a été influencé par les 118 millions d'euros de bénéfices sur la cession de Monotype

Le chiffre d'affaires d'Agfa Graphics se monte à 1.733 millions d'euros, soit une diminution de 3,6% par rapport à 2004. Abstraction faite de l'impact des cessions, les ventes ont toutefois augmenté de 6,4%, grâce à une augmentation substantielle du volume, principalement des plaques d'impression numériques.

L'EBITDA avant frais de restructuration et éléments non-récurrents a diminué, reculant de 175 à 155 millions d'euros, ou exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, de 10,5% à 8,9%. Ces évolutions résultent de l'augmentation continue du prix des matières premières et de l'érosion des prix qui ont été partiellement compensées par les initiatives de limitation des coûts prises depuis le début 2005. L'effet bénéfique des actions ciblées d'Agfa pour contrer l'érosion des prix et pour diminuer ses coûts s'est fait ressentir de plus en plus au fil de l'année.

Tendances du marché

Bien que les supports électroniques occupent de nos jours une place importante, le secteur est convaincu que les supports analogues continueront à jouer un rôle clé dans les moyens de communication modernes.

Après plusieurs années difficiles, le secteur de l'impression, un marché équivalant à 750 milliards d'euros, connaît un nouveau souffle. Cette tendance positive se répercute sur l'indice des entreprises du secteur de l'impression, ce qui démontre une amélioration continue des activités d'impression. Alors que le cycle de vie des produits et de l'information diminue, on observe une tendance générale aux tirages plus modestes et plus ciblés, ce qui entraîne une augmentation des activités *prépresse* et d'impression numérique.

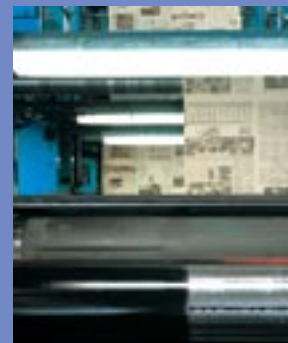
Segment prépresse

En 2005, les technologies numériques *computer-to-plate* ont dépassé les technologies analogiques en volume, ce qui résulte d'une évolution qui a débuté voici dix ans. La technologie *computer-to-plate* continuera à conquérir des parts de marché étant donné que les imprimeries de petite taille et de taille moyenne évoluent elles aussi vers des processus *prépresse* numériques. Deux tiers des recettes de l'industrie étant générés par des imprimeries comptant moins de vingt employés, ce sont les petites et moyennes imprimeries qui porteront la croissance de l'industrie de l'imprimerie au cours des prochaines années.



«Après maintes recherches, il nous est apparu qu'Agfa offrait la solution la plus intelligente pour notre entreprise. La technologie :Arkitek Courier d'Agfa remplacera notre système de transmission actuel pour la distribution des pages du New York Times aux imprimeries américaines de la société. Nos plaques d'impression seront produites par les vingt nouveaux systèmes CTP à laser violet achetés chez Agfa. En adoptant les solutions d'Agfa, nous entendons accroître notre capacité de production et offrir une plus-value à nos clients.»

David Thurm,
Chief Information Officer
The New York Times Company
New York, Etats-Unis



Segment de l'impression numérique

Nombre de marchés, comme celui de l'emballage (boîtes, cartons, étiquettes), de la publicité (matériel point de vente, panneaux-réclame) et de la décoration (revêtements muraux, papiers peints) requièrent des impressions en petits tirages. Jusqu'à présent, ce genre de produit était généralement fabriqué via des technologies d'impression *flexographiques* et *sérigraphiques*, dont les coûts de démarrage sont élevés. Dans un processus d'impression numérique, il est beaucoup plus rapide et moins coûteux de modifier les tâches d'impression. L'impression numérique est par conséquent parfaitement adaptée aux tirages plus modestes ; elle est idéale lorsque les données à imprimer varient, comme dans le cas d'un publipostage, par exemple.

Le jet d'encre est la technologie d'impression numérique la plus polyvalente. Elle présente par conséquent aussi le meilleur potentiel de croissance. Cette technologie permet l'utilisation d'un vaste éventail d'encres et l'impression sur de nombreux supports différents. Les moteurs d'impression peuvent par ailleurs être intégrés directement dans d'autres processus d'impression et de fabrication.

Stratégie

Agfa Graphics souhaite continuer à offrir des technologies innovantes à ses clients – tant en matière de prépresse que d'impression jet d'encre industrielle – afin d'aider ceux-ci à améliorer leur productivité et à être davantage concurrentiels sur le marché de l'impression.

Renforcement du marché et du leadership technologique dans le secteur prépresse

Les principales activités de Graphics ont trait au domaine du prépresse, un segment mature et consolidé qui pèse 7 milliards d'euros. Agfa est l'un des principaux acteurs de ce marché et offre à ses clients non pas des produits isolés, mais plutôt des solutions intégrées. Cette stratégie a fait ses preuves lors du passage technologique des *computer-to-film* vers les systèmes *computer-to-plate*.

En 2005, Graphics a continué à renforcer sa position de leader sur ce marché grâce à des innovations technologiques, une domination globale par les coûts et une consolidation du marché, comme par exemple par l'intégration de *Lastra*, le fabricant italien de plaques d'impression acquis en août 2004. L'accent est porté sur les segments de croissance tels que les logiciels et l'impression d'emballages et de journaux. D'un point de vue géographique, Graphics se focalise sur les marchés asiatiques, en rapide expansion.

Développement d'une position de leader dans le domaine de l'impression jet d'encre industrielle. Le marché de l'impression jet d'encre industrielle offre de belles perspectives de croissance. D'ici 2010, ce marché représentera quelque 10 milliards d'euros, soit plus que l'ensemble du marché du prépresse. Graphics s'efforce d'obtenir une position de leader sur des segments spécifiques du jet d'encre industriel tels que l'impression grand format, la sérigraphie et les emballages. Dans ces segments, il se concentre sur les marchés en croissance que sont le secteur publicitaire, l'impression industrielle et l'impression personnalisée.



«Agfa et l'Imprimerie Moderne de l'Est partagent les mêmes intérêts et cela donne lieu à un réel dialogue. Grâce aux deux nouveaux systèmes d'exposition des plaques :Avalon et aux nouvelles plaques d'impression :Amigo, nous avons pu accélérer significativement notre production de plaques. Cette technologie offre de très nombreux avantages écologiques et économiques : moins de substances chimiques sur la plaque d'impression et la presse, moins de déchets et de consommation d'eau. Nous pouvons réduire nos coûts sans compromettre la qualité de notre production.»

Henry Labat, Directeur Prépresse et Responsable Environnement
Imprimerie Moderne de l'Est
Baume-les-Dames, France



Pour mettre en œuvre cette stratégie de croissance dans le secteur du jet d'encre industriel, Graphics s'appuie sur son expérience et son savoir-faire dans le domaine de l'imagerie, des solutions du flux de travail, des produits chimiques et des substrats ainsi que sur sa clientèle. Combinée à sa technologie jet d'encre brevetée et à des alliances en matière de développement et de production conclues avec des leaders industriels, cette stratégie débouchera sur des solutions innovantes et ultra-performantes pour les imprimeurs.

Développement de produits

En ce qui concerne les **imprimantes commerciales et de matériaux d'emballages**, Agfa a lancé :Avalon, une nouvelle génération de *systèmes d'exposition de plaques thermiques* hautement fonctionnelles, fiables et pratiques. De plus, Agfa a introduit la plaque thermique :Amigo, premier ajout à son portefeuille de plaques ThermoFuse. ThermoFuse est la technologie d'imagerie brevetée d'Agfa rendue populaire grâce à la *plaque sans chimies* :Azura. Cette technologie élimine les écarts qui se produisent parfois lors du traitement des plaques conventionnelles puisque avec cette nouvelle technologie le traitement chimique de la plaque d'impression n'est plus nécessaire. Parallèlement, elle offre des performances équivalentes à celles des plaques traditionnelles, rendant ainsi la fabrication des plaques et l'impression plus pratique et plus fiable ; cette technologie est par ailleurs écologique. La gamme de plaques d'impression thermiques numériques sera étendue dans le courant de 2006.

Les systèmes de flux de travail Agfa pour les imprimeries commerciales et de matériaux d'emballage continuent à s'étendre et à s'améliorer. :ApogeeX 2.5, qui intègre de nouvelles fonctionnalités d'*épreuve* et de production, est la dernière version du *logiciel de gestion de flux de production* sophistiqué d'Agfa. Elle définit de nouvelles normes de performances en matière d'automatisation des flux de travail et de productivité dans l'industrie de l'impression. Agfa a en outre étendu les capacités de :Delano, son *logiciel de gestion de projets* entièrement optimisé web. De nouvelles fonctionnalités d'*épreuve* à l'écran permettent la soumission et l'approbation des pages en ligne.

Dans le segment de **l'impression de journaux**, Graphics a continué à étendre son équipement prépresse avec le lancement des nouvelles systèmes d'exposition de plaques à *laser violet* :Advantage Xm et Xs. La production numérique de plaques est ainsi mis à la portée des petits imprimeurs de journaux et des imprimeries à débit moyen ou possédant des portefeuilles hybrides.

Plusieurs nouveaux progiciels font par ailleurs d'Agfa un véritable partenaire de mise en page pour les imprimeurs de journaux en les aidant efficacement à gérer l'ensemble de leurs activités.

Agfa a stimulé la productivité du flux de travail :Arkitek en le complétant d'outils d'*épreuve*, et lancé :Arkitek IntelliTrack pour journaux, un nouveau tracking system à l'échelle des entreprises, qui collecte automatiquement des données de vérification à chaque point du flux de la production.

Agfa a également commercialisé une version PC du logiciel de correction d'image :IntelliTune et introduit une nouvelle version de :AdManager, un système hautement flexible permettant de contrôler la création d'annonces dans les journaux.



«Notre nouvelle unité computer-to-plate devait répondre à des spécifications de taille, de conservation, d'aisance d'utilisation et de prix. Toutes nos exigences ont été satisfaites grâce aux systèmes d'exposition des plaques : Xcalibur-45E et :Azura d'Agfa. La solution offerte par Agfa est la seule à pouvoir éliminer l'eau et les substances chimiques dans notre procédure prépresse. Les économies de main-d'œuvre, d'eau et de produits chimiques compensent à elles seules les frais de bail des équipements. Agfa nous a permis d'entrer dans la catégorie des imprimeurs modernes.»

Terry Bouggas,
Managing Director
St George Graphics & Printers Pty Ltd
Sydney, Australie



Agfa a par ailleurs fait des progrès importants dans la mise en œuvre de sa stratégie d'impression **jet d'encre industrielle** en introduisant plusieurs nouveaux systèmes d'impression jet d'encre industriels. Ces systèmes reposent sur la technologie d'imagerie propriétaire d'Agfa, son expertise en matière d'encres et d'impression ainsi que sur des développements conjoints et des partenariats industriels.

Agfa a introduit la *tireuse à jet d'encre* :Grand Sherpa Universal AM, une imprimante jet d'encre grand format capable d'imprimer des enseignes et des panneaux publicitaires. Celle-ci a été optimisée pour une utilisation avec de nouvelles encres offrant des couleurs vives, un séchage rapide, une meilleure résistance à l'abrasion et appropriées pour un large éventail de supports non-couchés. Agfa a également présenté des prototypes de systèmes jet d'encre industriels développés en collaboration avec d'éminents partenaires technologiques. Utilisés avec les toutes récentes *encres UV* et les *têtes d'impression jet d'encre universelles* (:UPH) d'Agfa, ces systèmes permettent une impression rapide et précise sur des supports souples ou rigides tels que les affiches, panneaux publicitaires, présentoirs, supports décoratifs et enseignes, tout en répondant aux besoins des activités industrielles de grand volume. Ces systèmes seront commercialisés dans le courant du deuxième trimestre de 2006, ce qui devrait engendrer une hausse de la demande d'encre, un nouveau consommable Agfa sur un segment de marché très prometteur. Pour la presse à jet d'encre industrielle :Dotrix, Agfa a lancé les nouvelles encres :Agorix qui sont très stables, s'éliminent rapidement et sont faciles à traiter. Ces encres livrent des images de grande qualité et des couleurs chatoyantes pour les applications industrielles et d'extérieur. De plus, elles sont compatibles avec de nombreux autres supports.

Contrats importants

Fort d'un parc de 1500 systèmes computer-to-plate (CtP) pour l'impression de journaux, Agfa a confirmé sa position de tête dans le segment **journaux**. De plus en plus d'imprimeries ont recours aux systèmes CtP à rayonnement visible d'Agfa, ce qui leur permet d'améliorer la qualité, de diminuer les coûts de maintenance et de ménager davantage de temps pour les tâches publicitaires et de mise en page. De plus, la vente de logiciels Agfa pour journaux a augmenté de 15% en 2005. 75% de tous les éditeurs de journaux dans le monde utilisent désormais des logiciels Agfa pour améliorer leur efficacité et leur productivité. En 2005, The New York Times Company et Agfa ont signé une alliance stratégique pour une période de cinq années, période durant laquelle Agfa sera le fournisseur prépresse de prédilection de son co-signataire. Parmi les autres contrats importants passés avec des groupes de quotidiens de premier plan, citons le Wen Wei Po, de Hongkong, et l'indien Hindu, qui se targue d'une diffusion de plus d'un million d'exemplaires. L'Hindu a installé quatre systèmes CtP à laser violet :Polaris et deux :Advantage DL. Rossel, et le premier éditeur de journaux belge, a quant à lui signé un contrat portant sur l'installation de quatre unités CtP à laser violet :Polaris avec plaques d'impression.



En 2005, Agfa Graphics a permis à ses clients d'Amérique du Nord de faire un grand pas en avant. L'engagement d'Agfa en matière de technologie et de R&D a été déterminant, spécialement face à la hausse des prix des matières premières. L'année dernière, Agfa a séduit un grand nombre de nouveaux clients avec :Azura, la plaque d'impression unique sans chimies basée sur la technologie brevetée ThermoFuse Coating d'Agfa

Agfa a également poursuivi sa croissance sur le segment des impressions commerciales. Fin 2005, plus de 400 imprimeurs dans le monde utilisaient déjà l'innovant système de plaques d'impression sans chimies :Azura, lancé en novembre 2004. De plus, des contrats ont été signés avec le britannique Wyndeham Press Group, qui a implémenté le système de flux de travail :ApogeeX 2.5 dans l'ensemble du groupe, ainsi qu'avec Infopress, la plus grande imprimerie commerciale roumaine, concernant les plaques d'impression :Thermostar. Les imageuses CtP thermiques ont également connu un beau succès en Inde, où sept systèmes :Xcalibur XXT ont été installés.

La technologie de *tramage* :Sublima qui vient d'être adjointe au logiciel de flux de travail d'Agfa :ApogeeX et qui a été étendue aux moteurs d'imageuses CtP de tiers, a franchi le cap des mille clients durant le troisième trimestre.

En ce qui concerne l'impression **d'emballages**, New Island Printing Holdings, l'un des plus grands producteurs chinois d'emballages et de produits papetiers de haute qualité a acheté les équipements :Xcalibur VLF XXT Elite System, :ApogeeX (flux de travail emballage), :Sublima (tramage), :Alterno (logiciel de conversion de couleurs) et un système d'épreuve :Grand Sherpa. Toujours dans le secteur de l'emballage, l'imprimeur suédois Flexmed a acquis une presse à jet d'encre :Dotrix qui permet d'imprimer des emballages pour l'industrie pharmaceutique. Ce matériel est en effet plus économique qu'un équipement d'impression traditionnel. Entre-temps, toutes les imprimantes :Dotrix du marché ont adopté les encres :Agorix récemment introduites, qui améliorent considérablement la qualité de l'image.

Les systèmes d'épreuve jet d'encre industriels ainsi que la nouvelle *tireuse* jet d'encre *grand format* :Grand Sherpa Universal AM, présentée en mai lors de la foire commerciale FESPA à Munich, ont remporté un vif succès en 2005. Agfa a en effet enregistré des ventes record pour ses systèmes d'impression grand format et d'épreuve.

Agfa a dépassé ses prévisions de vente lors de Print, le principal événement commercial de l'industrie américaine de l'impression, organisé tous les quatre ans à Chicago. Agfa y a vendu plus de cent nouveaux systèmes numériques, dont des imageuses de plaques, des logiciels, des imprimantes à jet d'encre industrielles et des consommables.

En Chine, Agfa n'a cessé d'augmenter sa production de plaques d'impression. Outre les plaques analogiques, Graphics a commencé à produire localement des plaques d'impression numériques durant le premier trimestre 2005 et devient ainsi la première grande entreprise à fabriquer les deux types de plaques en Chine. Agfa est le leader actuel du marché des applications CtP, un produit dont la demande ne cesse d'ailleurs de croître.



Agfa HealthCare

Agfa HealthCare

MILLIONS D'EUROS	2005	2004	évolution
Chiffre d'affaires	1.405	1.361	3,2%
EBITDA ⁽¹⁾	237	305	-22,3%
% du chiffre d'affaires	16,9%	22,4%	
EBIT ⁽¹⁾	163	225	-27,6%
Résultat d'exploitation	138	192	-28,1%

⁽¹⁾ avant frais de restructuration et éléments non récurrents mais comprenant les 12 millions d'euros de recettes liées aux changements du régime d'assurance médicale postretraite de la filiale américaine du Groupe

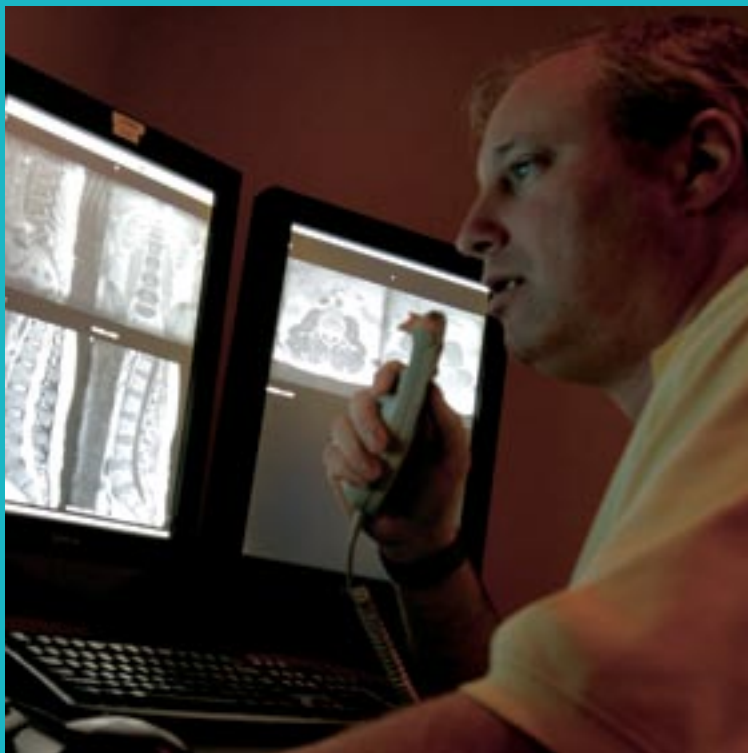
En 2005, le chiffre d'affaires d'HealthCare s'est monté à 1.405 millions d'euros, soit une augmentation de 3,2% par rapport à 2004. Cette augmentation résulte principalement d'une stratégie de croissance dans de nouveaux domaines tels que l'informatique hospitalière et la cardiologie. La pression sur les prix s'est maintenue pour les produits d'imagerie traditionnels, avec toutefois une certaine amélioration au second semestre.

L'EBITDA avant frais de restructuration et éléments non-récurrents de HealthCare se chiffre à 237 millions d'euros, contre 305 millions en 2004, ou exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, 16,9% contre 22,4% en 2004. Le business group a fait des progrès significatifs au niveau du développement de nouvelles activités numériques grâce, d'une part, à des acquisitions ciblées et, d'autre part, à un renouvellement du portefeuille sur le segment de la radiologie. L'érosion des prix et le prix élevé de l'argent, combinés au fait que la croissance des solutions IT de Healthcare n'a pas encore totalement pu compenser le déclin des activités film traditionnelles, ont influencé les résultats d'HealthCare. La part de l'IT dans les recettes générées par HealthCare est toutefois passée de 18,2% en 2004 à 29,0%, l'année dernière.

Tendances du marché

En raison du vieillissement de la population, de l'augmentation sensible des maladies chroniques et de l'ampleur croissante des soins préventifs, les coûts médicaux sont en hausse. Afin de pouvoir continuer à proposer des soins de grande qualité à des prix abordables, d'améliorer l'efficacité du processus de soins et de diminuer le nombre d'erreurs médicales, les fournisseurs de soins de santé, souvent encouragés par les autorités locales et nationales, investissent dans des systèmes numériques de haute technologie.

La première étape de cette évolution vers des solutions cliniques numériques réside généralement dans le passage à la *radiographie informatisée (RI)*. La technologie RI livre des radiographies numériques de haute qualité permettant un diagnostic dès la visualisation à l'écran. Nombre de radiologues préfèrent néanmoins encore procéder à un cliché sur un *reprographe* dédiée. De plus, bien que l'utilisation de films radiographiques classiques diminue considérablement sur les marchés développés, le marché continue à croître dans les pays émergents.



«Chez Vision Imaging, nous nous engageons à fournir aux patients le degré de précision le plus élevé en vue d'une détection et d'un traitement précoces grâce à une technologie d'imagerie très précise et à la pointe du progrès. Grâce à la solution de gestion d'images d'Agfa, IMPAX, nous pouvons mettre les diagnostics en ligne à la disposition des médecins traitants via notre navigateur web Agfa protégé par mot de passe personnel. Nos radiologues émettent leur diagnostic eux-mêmes ; un rapport signé est ensuite automatiquement envoyé au médecin traitant, dans les 60 à 90 minutes qui suivent la fin de la saisie des images.»

Steven E. Rinehouse, MD
Président de Vision Imaging
Hazleton, Pennsylvanie, USA



L'accélération de la mutation technologique dans le segment du diagnostic débouche également sur une croissance des images médicales. Etant donné que les scanners médicaux les plus sophistiqués produisent des centaines d'images pour chaque examen, l'impression ne constitue guère plus une solution. Les hôpitaux installent par conséquent des progiciels de gestion des images à l'échelle du département clinique ou de l'ensemble de l'hôpital, les *PACS* (*Picture Archiving and Communication Systems*). De nombreux départements radiologiques investissent de plus dans un *RIS* (*Radiology Information System*) afin de gérer le flux de travail et l'attribution des ressources. D'autres départements médicaux, la cardiologie et l'orthopédie, par exemple, requièrent des systèmes IT de plus en plus sophistiqués à des fins de diagnostic et de gestion départementale.

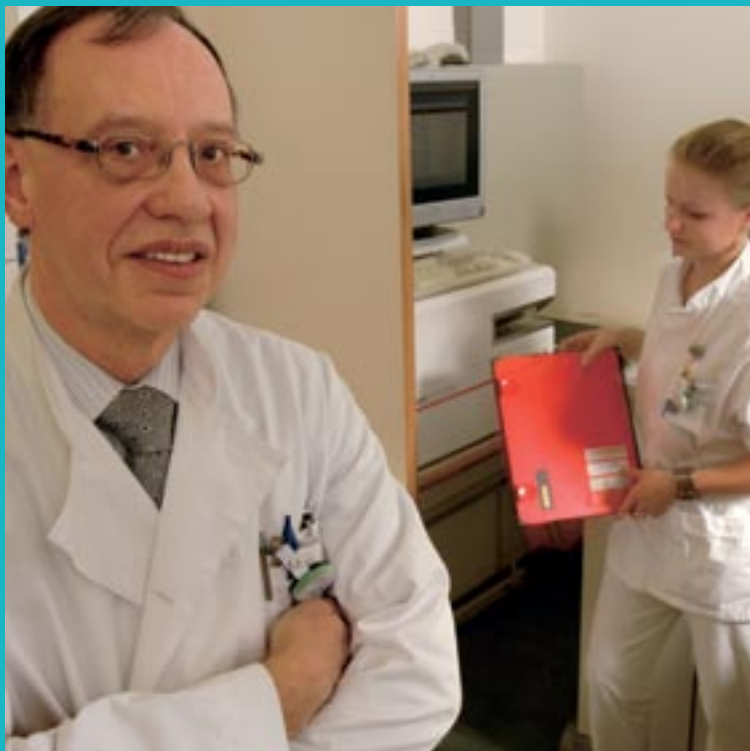
L'étape finale de la numérisation de l'organisation sanitaire est l'implémentation d'une solution IT qui gère l'ensemble du flux de travail administratif et clinique. Ces solutions globales d'entreprise facilitent la communication interne et externe, améliorent les soins dispensés aux patients et réduisent les coûts administratifs. Ces systèmes livrent des Dossiers Patient Electroniques (*Electronic Patient Records* ou *Electronic Medical Records*), des dossiers réunissant toutes les informations médicales personnelles de chaque patient. Etant donné leur impact positif sur l'efficacité et la structure de coût des centres de soins de santé, la mise en oeuvre de ces systèmes IT est encouragée par les gouvernements du monde entier.

Stratégie

La stratégie d'HealthCare repose sur trois piliers : la radiologie, les solutions départementales et les systèmes d'information cliniques globaux (à l'échelle de l'organisation, donc). HealthCare trouve ses origines dans la radiologie, domaine dans lequel il jouit de plus de 100 années d'expérience. Le business group continue à évoluer sur ce marché traditionnel en s'employant à la conversion analogique - numérique de sa large clientèle. Par conséquent, HealthCare continue à moderniser et à renforcer son portefeuille. De plus, il est de plus en plus présent dans les segments en croissance que sont les centres d'imagerie et les cabinets privés.

Agfa est renommé pour son expertise en matière de gestion, de traitement et de stockage d'images médicales. Fort de ses connaissances et de ses partenariats et acquisitions stratégiques, HealthCare fait maintenant son entrée dans les départements cliniques ayant fréquemment recours à l'imagerie autres que la radiologie, comme la cardiologie, la gynécologie et l'orthopédie. En 2005, Agfa a acquis *Heartlab*, un des principaux concepteurs et fournisseurs de réseaux d'imagerie et d'information destinés à la cardiologie. Cette opération lui a permis d'améliorer considérablement son portefeuille de solutions cardiovasculaires.

HealthCare continuera par ailleurs à renforcer sa position de leader dans le domaine des systèmes d'information cliniques globaux. Des étapes importantes ont été franchies grâce à l'acquisition de l'entreprise française *Symphonie On Line*, en 2004 et de l'entreprise allemande *GW*, début 2005. L'acquisition de *GW* a permis à Agfa d'intégrer *ORBIS*, l'une des solutions IT hospitalières modulaires les plus populaires du marché, dans son portefeuille de solutions globales d'entreprise.



«Dans un esprit de véritable partenariat, Agfa a soutenu notre conception d'hôpital du 21^e siècle. L'intégration des technologies RIS (Radiology Information System) et IMPAX PACS (Picture Archiving and Communications System) d'Agfa dans le système d'information actuel de l'hôpital basé sur SAP et l'installation du numériseur DX-S d'Agfa dans notre salle d'examen a révolutionné le mode de fonctionnement de l'hôpital Maasland. Nous avons doublé le débit de notre salle de radiologie tout en offrant une meilleure qualité d'image et en améliorant le confort du patient durant l'examen.»

Dr. Harold Kint,
Président de l'association des radiologues de l'hôpital Maasland
Sittard, Pays-Bas



La stratégie d'HealthCare s'appuie également sur les développements dans le domaine des technologies d'imagerie. Les systèmes d'imagerie d'HealthCare offrent en effet de meilleures possibilités de traitement d'image et une qualité d'image extraordinaire pour un éventail complet d'applications. Le logiciel de traitement MUSICA, par exemple, visualise clairement tous les détails, indépendamment de leur taille ou de leur contraste, donnant ainsi aux radiologues un accès plus aisé à l'information de diagnostic contenue dans l'image. HealthCare élargit continuellement son offre unique de technologies d'imagerie, qui contient également des systèmes de *lecture assistée par ordinateur* (Computer Assisted Reading).

Acquisitions

Grâce à l'acquisition de Symphonie On Line (octobre 2004) et de GWI (janvier 2005), Agfa s'est emparé de la première place dans le secteur de l'informatique médicale et s'est octroyé un parc de systèmes installées sur 3.200 sites en Allemagne, Autriche, Suisse et France. L'acquisition de Symphonie On Line a coûté 42 millions d'euros. Pour GWI, la transaction a été consentie pour un versement de départ de 256,5 millions d'euros suivi d'une contrepartie conditionnelle de 95 millions d'euros maximum, en fonction de l'atteinte de certains objectifs. GWI emploie 729 personnes à plein temps. Compte tenu des acquisitions de GWI, des entreprises allemande BOSS AG et française EuropMedica, les recettes annualisées de 2004 se chiffraient à 118 millions d'euros.

En juin 2005, Agfa a annoncé l'acquisition de l'entreprise américaine Heartlab, Inc. pour un montant de 112 millions d'euros. En 2004, les recettes de Heartlab se montaient à 38 millions d'USD. En juin également, Agfa a annoncé avoir acquis les actions restantes de *Med2Rad*, le premier développeur et fournisseur de RIS en Italie. Depuis 2002, Agfa possédait une participation de 30% dans Med2Rad. Le prix de la transaction pour les 70% restants des parts se monte à 3,4 millions d'euros, y inclus les frais d'acquisition.

Développement de produits

En 2005, Agfa a lancé de nombreuses technologies innovantes dans divers domaines (RI, PACS et informatique globale d'entreprise).

Après l'introduction, en 2004, de deux nouveaux *numériseurs* – le CR 25.0 de bureau et le CR 75.0 haute vitesse – Agfa a étendu, en 2005, sa gamme CR avec le lancement de son innovant système DX-S. L'intégration de technologies développées récemment et de façon exclusive chez Agfa permet au numériseur DX-S de livrer une qualité d'image, une vitesse et une souplesse nettement supérieures à celles de toutes les solutions actuellement disponibles sur le marché de la radiographie informatisée.



«Les infrastructures de soins de santé et les professionnels du secteur médical requièrent un meilleur accès aux informations critiques et aux outils d'aide à la décision grâce auxquels les soins de santé pourront être continuellement améliorés et proposés à un coût inférieur. L'expérience éprouvée d'Agfa en matière de développement et d'implémentation de systèmes d'information hospitaliers à grande échelle a débouché sur davantage de transparence et une meilleure efficacité organisationnelle dans tous nos départements cliniques.»

Michael Thoss,
Central Service Manager Organization & IT DRK Kliniken Berlin
Berlin, Allemagne



Agfa a également lancé une solution RI de *radiothérapie* reposant sur le numériseur CR 25.0. Ce système complet d'acquisition de radiographies a été spécialement développé pour répondre aux défis spécifiques auxquels sont confrontés les professionnels des départements de radiothérapie. Le système peut être utilisé pour localiser les zones du corps nécessitant une radiothérapie ainsi que pour vérifier les effets du traitement.

Lors de la réunion annuelle de la Radiological Society of North America, à Chicago, Agfa a introduit *IMPAX Enterprise*, une solution IT clinique de gestion du flux de travail qui intègre la nouvelle génération de PACS d'Agfa (*IMPAX 6.0*), le RIS d'Agfa et le SMMS (System Monitoring and Management Service) de l'entreprise. SMMS gère et supervise les applications d'Agfa, le matériel informatique, les systèmes d'exploitation et les bases de données sur une base continue (24h/24 et 7j/7) dans tous les hôpitaux.

Après avoir introduit, ces dernières années, des systèmes dédiés à l'orthopédie et la gynécologie, Agfa a lancé, en 2005, un nouveau portefeuille destiné à la cardiologie. Cette famille de produits facilite un diagnostic précis à partir d'un seul point d'accès et améliore les soins dispensés aux patients grâce à une meilleure communication dans l'ensemble de la structure hospitalière. Il comporte notamment Agfa Heartlab Cardiovascular, le premier système d'information cardiovasculaire entièrement optimisé web.

En novembre, Agfa et Siemens ont signé un accord bilatéral autorisant Agfa à distribuer le système de mammographie numérique DR (*Radiographie Directe*) de Siemens, Mammomat Novation. Ce système complète le portefeuille d'Agfa dans le domaine de la santé des femmes. Cet accord prévoit également que Siemens étende son offre de systèmes RI Agfa.

Quelques mois seulement après l'acquisition de GWI, en janvier, Agfa était déjà en mesure de présenter les premiers fruits de la coopération, à l'occasion de l'introduction du premier portefeuille de produits alliant le système ORBIS de GWI et l'IMPAX d'Agfa. A la fin de l'année, Agfa a commencé à internationaliser ses solutions d'information hospitalières en France. La Belgique a suivi, début 2006. Lors de l'exposition HIMSS à San Diego, en février 2006, Agfa a présenté sa stratégie de portefeuille intégré pour le marché nord-américain des soins de santé, stratégie intégrant des solutions de gestion des images et des solutions de gestion de l'information à l'échelle de la clinique.

Contrats importants

En 2005, Agfa a continué à renforcer sa position de leader sur le marché du PACS. Avec plus de 900 installations IMPAX dans le monde, Agfa est le leader mondial de ce segment de marché.

Dans le cadre du prestigieux projet britannique Connecting for Health, le National Health Service a sélectionné le partenariat Agfa/Accenture en vue de l'installation de réseaux IT cliniques dans les groupes cliniques du nord-est et de l'est de l'Angleterre. Agfa proposera des PACS et des solutions RI aux hôpitaux



Grâce à sa position leader sur le marché PACS dans la plupart des pays principaux, Agfa Healthcare jouit d'une excellente position dans la région Asie - Pacifique. En 2005, il a décroché son premier contrat IMPAX en Chine. Le contrat passé avec le prestigieux National Taiwan University Hospital concernant un système RIS/PACS/Cardio intégré constitue un développement important dans la foulée de l'acquisition de Heartlab.

de cette région. Le programme NHS est considéré comme la plus vaste implémentation de solutions IT cliniques subventionnée par le gouvernement. Agfa est le seul fournisseur de PACS à avoir décroché des contrats pour deux des cinq groupes.

Agfa a également renforcé sa forte présence au sein du marché PACS du gouvernement américain en 2005. L'Air Mobility Command de la force aérienne américaine a accordé à Agfa son certificat de sécurité Top Security Clearance pour la version 4.5. d'IMPAX. Agfa est le seul fournisseur de PACS à avoir obtenu cet agrément. De plus, nombre de produits et de services du portefeuille Agfa ont été retenus pour figurer sur le catalogue électronique en ligne de l'US Defense Department, un catalogue interne visant à faciliter l'acquisition de produits Agfa aux hôpitaux militaires.

L'hôpital de la base militaire américaine Fort Knox (Kentucky) et deux autres sites médicaux de l'armée dans l'Indiana et le Wisconsin ont intégré l'IMPAX dans leurs systèmes existants. D'autres infrastructures de l'armée situées dans d'autres États rejoindront également le réseau IMPAX de l'armée américaine.

Toujours aux Etats-Unis, Agfa est devenu le seul fournisseur RIS, PACS et RI de Health Inventures (Colorado), un important développeur de services médicaux externes et de centres de santé qui compte parmi ses clients plus de 100 centres de chirurgie, d'imagerie médicale, et de cliniques chirurgicales. Le Hackensack Radiology Group a intégré le RIS d'Agfa dans son système IMPAX existant et soutenu l'introduction de la solution RIS/PACS dédiée d'Agfa auprès des centres d'imagerie médicale américains. En adaptant ses systèmes aux besoins d'infrastructures sanitaires plus modestes, Agfa anticipe l'importance croissante de ces centres d'imagerie, dont le segment sur le marché américain de la radiologie connaît l'évolution la plus rapide.

Au Canada, Capital Health a opté pour les technologies intégrées RIS, PACS et de reconnaissance vocale d'Agfa pour ses 13 hôpitaux, devenant ainsi la plus vaste implémentation Agfa d'Amérique du Nord. NORTH Network, le plus large réseau de télémedecine reposant sur la visioconférence du Canada, a sélectionné l'IMPAX pour ses utilisateurs de la province d'Ontario. Le plus grand groupe hospitalier d'Ontario, le Niagara Health System, a été le premier à implémenter l'IMPAX 6.0 au Canada.

En Finlande, Agfa a été sélectionné pour installer une solution RIS/PACS dans le sud-est du pays dans le cadre du projet KAAPO, qui vise la création d'un réseau médical régional desservant 300.000 personnes.

D'autres gros contrats portant sur les PACS et autres systèmes d'information cliniques ont également été passés aux Etats-Unis, en Australie, en Belgique, aux Pays-Bas, en Irlande, en Suisse, en Italie, en Espagne, à Taiwan et au Moyen-Orient. En matière d'informatique hospitalière, Agfa totalise actuellement plus de 700 installations ORBIS en Allemagne, en Autriche et en Suisse. Dans cette région, Agfa a conclu 36 nouveaux contrats ORBIS en 2005. Les premiers contrats ont par ailleurs déjà été signés en France, où ORBIS a été lancé au fin de l'année dernière.



Agfa Specialty Products

Agfa Specialty Products

MILLIONS D'EUROS	2005	2004 ⁽²⁾	évolution
Chiffre d'affaires	170	129	31,8%
EBITDA ⁽¹⁾	13	19	-31,6%
% du chiffre d'affaires	7,6%	14,7%	
EBIT ⁽¹⁾	6	11	-45,5%
Résultat d'exploitation	(59)	2	

⁽¹⁾ avant frais de restructuration et éléments non récurrents

⁽²⁾ Consumer Imaging exclus

Agfa Specialty Products regroupe tous les consommables et services spécifiques, principalement axés sur les films, proposés aux marchés industriels et ne relevant pas de Graphics et HealthCare. Ces activités sont subdivisées en plusieurs catégories : Identification & Security, Advanced Materials, Phototooling, Motion Pictures, Microfilm, Specialty Foils & Components, Aerial Photography et Film for non-destructive testing.

En 2005, le chiffre d'affaires de Specialty Products s'est élevé à 170 millions d'euros. L'EBITDA avant frais de restructuration et éléments non-récurrents se montait à 13 millions d'euros, ou exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires 7,6% contre 14,7% en 2004.



«Avec Agfa, nous fournirons au Maroc le premier système d'identification mondial de grande taille, basé sur des technologies de cartes sans contact, pour la production de quelque 20 millions de cartes d'identité. Nous avons sélectionné les meilleures technologies de sécurité disponibles pour garantir une sécurité maximale et pour empêcher autant que possible la contrefaçon de cartes d'identité. L'expertise éprouvée d'Agfa en matière d'imagerie et de technologies de personnalisation graphique contribuera au succès de ce projet prestigieux.»

Pierre Maciejowski,
Managing Director
Thales Security Systems



Tendances du marché et stratégie

Actuellement, les activités 'film' des groupes Motion Pictures, Non-Destructive Testing, Phototooling et Aerial Photography sont stables, voire même, en légère croissance. Cependant, afin de compenser la régression prévue au niveau de certains produits 'film', Specialty Products s'efforce de générer une croissance rentable supplémentaire en étendant son portefeuille de produits et matériaux innovants, sur la base du savoir-faire et des compétences existants ainsi que de partenariats stratégiques. L'entreprise entrevoit des opportunités de croissance substantielles pour Advanced Materials, Specialty Foils & Components, ainsi que de nouvelles solutions pour Phototooling. Elle se tourne par ailleurs également vers le marché des documents d'identification avec une approche système globale.

Contrats importants

Le principal contrat passé par Specialty Products en 2005 se situe dans le domaine Identification and Security. En octobre, Agfa a annoncé qu'elle fournirait à l'entreprise française Thales Security Systems un sous-système complet se composant d'un équipement de production et de personnalisation, de consommables et de matériaux de production pour quelque 20 millions de cartes d'identité électroniques destinées à la population du Maroc.

Portefeuille de produits

Identification & Security

Identification & Security fournit des systèmes complets et des consommables pour la production de documents d'identification haute sécurité. Agfa ne vise pas uniquement le segment haut de gamme des cartes d'identité et passeports, mais aussi le marché des cartes de sécurité d'entreprise.

Advanced Materials

Le groupe Advanced Materials fournit à l'industrie de l'électronique des encres transparentes, des films et des matériaux de couchage utilisés comme électrodes souples dans les lampes *électroluminescentes*, les écrans tactiles, les moniteurs et les éléments électroniques imprimables. Parmi les principaux clients d'Agfa dans ce domaine, citons les fabricants de téléphones mobiles qui utilisent des lampes EL pour éclairer le clavier des appareils.



Photo prise avec l'autorisation d'AAMHatch Pty Ltd., North Ryde, NSW, Australie.

Specialty Products est également actif dans plusieurs créneaux spécialisés, notamment les pellicules cinématographiques, la photographie aérienne et les films destinés à la production de cartes de circuits imprimés.



Phototooling

Phototooling fabrique des films pour la production de *cartes à circuit imprimé (PCB ou printed circuit boards)*. La part de marché d'Agfa dans ce domaine est considérable.

Motion Pictures

Agfa fournit des films *d'enregistrement sonore* et des *films de copie couleur numériques* et analogiques utilisés pour la production des copies de film destinées aux cinémas. Tous les grands laboratoires cinématographiques dans le monde utilisent les films Agfa.

Microfilm

Economique et fiable, le microfilm demeure le meilleur support de stockage de données à long terme. Les microfilms d'Agfa sont connus pour leur grande sensibilité et leur qualité d'image exceptionnelle.

Specialty Foils & Components

Agfa commercialise des supports photographiques *PET* à la pointe de la technologie, des matériaux chimiques et des matériaux semi-finis de haute technologie à des entreprises tierces en vue de la production de produits d'imagerie.

Aerial Photography

Le groupe Aerial Photography propose des films, des produits chimiques, du papier photographique et des logiciels pour la capture de vues aériennes dans le cadre d'applications cartographiques civiles et militaires.

Film for non-destructive testing

Après la cession de ses activités Non-Destructive Testing en 2003, Agfa a signé un contrat de fourniture à long terme avec General Electric Company aux termes duquel cette dernière devenait le fournisseur exclusif des films radiographiques pour essais non destructifs d'Agfa.

Document d'enregistrement

Le 4 avril 2006, la CBFA a autorisé Agfa-Gevaert NV à utiliser le présent Rapport Annuel 2005 comme document d'enregistrement lorsque la Société fait appel à des fonds publics conformément à la législation belge réglementant les offres publiques de titres via la procédure d'information dissociée, et ce, pour une période de 12 mois.

Dans le contexte de cette procédure, une note relative à la transaction et un résumé doivent être annexés au document d'enregistrement. Le document d'enregistrement, la note relative à la transaction et le résumé constituent le prospectus d'émission.

Conformément à la législation belge, ce prospectus est soumis à l'approbation de la CBFA.

Informations concernant les personnes responsables du contenu du document d'enregistrement

Le Conseil d'administration d'Agfa-Gevaert NV, représenté par tous les membres énumérés au chapitre Gouvernance d'entreprise (p. 36) assume la responsabilité du contenu de ce document d'enregistrement. Le Conseil d'administration, après avoir pris toutes les mesures raisonnables pour le garantir, déclare qu'à sa connaissance, les informations contenues dans ce document sont conformes à la réalité et qu'aucune donnée susceptible d'en modifier la teneur n'a été omise.

Le présent rapport annuel contient des énoncés prévisionnels. De tels énoncés prévisionnels comportent une part de risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, la situation financière, les performances et les réalisations actuels diffèrent des résultats, de la situation financière, des performances et des réalisations futurs exprimés et suggérés dans lesdits énoncés prévisionnels. Etant donné ces facteurs de risque, les énoncés prévisionnels ne comportent aucune garantie.

Informations concernant le vérificateur légal responsable

Le vérificateur légal de l'Entreprise est Klynveld Peat Marwick Goerdeler Auditors, une société civile à responsabilité limitée sous la forme juridique de SCRL et sise avenue de Bourget 40, 1130 Bruxelles (IBR N° B00001), représentée par Messieurs Theo Erauw et Erik Helsen, réviseurs.

Les comptes consolidés et non consolidés des trois exercices financiers précédents ont été révisés par le vérificateur légal, qui les a approuvés sans réserves.

Risques

Marché, technologie et risques

En tant qu'entreprise, Agfa est confronté à des risques liés au marché et à la concurrence. Les activités d'imagerie traditionnelles des unités Graphics comme HealthCare sont confrontées à des changements rapides et ont été caractérisées, par le passé, par une érosion des prix. Agfa introduit également nombre de nouvelles technologies, telles que le jet d'encre industriel pour l'unité Graphics ou la radiographie informatisée et directe et les systèmes d'information pour l'unité HealthCare. Le marché de l'imagerie et de l'information numériques sur lequel Agfa opère de plus en plus, est caractérisé par une forte concurrence et est sujet à de rapides mutations.

Coût des matières premières

Agfa s'approvisionne, pour certaines matières premières, auprès d'autres entreprises. Les plus importantes sont l'aluminium (environ 135.000 tonnes par an) et l'argent (approximativement 900 tonnes par an). L'évolution du prix des matières premières et l'impossibilité d'en obtenir certaines dans les délais nécessaires peut avoir une influence néfaste sur les activités, le résultat d'exploitation et la situation financière d'Agfa. Agfa peut d'autre part décider de couvrir les risques inhérents aux matières premières (en tout ou en partie) s'il le juge nécessaire.

Fiabilité des produits

Les activités du Groupe peuvent exposer Agfa à des réclamations au niveau de la responsabilité des produits. Au niveau des activités de l'unité HealthCar, plus particulièrement, Agfa se conforme aux systèmes légaux divers en vigueur dans les différents pays. Afin de modérer les risques de responsabilité des produits, Agfa a mis en place une politique et des contrôles de qualité stricts et a contracté une police d'assurance générale. Agfa n'a jamais essuyé de pertes significatives au niveau de la disponibilité des produits, mais nous n'avons aucune garantie que cela ne sera jamais le cas à l'avenir.

Affaires environnementales

En fonction du pays où il opère, Agfa est soumis à certaines obligations environnementales, notamment, au niveau des émissions d'air et d'eau pollués et de substances dangereuses, des risques de déversements et de l'épuration. La conformité aux normes applicables nécessite de nombreuses dépenses opérationnelles et en capital. Des coûts de conformité et de remédiation courants et raisonnablement prévisibles sont prévus à ces fins.

Technologies propriétaires

Agfa détient de nombreux brevets et possède des applications en attente d'agrégation ou utilisées sous licence concernant un éventail de produits et de logiciels. L'entreprise compte sur la combinaison de brevets, copyrights, marques commerciales d'une part, et sur les lois sur le secret commercial, les secrets commerciaux, les procédures de confidentialité, les dispositions contractuelles et les conventions de licence d'autre part, pour protéger ses droits de propriété. Le litige le plus important faisant actuellement l'objet d'une procédure d'arbitrage concerne la licence de la marque commerciale AgfaPhoto, procédure engagée par AgfaPhoto Holding (voir également les notes 15 à la page 80 et 27 à la page 99 des états financiers).

Le Groupe applique par ailleurs une politique de respect strict des droits de propriété intellectuelle des parties tierces. A notre connaissance, aucun de nos produits n'enfreint les droits de propriété intellectuelle d'autrui. Cependant, nous n'avons aucune garantie que des tierces parties n'engageront jamais de plaintes pour violation contre Agfa à l'avenir.

Litiges

Agfa n'est actuellement pas impliqué dans des litiges majeurs, exception faite de ceux concernant l'insolvabilité d'AgfaPhoto, commentés en détail dans les notes 15 à la page 80 et 27 à la page 99 des états financiers.

Gouvernance d'entreprise

La gouvernance d'entreprise est un outil important permettant d'améliorer constamment et systématiquement le mode de gestion du Groupe et la façon dont nous protégeons les intérêts de nos actionnaires et parties prenantes. Depuis son introduction à la bourse Euronext de Bruxelles, en juillet 1999, Agfa-Gevaert NV accorde beaucoup d'attention à définir des règles correctes et transparentes lors de la détermination de la politique du Groupe. La plupart des principes existants étaient déjà conformes au Code belge régissant la gouvernance d'entreprise des entreprises cotées, promulgué en décembre 2004. Depuis le 1er janvier 2006, l'Entreprise se conforme à tous égards à ce Code ; la « Charte de gouvernance d'entreprise » a été publiée intégralement sur le site web www.agfa.com/investorrelations.

Les principaux organes responsables de l'élaboration de la politique de l'Entreprise sont le Conseil d'administration, le Comité exécutif et le Chief Executive Officer. Le Conseil d'administration est secondé par un Comité de Nomination et de Rémunération ainsi que par un Comité d'Audit.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est l'organe supérieur de l'Entreprise. Il est autorisé à prendre toutes les mesures et à exécuter toutes les actions nécessaires ou utiles en vue de la réalisation de la mission d'entreprise, à l'exception des pouvoirs légaux réservés à l'Assemblée générale des actionnaires (tels que l'amendement des statuts, les augmentations de capital n'ayant pas lieu au moyen du capital autorisé et les diminutions de capital, par exemple).

Dans le courant de l'année 2005, le Conseil d'administration a, entre autres, débattu et pris les décisions sur les matières suivantes : stratégie et principes clés de l'entreprise, développement de nouvelles activités et la cessation d'activités existantes, création ou fermeture de filiales ; approbation des budgets, financements, investissements et cessions ; nomination, rémunération et contrôle des directeurs, supervision et contrôle de l'application des décisions, approbation des états financiers et proposition d'affectation du résultat et de distribution des dividendes aux actionnaires.

Les délibérations et décisions du Conseil d'administration sont valables si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée avec le même ordre du jour sera convoquée et il pourra y être décidé valablement si deux administrateurs au moins sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité absolue. En cas d'égalité des voix, la proposition est rejetée. Dans le cadre des dispositions légales en la matière, les statuts prévoient également un processus décisionnel par écrit pour le Conseil d'administration.

Il n'existe pas de procédure formelle relative à la manière dont les administrateurs sont informés ni sur qui les informe. Les administrateurs font usage de leur droit d'information sur une base ad hoc.

Les administrateurs susceptibles d'être confrontés à des conflits d'intérêts concernant l'un des points de l'ordre du jour sont tenus de faire part de ce conflit avant toute délibération et s'abstiendront de délibérer et de voter sur ce point. Plus particulièrement, les administrateurs ne se placeront pas dans les situations décrites dans le Code de conduite de l'Entreprise. Si cela se produisait malgré eux, ils en feraient part avant toute délibération concernant le point conflictuel et s'abstiendraient de délibérer et de voter sur ce point.

En 2005, aucune situation ne s'est produite où un administrateur a eu, directement ou indirectement, un conflit d'intérêt avec une décision du Conseil d'administration, exception faite de la décision du Conseil d'administration du 22 juin 2005 concernant l'octroi d'options d'achat d'actions aux membres du Comité exécutif et aux cadres supérieurs dans le cadre du "Long Term Incentive Plan 2005", pour laquelle M. Olivié (Président du Comité exécutif en tant que représentant permanent de MRO Management SPRL), bénéficiaire de 42.200 options, avait un conflit d'intérêt de nature patrimoniale tel que décrit à l'Article 523 du Code belge des sociétés. M. Olivié s'est abstenu de délibérer et de voter sur ce point de l'ordre du jour. Voici l'extrait du procès-verbal du Conseil d'administration faisant référence à cette situation : *«Le conseil décide unanimement, à l'exception de M. Olivié, qui s'est abstenu de délibérer et de voter, d'approuver l'octroi d'options d'achat d'actions dans le cadre du plan d'options d'achat d'actions de l'Entreprise conformément aux termes et conditions exposés lors de cette réunion et détaillés dans le document annexé au présent procès-verbal et intitulé «Long Term Incentive Plan 2005» ; le Conseil décide par ailleurs d'autoriser le Comité exécutif à signer tous les documents et à prendre, de manière générale, toutes les mesures nécessaires à cet égard».*

Les statuts prévoient que le Conseil d'administration se réunisse lorsque les intérêts de l'Entreprise le requièrent ou à la demande de deux des administrateurs. En 2005, le Conseil d'administration s'est réuni sept fois. Tous les administrateurs ont assisté à ces réunions, à l'exception de M. Buttrick, qui était excusé à la réunion du Conseil du 17 août 2005, de M. Gedopt, excusé pour les réunions du Conseil d'administration des 25 janvier, 8 mars et 26 avril 2005 et M. Oosterlinck, excusé pour la réunion du Conseil d'administration du 26 avril 2005.

Assemblée générale extraordinaire de 2005

Le 8 mars 2005, le Conseil d'administration a décidé de convoquer une Assemblée générale extraordinaire en vue d'amender les statuts. Cette Assemblée générale extraordinaire avait été planifiée suite à l'Assemblée générale du 26 avril 2005. Le quorum requis pour voter valablement n'ayant pas été atteint à cette date, l'Assemblée générale extraordinaire a été reportée au 24 mai 2005.

Les principaux points à l'ordre du jour, approuvés lors de cette Assemblée générale extraordinaire, étaient l'acceptation d'un délai de 18 mois pour le rachat d'un maximum de 10% des actions de l'Entreprise, la réduction du mandat maximum des administrateurs de six à trois ans, la suppression de la part variable de la rémunération des administrateurs non exécutifs (en vigueur à date du 1^{er} janvier 2006), et le droit, pour les actionnaires représentant au minimum 5% du capital d'actions de proposer des points pour l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

L'Assemblée a en outre approuvé l'ajout, aux statuts de l'Entreprise, d'un règlement interne relatif au fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités. Dans le courant de l'année 2005, le Conseil d'administration a par conséquent adopté des règles supplémentaires concernant son organisation et ses processus décisionnels ainsi que la nomination, la description des fonctions, la rémunération et le licenciement des membres du Comité exécutif. Ces règles sont largement décrites dans la Charte de Gouvernance d'entreprise de la Société.

Composition du Conseil d'administration

En vertu des statuts de l'Entreprise, le Conseil d'administration doit comprendre au moins six membres, actionnaires ou non, désignés pour un mandat maximum renouvelable de trois ans. La moitié des membres au moins, seront des « administrateurs non exécutifs » dont trois « administrateurs indépendants » au minimum.

En mars 2005, Messieurs Pol Bamelis et Dietrick von Kyaw ont déclaré qu'ils ne seraient plus éligibles en tant qu'administrateurs. M. Ludo Verhoeven a succédé à M. Bamelis en tant que Président du Conseil d'administration. M. Marc Oliivié (représentant permanent de MRO Management SPRL) a succédé à M. Verhoeven en tant que CEO et Président du Comité exécutif.

Au 1^{er} janvier 2006, la composition du Conseil d'administration d'Agfa-Gevaert NV était la suivante:

M. Ludo Verhoeven	Président, Administrateur de sociétés
M. John Buttrick*	Administrateur de sociétés
M. Ferdinand Chaffart	Administrateur de sociétés
M. Jo Cornu	Administrateur de sociétés
M. Monte Haymon*	Administrateur de sociétés
M. Christian Leysen	Chief Executive Officer, Groupe AXE
M. André Oosterlinck*	Président, Association de l'Université catholique de Louvain
M. Karel Van Miert*	Administrateur de sociétés,
M. Marc Oliivié	Chief Executive Officer, Agfa-Gevaert NV.

(*) administrateur indépendant

M. Werner Vanderhaeghe, avocat-conseil, a été élu Secrétaire général lors de la réunion du Conseil du 26 avril 2006.

Messieurs Chaffart et Leysen représentaient Gevaert NV, actionnaire principal et M. Cornu est administrateur de KBC, société mère de Gevaert NV. Le 10 mars 2006, le groupe KBC, société mère d'Almanij et de Gevaert NV, a annoncé avoir vendu sa participation de 27% dans Agfa-Gevaert.

En tant que représentant permanent de MRO management SPRL, M. Oliivié est également Président du Comité exécutif.

Conformément à la Charte de Gouvernance d'entreprise, Messieurs Buttrick, Haymon, Oosterlinck et Van Miert jouissent d'un statut indépendant par rapport aux actionnaires principaux et à la direction. Ils n'avaient, en 2005, aucune relation d'affaires, rapport familial ou autre relation étroite avec la Société, ses actionnaires majoritaires, sa direction ou une partie quelconque pouvant créer un conflit d'intérêts susceptible d'influencer leur indépendance de jugement.

Outre son mandat au sein du Conseil d'administration, M. Van Miert possède sept autres mandats en tant qu'administrateur ou membre du Conseil de surveillance dans des entreprises publiquement cotées en bourse, dont un mandat d'administrateur au sein d'une autre entreprise belge cotée en bourse (Solvay SA). Le Code Lippens comporte une disposition recommandant de limiter le nombre de mandats actifs au sein d'entreprises publiquement cotées en bourse à un maximum de 5. Le Conseil d'administration pense néanmoins que la vaste expérience et le large réseau international de M. Van Miert constitue une valeur ajoutée considérable pour l'Entreprise. M. Van Miert s'est par ailleurs explicitement engagé à consacrer suffisamment de temps à son mandat auprès d'Agfa-Gevaert SA.

En mars 2006, M. Haymon a déclaré qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat en tant qu'administrateur. Lors de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires du 25 avril 2006, le Conseil d'administration proposera aux actionnaires de nommer M. Julien De Wilde comme nouvel administrateur indépendant et de réitérer leur confiance en Messieurs Buttrick et Leysen, dont le mandat d'administrateur vient à expiration. Le Conseil d'administration souhaite remercier M. Haymon pour son dévouement et ses précieux services au sein de l'Entreprise.

Comités constitués par le Conseil d'administration

Auditcomité

Le Comité d'audit, constitué par le Conseil d'administration, aide le Conseil d'administration dans ses missions de contrôle au sens large du terme, c'est-à-dire, entre autres, les rapports financiers, les contrôles internes et la gestion des risques, les procédures de vérification interne et l'assistance lors des procédures de vérification externe. Ses pouvoirs et fonctions sont décrits en détail dans la Charte de gouvernance d'entreprise.

Le Comité d'audit compte trois administrateurs non exécutifs, dont la majorité sont indépendants, à savoir Messieurs Chaffart, Président, Buttrick et Oosterlinck. Le Comité s'est réuni quatre fois en 2005 ; tous les membres du Comité étaient présents aux réunions, excepté lors de celle du 17 août 2005, pour laquelle M. Buttrick était excusé. Les points suivants, entre autres, ont été abordés en 2005 : la vérification des comptes annuels de 2004, le suivi des projets d'acquisition et de cession, le suivi du dossier AgfaPhoto, le « share incentive program » à long terme, une proposition de facilité de souscription de crédit, l'évaluation du projet ERM (Enterprise Risk Management) et la révision de la Charte de gouvernance d'entreprise.

Comité de Nomination et de Rémunération

Le Comité de nomination et de rémunération est investi de responsabilités consultatives relatives à la nomination, re-désignation ou destitution des administrateurs et des membres du Comité exécutif mais aussi concernant les responsabilités au niveau de la politique de rémunération et de la rémunération individuelle des administrateurs et des membres du Comité exécutif. Ses pouvoirs et fonctions sont décrits en détail dans la Charte de gouvernance d'entreprise.

Le Comité de nomination et de rémunération compte de trois administrateurs non exécutifs, Messieurs Cornu, Président, Van Miert et Verhoeven ; il s'est réuni six fois en 2005. M. Van Miert est un administrateur indépendant et M. Cornu, Président, satisfaisait également au critère d'indépendance au moment de sa nomination. Tous les membres du Comité étaient présents lors des six réunions. Les points suivants ont, entre autres, été discutés dans le courant de 2005 : organisation, fonctionnement et rémunération du Comité exécutif, « share incentive program » à long terme, et politique de développement des collaborateurs et des performances.

Comité exécutif

Le Comité exécutif est chargé de la gestion exécutive et est présidé par le CEO. Le Comité exécutif est responsable de la mise en œuvre de la politique et de la stratégie de l'Entreprise telles que définies par le Conseil d'administration. Le Comité de direction est donc investi des compétences les plus larges en matière de gestion quotidienne ainsi que d'un certain nombre de pouvoirs spécifiques. Ces pouvoirs sont décrits en détail dans la Charte de gouvernance d'entreprise.

Pour permettre au Conseil d'administration d'exercer sa fonction de contrôle, le Comité exécutif lui soumet régulièrement un rapport sur ses activités et sur le développement des filiales et des sociétés affiliées.

Le Comité exécutif se réunit en principe tous les quinze jours et chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

Composition du Comité exécutif

Lors de sa réunion du 25 janvier 2005, le Conseil d'administration a décidé de compléter le Comité exécutif de 4 membres. Le 26 avril 2005, M. Verhoeven a succédé à M. Bamelis en tant que Président du Conseil d'administration et démissionné, à la même date, du Comité exécutif. M. Marc Olivié, en sa qualité de représentant permanent de MRO Management SPRL, a succédé à M. Verhoeven comme CEO.

Par conséquent, depuis le 27 avril 2005, le Comité exécutif compte les cinq membres suivants :

M. Marc Olivié	Président et Chief Executive Officer
Mme Anne Vleminckx	Chief Financial Officer
M. Albert Follens	Chief Operating Officer
M. Philippe Houssiau	Président Agfa HealthCare
M. Stefaan Vanhooren	Président Agfa Graphics
M. Werner Vanderhaeghe	General Counsel et Company Secretary

Rémunérations

La politique de rémunération de l'Entreprise en ce qui concerne les administrateurs et les membres du management exécutif est décrite dans la Charte de Gouvernance d'Entreprise.

A partir du 1er janvier 2006, les administrateurs non exécutifs et indépendants n'auront plus droit à des rémunérations variables liées aux performances telles que des bonus, des programmes incentive à long terme liés aux actions, des avantages sociaux ou des prestations de retraite. Une partie de la rémunération est liée au dividende par action. Les avantages sociaux suivants sont liés au mandat de Président du Conseil d'administration : un véhicule de société, un téléphone portable, un PC à domicile et diverses assurances. Le coût de ces avantages se monte à 3.652 euros. La rémunération du CEO et des membres du Comité exécutif, par contre, se compose d'une part fixe et d'une part variable liée aux performances.

La rémunération individuelle des membres du Conseil d'administration dans les comptes annuel de 2005 (administrateurs exécutifs et externes) se présente comme suit :

En euro	FIXE			VARIABLE	TOTAL
	Conseil d'administration	Comités	Total		
M. Pol Bamelis⁽¹⁾	40.282,31	8.000,00	48.282,31	8.000,00	56.282,31
M. John Buttrick	42.500,00	7.500,00	50.000,00	20.000,00	70.000,00
M. Ferdinand Chaffart	36.391,15	16.000,00	52.391,15	20.000,00	72.391,15
M. Jo Cornu	30.000,00	17.000,00	47.000,00	20.000,00	67.000,00
M. Marc Gedopt⁽²⁾	16.667,00	0,00	16.667,00	2.000,00	18.667,00
M. Monte Haymon	45.000,00	0,00	45.000,00	20.000,00	65.000,00
M. Christian Leysen	30.000,00	0,00	30.000,00	20.000,00	50.000,00
M. Marc Olivié⁽³⁾	19.167,00	0,00	19.167,00	12.000,00	31.167,00
M. André Oosterlinck	30.000,00	10.000,00	40.000,00	20.000,00	60.000,00
M. Karel Van Miert	30.000,00	12.500,00	42.500,00	20.000,00	62.500,00
M. Ludo Verhoeven⁽⁴⁾	213.333,00	7.500,00	220.833,00	20.000,00	240.833,00
M. Dietrich von Kyaw⁽⁵⁾	10.833,00	0,00	10.833,00	8.000,00	18.833,00
Total	544.173,46	78.500,00	622.673,46	190.000,00	812.673,46

⁽¹⁾ Président jusqu'au 26 avril 2005

⁽²⁾ Administrateur exécutif jusqu'au 15 janvier 2005 et membre jusqu'au 26 avril 2005

⁽³⁾ Administrateur exécutif depuis le 27 avril 2005

⁽⁴⁾ Administrateur exécutif du 1er janvier 2005 au 26 avril 2005. Président du Conseil d'administration à partir du 27 avril 2005

⁽⁵⁾ Membre jusqu'au 26 avril 2005

En 2005, la rémunération totale des administrateurs non exécutifs s'est élevée à 752.339,46 euros, dont 548.339,46 euros sous la forme d'une rémunération fixe pour l'exercice de leur fonction de directeur, de membre des comités et leur jeton de présence et 168.000,00 euros à titre de somme variable. La part variable était proportionnelle au dividende par action : au-delà de 15 centimes d'euro par action, un administrateur reçoit 2.000 euros brut par tranche de 5 centimes d'euro de dividendes par action supplémentaires. Ces administrateurs ne reçoivent ni option sur actions ni bon de souscription. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, cette part variable de la rémunération des administrateurs non exécutifs a été supprimée conformément au Code Lippens et à la Charte de gouvernance d'entreprise de la Société à la date du 1er janvier 2006.

En leur qualité d'administrateur, les administrateurs exécutifs ont reçu, en 2005, une rémunération brute de 60.334 euros dont 38.334 euros de rémunération fixe pour leur fonction d'administration et 22.000 euros en part variable.

La rémunération brute globale payée en 2005⁽¹⁾ aux personnes qui faisaient partie du Comité exécutif en 2005, se monte à 3.012.137,79 euros, dont 2.519.247,13 euros à titre de rémunération fixe et 492.890,66 euros à titre de rémunération variable, 1.189.195,76 euros de contributions pour leur retraite et 54.566,80 euros sous la forme d'avantages sociaux. Ces avantages sociaux incluent un PC à domicile, une voiture de société, un défraiement forfaitaire et diverses assurances (responsabilité administrative, assistance voyage, hospitalisation, accidents privés, accidents du travail, vie).

Dans les montants précités, la rémunération du mandat d'Administrateur délégué et de Président du Comité exécutif (CEO) en 2005 se monte à 1.075.372,72 euros, dont 828.746,72 euros de rémunération fixe et 246.626 euros à titre variable, 321.699,59 euros de contributions pour leur retraite et 13.283,96 euros sous la forme d'avantages sociaux. M. Verhoeven a exercé ce mandat entre le 1^{er} janvier et le 26 avril 2005. M. Olivie (représentant permanent de MRO Management SPRL) occupe cette position depuis le 27 avril 2005.

Options sur actions octroyées aux membres du Comité exécutif (situation fin 2005)

Le nombre d'options sur actions et autres droits d'acquisition d'actions octroyés aux membres du Comité exécutif se répartit comme suit :

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Total
prix d'exercice (en euro):	22,00	22,00	20,00	18,00	18,27	19,95	22,57	
M. A. Follens	13.000	7.500	11.600	19.000	16.350	20.000	22.000	109.450
M. P. Houssiau	0	0	0	0	8.650	8.500	22.000	39.150
M. S. Vanhooren	0	0	0	6.300	8.650	8.500	22.000	45.450
Mme A. Vleminckx	0	0	3.100	6.300	8.650	8.500	22.000	48.550
M. M. Olivie	0	0	0	0	0	0	42.200	42.200
Total	13.000	7.500	14.700	31.600	42.300	45.500	130.200	284.800

Fin 2005, les membres du Comité exécutif (y compris le CEO) détenaient un total de 284.800 options ou bons de souscription qui leur avaient été octroyés en différentes tranches.

⁽¹⁾ A partir du 1er février 2005 pour Messieurs Olivie (en tant que représentant permanent de MRO Management SPRL), Houssiau et Vanhooren, et Mme Vleminckx; à partir du 1er janvier 2005 pour M. Follens et M. Verhoeven (jusqu'au 26 avril 2005).

Principales conditions de nomination et de cessation de mandat des administrateurs et membres du Comité exécutif

Les administrateurs sont nommés pour un mandat de trois ans. Ils peuvent démissionner à tout moment pour autant que les dispositions concernant la composition du Comité d'administration soient respectées. Leur mandat d'administrateur peut être révoqué à tout moment par l'Assemblée générale annuelle sans délai de préavis et sans aucune justification.

Les membres du Comité exécutif sont nommés pour une période définie⁽¹⁾ mais peuvent être relevés de leurs fonctions à tout moment, sans préjudice des dispositions contractuelles des individus concernés.

Le mandat des administrateurs désignés comme membres du Comité exécutif ne prend pas automatiquement fin en cas de cessation de leur mandat d'administrateur pour quelque motif que ce soit.

Tous les membres du management exécutif ont droit à une indemnité de cessation de mandat égale au double de la moyenne de leur rémunération annuelle brute, conformément aux critères applicables développés par jurisprudence et à des formules précises. Leurs contrats prévoient par ailleurs une disposition dite de « changement de contrôle » prévoyant le versement d'une indemnité égale au double de leur rémunération annuelle brute en cas de cessation de mandat par leur volonté ou conformément aux dispositions de leur contrat à la suite d'un changement de contrôle de la Société (cette indemnité n'étant pas cumulable avec l'indemnité de cessation détaillée ci-avant). En sa qualité de CEO et de Président du Comité exécutif, M. Olivié (représentant permanent de MRO Management SPRL) a en outre droit, en cas de cessation de son contrat chez Agfa-Gevaert NV), à une indemnité égale au montant brut de la rémunération restant due jusqu'à l'expiration de son contrat, le 30 avril 2008 (non cumulable avec la disposition de changement de contrôle précitée).

Politique relative à l'affectation du résultat

Les propositions adressées à l'Assemblée générale annuelle au sujet de l'affectation du résultat et de la distribution des dividendes, par le Conseil d'administration tiennent compte de différents facteurs, tels que la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation, ses cash-flows actuels et futurs et ses projets d'expansion.

En général, le Groupe compte verser entre 35 et 40 % de son résultat net sous la forme de dividendes.

Principaux actionnaires

Le 10 mars 2006, le groupe KBC a annoncé la vente des 27% de parts qu'il détenait dans Agfa-Gevaert par le biais d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels.

Selon les informations dont dispose la Société, au moment de la publication du présent rapport annuel, ses principaux actionnaires incluent désormais Nordea Investment Funds S.A., qui détient 4,08 % des actions en circulation depuis le 13 mars 2006 et Merrill Lynch Investment Managers Group Ltd, qui détient 3,81% des actions en circulation depuis le 17 mars 2006. De plus, à la fin 2005, Agfa-Gevaert NV disposait de 3,15% de ses propres parts sous la forme d'action rachetées.

Auditeur

L'auditeur d'Agfa-Gevaert NV est Klynveld, Peat Marwick, Goerdeler, représenté par Messieurs Theo Erauw et Erik Helsen.

Les honoraires internationaux liés aux services prestés par l'auditeur s'élevaient à 5.094,90 euros en 2005. Cette somme englobe 3.551.571 euros d'honoraires pour l'audit de l'état financier annuel et 587.136 euros pour les services fiscaux. 955.383 euros ont été consacrés à d'autres services, principalement une assistance financière « due diligence » préalable aux acquisitions et cessions.

⁽¹⁾ M. Olivié (en tant que représentant permanent de MRO Management SPRL) a été nommé pour un délai de trois ans (27.04.05 – 30.04.08). M. Follens pour un délai de 5 ans (1.10.01 – 30.09.06). Les autres membres ont été désignés pour une durée illimitée.

États financiers

Rapport du Conseil d'administration, établi conformément à l'article 119 du Code des sociétés

1. Principes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables décrits en détail dans les Annexes aux comptes consolidés, Annexe 1 – Principales conventions comptables (p. 49 - 57).

2. Commentaires sur les comptes annuels consolidés

Le chiffre d'affaires réalisé par Agfa en 2005 s'est élevé à 3.308 millions d'euros. La diminution de 12,1% par rapport aux 3.762 millions d'euros engrangés en 2004 s'explique en grande partie par la cession de Consumer Imaging, en 2004.

Le résultat d'exploitation 2005 s'est soldé à 132 millions d'euros, contre -129 millions d'euros l'année précédente. Il a été influencé par l'érosion des prix, l'augmentation du prix des matières premières et la mauvaise conjoncture du marché des films traditionnels destinés au secteur hospitalier. Le résultat d'exploitation 2005 comprend la provision de 55 millions d'euros constituée dans le cadre de la liquidation d'AgfaPhoto. La liquidation a aussi entraîné un provisionnement de 54 millions d'euros d'actifs d'impôts différés, dans le cadre de la cession de Consumer Imaging.

Par conséquent, le Groupe a subi une perte nette de 19 millions d'euros, contre une perte nette de 145 millions d'euros en 2004.

Les Annexes aux comptes consolidés (p. 49 - 104 de cette déclaration) font partie intégrante du Rapport du Conseil d'administration et contiennent des informations détaillées au sujet des développements et des résultats de la société, au regard d'indicateurs financiers et, si nécessaire, non financiers (par ex. en matière d'environnement et de personnel), une description des principaux risques et incertitudes (par ex. : couverture) et des mesures prises pour les contrôler, des informations concernant les activités de recherche et développement et l'utilisation d'instruments financiers par la Société.

Aux actionnaires d'Agfa-Gevaert SA

Nous avons audité les bilans consolidés ci-joint d'Agfa-Gevaert SA et de ses filiales ("le Groupe") au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2004, ainsi que les états de résultats consolidés, les états de capitaux propres et les états de l'évolution de la santé financière correspondants pour les exercices achevés à ces dates avec un bilan total de 3.982 millions d'euros (3.356 millions d'euros en 2004) et une perte de 19 millions d'euros (145 millions d'euros en 2004). Ces comptes annuels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration de la Société. Notre mission consiste à exprimer un avis sur ces comptes annuels consolidés sur la base des contrôles que nous avons effectués.

Opinion sans réserve sur les comptes annuels consolidés

Nos vérifications ont été conduites conformément aux normes internationales d'audit (International Standards on Auditing). Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit planifiée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives. Un contrôle consiste à examiner, par sondages, la justification des montants et autres informations divulguées dans les comptes annuels consolidés. Il consiste, également, à évaluer le bien-fondé des règles d'évaluation et des estimations significatives réalisées par les administrateurs et à évaluer la présentation des comptes annuels consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que nos vérifications constituent une base raisonnable pour l'expression de notre opinion.

Sur la base des vérifications effectuées, nous pensons que les comptes annuels consolidés donnent une image fidèle et honnête de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2004, ainsi que des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie pour les exercices clôturés à ces dates, en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'elles ont été adoptées par l'UE.

Informations supplémentaires

Les informations supplémentaires suivantes sont fournies de façon à compléter le rapport de vérification mais ne sont pas de nature à modifier notre opinion quant aux comptes annuels consolidés:

- En tant que vérificateur légal, nous sommes également responsables de l'examen du rapport consolidé du Conseil d'administration conformément aux normes de vérification communément admises en Belgique. Le Conseil d'Administration est chargé de la préparation et de l'évaluation des informations présentées dans le rapport consolidé du Conseil d'Administration. Le rapport consolidé du Conseil d'Administration contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels consolidés. Nous ne sommes toutefois pas en mesure d'exprimer une opinion quant à la description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, à la situation des affaires, aux évolutions prévisibles ou à l'influence significative de certains faits sur son évolution future. Nous pouvons néanmoins confirmer que les informations divulguées ne présentent aucune contradiction ostensible avec les informations que nous avons pu examiner durant notre audit.

BCV Klynveld Peat Marwick Goerdeler Bedrijfsrevisoren – Réviseurs d'Entreprises
Vérificateur légal

Représenté par

T. Erauw

E. Helsen

Mortsel, le 24 mars 2006

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	2005	2004 ^(*)
Chiffre d'affaires	4	3.308	3.762
Coût des ventes		(2.096)	(2.265)
Bénéfice brut		1.212	1.497
Frais de distribution		(583)	(701)
Frais de recherche et de développement		(191)	(191)
Frais généraux d'administration		(228)	(269)
Autres produits d'exploitation	6	326	540
Autres charges d'exploitation	7	(404)	(1.005)
Résultat d'exploitation		132	(129)
Produits (charges) d'intérêts – net	8	(18)	(19)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	9	(7)	(37)
Résultat hors exploitation		(25)	(56)
Résultat avant impôts		107	(185)
Impôts sur les bénéfices	10	(125)	39
Résultat net des sociétés consolidées		(18)	(146)
part attribuable aux intérêts minoritaires		1	(1)
part attribuable aux actionnaires d'Agfa-Gevaert SA (résultat net)		(19)	(145)
<i>dont activités abandonnées</i>	15	(120)	(340)
Résultat de base par action (en euros)	29	(0,15)	(1,15)
Résultat dilué par action (en euros)	29	(0,15)	(1,15)
Résultat par action provenant des activités poursuivies (en euros)	29	0,80	1,55
Résultat dilué par action provenant des activités poursuivies (en euros)	29	0,80	1,54

(*) comme figurant dans le rapport de 2004, retraité en fonction de l'impact de l'adoption de l'IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* de 2 millions d'euros

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	31 DÉC. 2005	31 DÉC. 2004 ^(*)
ACTIFS			
Actifs immobilisés		1.561	1.011
Immobilisations incorporelles	12	924	338
Immobilisations corporelles	13	502	519
Investissements	14	32	38
Prêts à long terme	15	102	112
Instruments financiers dérivés	25	1	4
Actifs non circulants disponibles à la vente	19	5	-
Actifs circulants		2.129	2.035
Stocks	16	586	576
Créances commerciales		854	744
Autres créances et actifs divers	17	498	391
Liquidités et équivalents de liquidités	18	169	293
Charges à reporter		20	18
Instruments financiers dérivés	25	2	13
Impôts différés	10	287	310
ACTIF TOTAL		3.982	3.356
PASSIF			
Fonds propres	20	1.032	1.082
Capital social d'Agfa-Gevaert SA		140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert SA		109	107
Bénéfices non répartis		1.069	1.284
Réserves		(301)	(262)
Résultat net		(19)	(145)
Écarts de conversion		31	(44)
Intérêts minoritaires		3	2
Passif à long terme		1.394	1.052
Dettes pour avantages liés à la retraite	21	709	727
Dettes pour engagements de personnel		29	35
Dettes financières à plus d'un an	22	552	247
Provisions à plus d'un an	24	102	43
Produit reporté		2	-
Instruments financiers dérivés	25	-	-
Passif à court terme		1.445	1.185
Dettes financières à moins d'un an	22	296	239
Dettes commerciales		375	369
Autres dettes	23	365	211
Dettes pour engagements de personnel		77	72
Provisions à moins d'un an	24	301	282
Produit reporté		15	5
Instruments financiers dérivés	25	16	7
Impôts différés	10	111	37
PASSIF TOTAL		3.982	3.356

(*) comme figurant dans le rapport de 2004, retraité en fonction de l'impact de l'adoption de l'IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* de 2 millions d'euros

MILLIONS D'EUROS	Capital social d'Agfa-Gevaert	Prime d'émission SA d'Agfa-Gevaert SA	Bénéfices non répartis	Réserve pour actions propres	Plus- value de réévalu- ation	Réserve de paie- ment à base d'actions	Réserve de cou- verture	Résultat net	Ecarts de con- version	Intérêts minori- taires	Total
31 décembre 2004	140	107	1.284	(266)	1	-	1	(143)	(44)	2	1.082
Modifications des principes comptables (IFRS 2)	-	-	-	-	-	2	-	(2)	-	-	-
Bilan retraité au 31 décembre 2004	140	107	1.284	(266)	1	2	1	(145)	(44)	2	1.082
Modification des principes comptables (IFRS 3, écart d'acquisition négatif)	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	6
Variations de fonds propres résultant des apports en capital et des paiements de dividendes											
Paiements de dividendes	-	-	(76)	-	-	-	-	-	-	-	(76)
Autres variations de fonds propres non incluses dans le résultat											
Bons de souscription exercés	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Options sur actions exercées	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	5
Paiements à base d'actions	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	3
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	(5)	-	-	-	-	-	(5)
Couvertures des flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	(7)	-	-	-	(7)
Actions propres	-	-	-	(36)	-	-	-	-	-	-	(36)
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	75	-	75
Autre	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	2
Variations de fonds propres incluses dans le résultat											
Affectation aux bénéfices non répartis	-	-	(145)	-	-	-	-	145	-	-	0
Résultat après impôts pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2005	-	-	-	-	-	-	-	(19)	-	-	(19)
31 décembre 2005	140	109	1.069	(296)	(4)	5	(6)	(19)	31	3	1.032

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	2005	2004 ^(*)
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		290	394
Résultat d'exploitation		132	(129)
Impôts courants	10	(106)	(84)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur		161	291
Changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés		7	4
Variation de provisions à long terme		(50)	(11)
(Plus-values) / moins-values sur reprise d'actifs à long terme	13	(11)	(17)
Plus-values sur les cessions	5	-	(126)
Moins-values sur la vente des actifs de Consumer Imaging	5	-	270
Impôts sur cessions	5	-	46
Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation		133	244
<i>dont activités abandonnées</i>	15	(55)	(138)
Diminution / (Augmentation) des stocks		2	81
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales		(37)	(58)
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales		(26)	83
Variation de provisions à court terme		23	(34)
Autres variations du fonds de roulement		(13)	(13)
Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation		82	303
<i>dont activités abandonnées</i>	15	(27)	(117)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations incorporelles	12	(28)	(12)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	13	(78)	(100)
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations incorporelles	12	-	1
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations corporelles	13	27	55
Rentrées de fonds résultant des cessions	5	-	129
Rentrées (sorties) de fonds provenant des fonds propres et des titres de créance		12	6
Sorties de fonds pour les impôts sur cessions précédentes		(42)	-
Sorties de fonds pour acquisitions	5	(361)	(122)
Entrées de fonds issus d'ajustements du prix d'achat d'acquisitions précédentes		3	-
Intérêts et dividendes perçus		21	18
Liquidités nettes provenant des/(consacrées aux) activités d'investissement		(446)	(25)
<i>dont activités abandonnées</i>	15	21	59
Distribution de dividendes aux actionnaires	20	(76)	(95)
Rachat des actions propres		(31)	-
Apports en capital		2	-
Préfinancement par / (de) AgfaPhoto concernant la cession antérieure de CI		27	-
Émissions nettes de titres de créances		319	(231)
Intérêts versés		(28)	(39)
Autres rentrées/sorties de fonds		36	(20)
Liquidités nettes provenant des/(consacrées aux) activités de financement		249	(385)
<i>dont activités abandonnées</i>	15	27	-
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes		(115)	(107)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des fluctuations des cours de change		(7)	3
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	18	168	290

(*) comme figurant dans le rapport de 2004, retraité en fonction de l'impact de l'adoption de l'IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* de 2 millions d'euros

1. Principales conventions comptables

(a) Déclaration de conformité

Agfa-Gevaert SA ("la Société") est une société implantée en Belgique. Les états financiers consolidés de la Société englobent les comptes de la Société et de ses filiales (collectivement désignées par le terme "Groupe") ainsi que les participations du Groupe dans les entités associées. L'autorisation de publier les présents états financiers consolidés a été délivrée par le Conseil d'administration le 24 mars 2006.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards – Normes internationales d'information financière) édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board), telles qu'adoptées par l'UE au 31 décembre 2005.

Le Groupe n'a appliqué aucune des adaptations européennes des normes IFRS ; les comptes financiers consolidés sont donc parfaitement conformes aux normes IFRS. Le Groupe n'a pas appliqué précocement les nouvelles exigences IFRS qui n'étaient pas en vigueur en 2005.

(b) Préparation des comptes

Les états financiers consolidés sont comptabilisés en euros et arrondis au million le plus proche. En fonction des exigences IFRS applicables, la base de mesure utilisée pour la préparation des comptes financiers consolidés est le coût, la valeur nette réalisable, la juste valeur ou le montant recouvrable. Lorsque les IFRS laissent le choix entre le coût et une autre base de mesure, c'est la solution du coût qui est appliquée.

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS requiert le recours à certaines estimations et conjectures comptables critiques. Elle implique également une interprétation managériale, des principes comptables du Groupe lors de leur mise en application. Les domaines plus complexes ou impliquant une interprétation plus poussée ou les domaines comportant une bonne part de présomptions et d'estimations sont discutés en annexe 2.

(c) Modification des principes comptables

Les conventions comptables ont été uniformément respectées par les entreprises du Groupe, et sont identiques à celles appliquées l'année précédente, à l'exception des modifications apportées aux conventions comptables comme détaillé ci-avant.

Paiement fondé sur des actions

En 2004, l'IASB a édicté la norme de paiement à base d'actions (IFRS 2 Paiement à base d'actions). Cette norme exige que les opérations de paiement à base d'actions des employés soient reflétées dans les états financiers à la juste valeur des montants adjugés au moment de leur octroi. Le Groupe a adopté la norme IFRS 2 le 1^{er} janvier 2005 et retraité l'état des résultats comparatif de 2004 en reconnaissant une dépense supplémentaire de compensation de 2 millions d'euros. Etant donné que les octrois proviennent de capitaux propres, l'impact net sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2005 est nul. Conformément à la norme IFRS 2, le Groupe a appliqué le nouveau principe comptable de paiements à base d'actions à tous les montants ainsi octroyés après le 7 novembre 2002 et qui n'avaient pas encore été assignés au 1^{er} janvier 2005. La norme s'applique par conséquent aux options sur actions accordées dans le cadre des tranches n° 5 (2003), n° 6 et 6a (2004) et n° 7 (2005) du Long Term Incentive Plan (système de prime d'encouragement). Le coût de ces opérations de paiement fondé sur des actions issues des capitaux propres dans le compte de résultats de 2005 se monte à 3 millions d'euros. De plus amples informations sont communiquées en annexe 21B.

Goodwill et actif incorporel

Le 31 mars 2004, l'IASB a édicté la norme IFRS 3 *Business Combinations* (regroupements d'entreprises) et révisé la norme IAS 36 *Impairment of Assets* (dépréciation d'actifs), et la norme IAS 38 *Intangible Assets*. Le Groupe a adopté prospectivement les normes concernant le goodwill et l'actif incorporel existantes au 31 mars 2004 le 1^{er} janvier 2005 tandis que le goodwill et l'actif incorporel provenant de regroupements d'entreprises conclus après le 31 mars 2004 ont été directement portés en compte conformément aux nouvelles exigences. Par conséquent, le goodwill n'a pas été amorti en 2005 mais a été revu annuellement, au moins, pour dépréciation, conformément à la révision de la norme IAS 36 *Impairment of Assets* (dépréciation d'actifs). Pour l'année de comparaison, 2004, l'amortissement du goodwill se chiffre à 29 millions d'euros. Le coût du goodwill négatif en date du 1^{er} janvier 2005 (6 millions d'euros) a été décomptabilisé via un ajustement correspondant du solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

1. Principales conventions comptables

suite

Le Groupe a réévalué la durée de vie économique de son actif incorporel conformément aux dispositions transitoires de la norme IAS 38. Aucun ajustement n'a résulté de cette réévaluation.

Actifs à long terme réservés à la vente

En 2004, l'IASB a édicté la norme IFRS 5 *Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations*. La norme IFRS 5 implique que les actifs non circulants disponibles à la vente (et abandon d'activités) soient présentés séparément des autres actifs dans le bilan et estimés au plus bas de la valeur comptable et de la juste valeur diminuées des frais de vente. Ces actifs doivent être évalués conformément aux principes comptables applicables avant leur classification comme étant destinés à la vente et ne doivent plus être dépréciés. Les dispositions transitoires requièrent une application prospective de la norme. Au 31 décembre 2005, l'actif non circulant disponible à la vente se montait à 5 millions d'euros.

Intérêts minoritaires

L'amendement de la norme IAS 1 *Presentation of Financial Statements* (Présentation des états financiers) exige que les intérêts minoritaires soient divulgués dans le cadre des capitaux propres. La présentation du compte de résultats consolidé, du bilan consolidé et du compte consolidé de l'évolution de la santé financière a été modifiée en conséquence.

(d) Principes de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société. Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financière et opérationnelle d'une entité afin de tirer avantage de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'au terme de ce dernier.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dont le Groupe influence notablement les politiques financière et opérationnelle, sans pour autant en détenir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le total des bénéfices et pertes réalisés par les entreprises associées, selon la méthode de mise en équivalence, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'à son terme. Lorsque le total des pertes du Groupe dépasse la valeur comptable de l'entreprise, cette dernière est réduite à néant et la prise en compte d'autres pertes s'interrompt, sauf dans la mesure où le Groupe a contracté des obligations par rapport à l'entreprise.

Élimination de transactions aux fins de consolidation

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte des bilans et transactions intragroupe, y compris les plus-values latentes résultant de transactions internes au Groupe. Les plus-values latentes dérivées de transactions conclues avec les entités associées sont éliminées à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités. Les plus-values latentes résultant de transactions effectuées avec des entreprises associées sont éliminées à hauteur de l'investissement de la Société dans ces entreprises. Les moins-values latentes sont éliminées selon les mêmes principes, à condition toutefois qu'il n'y ait pas de perte de valeur.

(e) Conversion des devises

Devise de fonctionnement et de présentation

Les éléments présentés dans les comptes financiers de chaque entité du Groupe sont exprimés au moyen de la devise en cours dans l'environnement économique primaire dans lequel opère l'entité (la "devise de fonctionnement"). Les comptes financiers consolidés sont présentés en euros, la devise de fonctionnement et de présentation de la Société.

Transactions et soldes en devises étrangères

Les transactions effectuées en devises étrangères sont converties dans la devise de fonctionnement au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes en devise étrangère résultant de la réalisation de telles transactions et de la conversion au taux de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont constatés dans le compte de résultats. Les actifs et passifs non monétaires mesurés en coût historique libellés dans des devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

1. Principales conventions comptables

suite

Etats financiers des entreprises étrangères du Groupe

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du groupe (dont aucune ne possède une devise de fonctionnement caractéristique d'une économie hyper inflationniste) exprimés dans une devise de fonctionnement différente de la devise de présentation sont convertis dans la devise de présentation comme suit:

- (a) les actifs et passifs de chaque bilan présenté sont convertis au taux de clôture de la date du bilan en question ;
- (b) les recettes et dépenses de chaque compte de résultats sont converties aux taux de change moyens ; et
- (c) tous les écarts résultant des conversions sont consignés en tant que composant séparé des fonds propres.

Dans le cas de la cession d'une entité à l'étranger, la somme cumulée des écarts de conversion, reportée comme une composante séparée des capitaux propres correspondant à ces activités étrangères, est consignée dans le compte de résultats une fois que le gain ou la perte de la cession a été comptabilisé.

L'ajustement du goodwill et de juste valeur découlant de l'acquisition d'une entité étrangère sont traités en tant qu'actifs et passifs de l'entité étrangère et sont convertis aux taux de clôture de la date du bilan.

(f) Instruments financiers dérivés et couverture

Le Groupe recourt essentiellement à des instruments financiers dérivés pour se prémunir des risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Fidèle à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient ni n'émet actuellement d'instrument dérivé à des fins commerciales. Les instruments financiers dérivés représentant des couvertures économiques mais ne répondant pas aux critères comptables stricts de la norme IAS 39 *Financial Instruments: Recognition and Measurement* sont comptabilisés en tant qu'actifs ou passifs financiers à leur juste valeur via profit ou perte.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé a été passé et sont ensuite réévalués à leur juste valeur. Selon que la comptabilisation du flux de trésorerie ou de la couverture nette d'investissement est appliquée ou non, tout gain ou toute perte est comptabilisé(e) directement, soit en capitaux propres, soit dans le compte de résultats.

La comptabilité de couverture en flux de trésorerie, en juste valeur ou en investissement net est appliquée à toutes les couvertures qui y qualifie lorsque la documentation requise de la relation des couvertures est disponible et lorsque la couverture a effectivement été déterminée.

Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et de la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument. La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté.

Couvertures en juste valeur

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre les changements de juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé ou un engagement ferme non comptabilisé, tout gain ou toute perte sur l'instrument de couverture est comptabilisé dans le compte de résultats. L'élément couvert est également déclaré à sa juste valeur en respect du risque couvert, l'éventuel gain ou perte étant comptabilisé dans le compte de résultats.

Couvertures des flux de trésorerie

Lorsqu'un instrument financier dérivé est considéré comme une couverture de la variabilité des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé, ou à une transaction prévue et hautement probable, la partie effective d'un profit ou d'une perte sur l'instrument de couverture est inscrite directement dans les fonds propres. Lorsque la transaction prévue se traduit par la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, le profit ou la perte cumulé(e) est retiré(e) des fonds propres et inclus(e) dans le calcul initial du coût de l'actif ou du passif. Lorsque la couverture est relative à des actifs ou passifs financiers, le profit ou la perte cumulé(e) sur l'instrument de couverture est ré-imputée des fonds propres vers le compte de résultats durant la même période que celle

1. Principales conventions comptables

suite

durant laquelle l'élément couvert a affecté le profit ou la perte (par exemple, lorsque la transaction prévue a pris place ou lorsque la dépense d'intérêt variable a été comptabilisée). Le profit ou la perte inhérent(e) à toute partie inefficace est comptabilisé directement dans le compte de résultats.

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à son terme ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de comptabilité de couverture mais que la transaction couverte doit encore avoir lieu, le profit ou la perte cumulé(e) (à ce stade) reste dans les fonds propres et est inscrit(e) conformément à la convention précitée lorsque la transaction a lieu. Si l'on prévoit que la transaction couverte ne doit plus survenir, le profit ou la perte cumulé(e) inscrit(e) dans les fonds propres est comptabilisé(e) immédiatement dans le compte de résultats.

Couverture d'un investissement net dans une entité à l'étranger

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité à l'étranger, les écarts de conversion résultant de la conversion de la dette dans la devise de fonctionnement sont inscrits directement dans les fonds propres.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre une participation nette dans une entité étrangère, la partie du bénéfice ou de la perte relative à l'instrument de couverture, définie comme couverture effective, est inscrite immédiatement dans les fonds propres tandis que la partie inefficace est inscrite dans le compte de résultats.

(g) Publication d'informations sectorielles

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire les trois unités d'exploitation – Graphics, HealthCare et Specialty Products – qui composent la structure de gestion du Groupe. Le second format sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe.

Les résultats sectoriels comprennent les recettes et les dépenses directement imputables à un segment ainsi que la part des recettes et dépenses qui peut raisonnablement lui être attribuée.

Les actifs et passifs sectoriels englobent les actifs et passifs d'exploitation directement imputables à chaque segment ou qui peuvent lui être raisonnablement attribués.

Les actifs et passifs sectoriels n'incluent pas l'impôt sur le revenu.

(h) Regroupements d'entreprises et goodwill correspondant

Le goodwill provenant d'une acquisition correspond à l'excès du coût d'une acquisition par rapport aux intérêts du groupe dans la juste valeur nette de l'actif, du passif et du passif de prévoyance identifiables de la filiale acquise à la date d'acquisition. Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés sur la base de la méthode de l'achat.

Le goodwill n'est pas amorti mais est soumis, annuellement, à un test de dépréciation ou lorsqu'il apparaît que l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill a été attribué pourrait être dépréciée. La procédure de test de dépréciation est décrite dans la section correspondante des présents principes. Le goodwill est comptabilisé au coût de l'acquisition, déduction faite des pertes de valeur cumulées.

Pour ce qui est des entreprises associées, la valeur comptable du goodwill est incluse dans la valeur comptable de l'investissement de chaque entreprise.

Si les intérêts du Groupe dans la juste valeur nette de l'actif, du passif ou du passif de prévoyance identifiable comptabilisée excèdent le coût du regroupement d'entreprises, cet excès est comptabilisé immédiatement dans le compte de résultats.

(i) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles dont la vie utile est indéfinie, telles que les marques commerciales, sont comptabilisées au coût de l'acquisition déduction faite des pertes de valeur cumulées.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie ne sont pas amorties. Elles sont au contraire soumises à des tests de dépréciation annuellement ou s'il apparaît que l'immobilisation incorporelle pourrait être dépréciée.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie sont comptabilisées au coût de l'acquisition, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie, telles que la technologie acquise et les relations avec la clientèle, sont amorties selon un principe linéaire sur leur durée de vie utile estimée, généralement sur des périodes allant de 3 à 20 ans.

Conformément à la norme IFRS 3 *Business Combinations*, si une immobilisation incorporelle a été acquise lors d'un regroupement d'entreprises, le coût de cette immobilisation incorporelle est fixé à sa juste valeur à la date d'acquisition. La juste valeur d'une

1. Principales conventions comptables

suite

immobilisation incorporelle reflète les attentes du marché quant à la probabilité que les avantages économiques futurs présentés par l'immobilisation seront acquis par l'entité. Les dépenses de recherche et de développement sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues, excepté certaines dépenses de développement capitalisées lorsqu'il est probable qu'un projet de développement débouche sur un succès et que certains critères, dont la faisabilité technologique et commerciale, sont réunis. Les coûts de développement capitalisés sont amortis de façon systématique durant leur durée de vie estimée

(j) Immobilisations corporelles

Immobilisations acquises

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.

Le prix de revient des immobilisations corporelles produites par l'entreprise englobe le coût direct des matières premières, les frais directs de fabrication, des quotes-parts adéquates des frais généraux et indirectes de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la fabrication. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les coûts d'emprunt ne sont pas capitalisés.

Les dépenses consacrées à la remise en état des immobilisations corporelles sont normalement imputées en charges, en contrepartie des produits. Elles sont en revanche capitalisées si elles débouchent sur un accroissement des avantages futurs découlant des immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie utile estimée, sauf si la méthode dégressive semble plus appropriée compte tenu de l'utilisation réelle de l'immobilisation. Les terrains ne sont pas amortis.

La durée de vie utile estimée des différentes catégories d'immobilisations se chiffre comme suit:

- Immeubles	20 à 50 ans
- Infrastructure extérieure	10 à 20 ans
- Installations industrielles	6 à 20 ans
- Matériel et équipement	6 à 12 ans
- Laboratoires et infrastructures de recherche	3 à 5 ans
- Matériel de transport	4 à 8 ans
- Equipement informatique	3 à 5 ans
- Mobilier et aménagements	4 à 10 ans

Immobilisations louées

Les contrats de location pour lesquels le Groupe assume pratiquement tous les risques et détient pratiquement tous les avantages inhérents à la propriété des actifs loués sont classés dans les contrats de location-financement. Les immobilisations corporelles acquises sur la base de tels contrats sont comptabilisées au montant le plus faible de leur valeur de marché ou de la valeur actuelle des échéances minimales des loyers à l'entrée en vigueur du contrat de location-financement, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur (convention comptable I). La période d'amortissement coïncide avec la durée de vie utile estimée de l'immobilisation ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte.

(k) Investissements dans des titres de participation

Les participations classifiées comme actifs à long terme englobent les participations dans des sociétés dont le Groupe ne détient pas le contrôle.

Si le Groupe dispose, directement ou indirectement, de plus de 20% des droits de vote et/ou influence notablement les politiques financière et opérationnelle d'une société, les participations sont comptabilisées comme s'il s'agissait d'entreprises associées.

Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. S'il apparaît qu'une participation dans une société associée pourrait être dépréciée, la règle comptable en matière de perte de valeur est appliquée.

Les autres investissements qui font parties des titres de participation sont classés comme étant disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des instruments de participation qui n'ont pas un prix de marché coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être mesurée de manière fiable. Les instruments de participation exclus d'une possible évaluation à la juste valeur sont comptabilisés au coût d'acquisition. Tout bénéfice ou perte résultant d'un changement de la juste valeur d'un investissement

1. Principales conventions comptables

suite

classé comme disponible à la vente et ne faisant pas partie d'une relation de couverture est inscrit directement en capitaux propres. Lorsque l'investissement est vendu, recouvert ou cédé d'une autre manière, ou si la valeur comptable de l'investissement se déprécie, le bénéfice ou la perte cumulé(e) comptabilisé(e) antérieurement en capitaux propres est transféré(e) dans le compte de résultat.

La juste valeur des investissements disponibles pour la vente est leur prix d'achat coté à la date du bilan.

(l) Prêt et créances recouvrables

Les prêts et créances recouvrables sont comptabilisés à leur coût amorti diminué des pertes de valeur. Une estimation des prêts et créances douteux est effectuée sur la base d'un examen de tous les encours à la date du bilan. Une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultats pour la différence entre la valeur comptable des créances recouvrables et la valeur effective des flux de trésorerie futurs estimés.

(m) Perte de valeur

Le goodwill et les immobilisations incorporelles possédant une durée de vie utile indéfinie sont soumis à des tests de dépréciation annuellement au moins, et chaque fois qu'une perte de valeur semble apparaître.

Les tests de dépréciation sont effectués une fois par an, à la même époque chaque année, et ce au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (cash-generating unit ou CGU). Le Groupe définit ses unités génératrices de trésorerie sur la base de la façon dont il contrôle son goodwill et déterminera l'avantage économique à partir du goodwill et des immobilisations incorporelles acquises. Les tests de dépréciation sont effectués en comparant la valeur comptable de l'actif des unités génératrices de trésorerie avec le montant recouvrable des futurs flux de trésorerie estimés actualisés au taux d'intérêt approprié avant impôts. Le taux d'actualisation reflète l'évaluation actuelle de la valeur temporelle de l'argent et des risques spécifiques à l'unité de génération de trésorerie. Une moins-value est établie chaque fois que la valeur comptable de l'unité génératrice est supérieure à son montant recouvrable. Ces moins-values sont comptabilisées dans le compte de résultat.

A la date de chaque bilan, il sera déterminé l'existence éventuelle d'une dépréciation des valeurs comptables des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles avec durée de vie définie et des avoirs financiers du Groupe. Si une dépréciation apparaît, le montant recouvrable de l'actif est estimé. Une moins-value est établie chaque fois que la valeur comptable d'un actif est supérieure à son montant recouvrable. Ces moins-values sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Le montant recouvrable des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles dont la durée de vie utile est définie est la valeur maximale de la juste valeur déduction faite des frais de vente et de la valeur d'usage. En estimant la valeur d'usage, les flux de trésorerie estimés sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et les risques inhérents à l'actif. Le montant recouvrable des prêts et des créances recouvrables du Groupe est la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie estimés actualisés au taux d'intérêt réel initial inhérent à l'avoir financier. Toute moins-value précédemment comptabilisée pour un avoir autre qu'un goodwill sera contre-passée si et seulement si les estimations utilisées pour déterminer le montant recouvrable de l'avoir ont changé depuis la dernière comptabilisation de moins-value.

(n) Stocks

Les matières premières, les fournitures et les biens achetés en vue de leur revente sont évalués à leur coût d'acquisition. Les en-cours de production ainsi que les produits finis sont évalués, quant à eux, à leur prix de revient. Le prix de revient englobe le coût direct des matériaux, les frais directs de fabrication, les quotes-parts des frais généraux et indirectes de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la production. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les frais administratifs attribuables à la production sont également inclus.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Si le prix d'achat ou de revient est supérieur à la valeur de réalisation nette, les stocks sont amortis jusqu'à la valeur de réalisation nette. Par valeur de réalisation nette, on entend le prix de vente estimé dans des conditions de marché normales, déduction faite des coûts liés à l'achèvement et des frais de vente estimés.

1. Principales conventions comptables

suite

(o) Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et les équivalents de liquidités se composent du solde de caisse et des dépôts à vue.

(p) Activités cédées et actif à long terme (ou groupes à aliéner) réservés à la vente

Une activité abandonnée est une activité du Groupe qui a été cédée ou qui est considérée comme réservée à la vente ; il s'agit d'une ligne d'exploitation individuelle importante ou d'une filiale acquise exclusivement en vue de sa revente.

Le Groupe considère qu'un actif à long terme (ou un groupe à aliéner) est réservé à la vente si sa valeur comptable est censée être récupérée principalement via une transaction plutôt que par le biais d'une utilisation continue. Avant de classer un avoir comme "réservé à la vente", le Groupe évalue la valeur comptable de l'avoir (ou de l'ensemble de l'actif et du passif du groupe à aliéner) conformément aux normes IFRS applicables. Ensuite, une fois classé comme "réservé à la vente", l'actif à long terme et les groupes à aliéner sont comptabilisés au plus bas de leurs valeurs comptables et juste valeur diminués des frais de vente. Les moins-values sont établies pour tout amortissement initial ou subséquent de l'avoir (ou du groupe à aliéner) à leur juste valeur diminués des frais de vente. L'actif à long terme classé comme réservé à la vente n'est plus amorti ni déprécié.

(q) Capital social

Rachat du capital social

En cas de rachat de capital social inclus dans les capitaux propres, le montant de la contrepartie versée, y compris les frais directement imputables, est comptabilisé comme une évolution de l'avoir. Les actions rachetées sont assimilées à des actions non émises et déduites des capitaux propres.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés en éléments du passif pour la période au cours de laquelle ils ont été déclarés.

(r) Prêts et emprunts productifs d'intérêts

Les prêts et emprunts productifs d'intérêts sont initialement comptabilisés à la juste valeur déduction faite des frais de transaction inhérents. Après la comptabilisation initiale, les emprunts et prêts productifs d'intérêts sont comptabilisés au coût amorti, les différences éventuelles entre le montant initial et la valeur de remboursement étant portées au compte de résultats pour la période de validité des emprunts sur la base d'un intérêt réel.

(s) Impôts sur les résultats

Les impôts sur le revenu du compte du résultat de l'exercice regroupent les impôts courants et différés. Ils sont inscrits au compte de résultats sauf s'ils portent sur des éléments repris dans les capitaux propres, auquel cas ils sont eux aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts courants désignent les impôts à payer sur le revenu imposable de l'exercice – calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan – ainsi que les redressements relatifs aux exercices antérieurs.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, laquelle engendre des différences temporaires entre la valeur comptable de l'actif et du passif inscrite dans les rapports financiers et leur valeur fiscale. Les différences temporaires suivantes ne sont pas prises en compte: comptabilisation initiale du goodwill, comptabilisation initiale d'un actif ou passif dans une transaction n'étant pas un regroupement d'entreprises et n'affectant pas, au moment de la transaction, les bénéfices comptables ou imposables (perte fiscale) et les différences se rapportant à des participations dans des filiales pour lesquelles aucune contrepassation n'est prévue dans un avenir proche. La charge des impôts différés mentionnée est calculée selon le mode prévu de réalisation ou de règlement de la valeur comptable de l'actif et du passif, sur la base des taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que s'ils sont susceptibles d'engendrer des bénéfices imposables permettant d'utiliser les crédits et débits d'impôts inutilisés. Les actifs d'impôts différés sont réduits si la réalisation des bénéfices imposables y afférents se révèle improbable.

Des impôts supplémentaires sur le revenu résultant de la distribution de dividendes sont inscrits en même temps que l'élément de passif destiné à payer le dividende correspondant.

1. Principales conventions comptables

suite

(t) Avantages sociaux

Avantages liés à la retraite

Les avantages liés à la retraite comprennent les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé. La majorité des salariés du Groupe perçoivent des allocations de retraite dans le cadre de régimes à cotisations déterminées ou à prestations déterminées, gérés par des fonds indépendants, des régimes d'assurance ou des régimes reposant sur une semi-capitalisation.

(1) Régimes à cotisations déterminées:

Les cotisations versées aux régimes de retraite à cotisations déterminées sont inscrites au compte de résultats à la date du paiement.

(2) Régimes à prestations déterminées:

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, le montant inscrit au bilan équivaut à la valeur actualisée de l'obligation de prestation ajustée en fonction des gains et pertes actuariels non constatés, diminuée des éventuels coûts antérieurs afférents au service non encore comptabilisés et de la juste valeur des actifs du régime. Si le calcul débouche sur un excédent net, l'actif comptabilisé ne dépasse pas le total de toutes les pertes actuarielles et des coûts afférents au service cumulés non comptabilisés et la valeur actualisée des bénéfices économiques disponibles sous la forme de remboursements provenant du régime ou de réductions des futures cotisations versées au régime.

La prise en compte des gains et pertes actuariels s'effectue séparément pour chaque régime à prestations déterminées. Si le gain ou la perte net(te) cumulé(e) non constaté(e) dépasse 10% de la valeur actualisée de l'obligation de prestation ou de la juste valeur des actifs du régime, cet excédent est inscrit dans le compte de résultats sur la durée de service moyenne restante des salariés participant au régime. Dans les autres cas, le gain ou la perte actuariel n'est pas comptabilisé.

Les coûts antérieurs afférents au service sont comptabilisés linéairement sur la période moyenne écoulée jusqu'à l'acquisition des droits. Si les droits ont été acquis à la suite de la mise en place, ou de la modification, d'un régime de retraite à prestations déterminées, les coûts antérieurs afférents au service sont immédiatement passés en charges.

La valeur actualisée des obligations de prestations déterminées et les coûts de service y afférents sont calculés par un actuaire qualifié au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe. Le montant imputé au compte de résultats se compose des coûts courants afférents au service, des charges d'intérêts, du rendement attendu sur les actifs du régime et des gains et pertes actuariels.

Les allocations de préretraite sont considérées comme des indemnités de licenciement.

Autres avantages à long terme

L'obligation nette du Groupe en matière d'avantages sociaux à long terme, autres que les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé, équivaut aux avantages futurs obtenus par les salariés pour les services prestés au cours des périodes en cours et antérieures. Cette obligation est calculée au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le montant obtenu est actualisé et la juste valeur des actifs afférents est déduite. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

Indemnités de licenciement

Les indemnités de licenciement sont comptabilisées comme élément du passif et comme dépense lorsqu'une société du Groupe s'engage visiblement à: (a) licencier un employé ou un groupe d'employés avant la date normale de la retraite ; ou (b) verser des indemnités de licenciement à la suite d'une offre destinée à encourager les départs volontaires.

Lorsque les indemnités de licenciement arrivent à échéance plus de douze mois après la date du bilan, elles sont actualisées à l'aide du taux d'actualisation qui correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

1. Principales conventions comptables

suite

Prestations sociales liées à l'actionnariat

Le Groupe fait état de transactions de paiement fondé sur des actions des capitaux propres. La juste valeur des services du personnel reçus en échange de l'octroi d'options est comptabilisée comme une dépense. Le montant total à dépenser durant la période d'acquisition est déterminé par la référence à la juste valeur des options octroyées, sans tenir compte de l'impact des éventuelles conditions d'acquisition non marchandes. Les conditions d'acquisition non marchandes sont incluses dans les prévisions concernant le nombre d'options susceptibles d'être exercées. A la date de chaque bilan, le Groupe revoit ses estimations du nombre d'options susceptibles d'être exercées. Il comptabilise l'impact de l'éventuelle révision de ses estimations initiales dans le compte de résultats, ainsi qu'un ajustement correspondant des capitaux propres pour la période d'acquisition restante. Lorsque les options sont exercées, les capitaux propres sont augmentés du montant des revenus reçus.

(u) Provisions

Les provisions sont portées au bilan lorsqu'une société du Groupe doit s'acquitter d'une obligation (légale ou présumée) découlant d'un événement antérieur ; il est probable qu'une sortie de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire pour honorer cette obligation et que la valeur de l'obligation peut être estimée de manière fiable. Le montant identifié comme provision correspond à l'estimation la plus précise de la dépense requise pour régler l'obligation à la date de clôture du bilan. Si l'effet est matériel, des provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide d'un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et, selon le cas, les risques inhérents à l'actif. Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que si le Groupe a approuvé un plan de réorganisation détaillé et formel et si la restructuration a commencé ou a été annoncée aux personnes concernées. Les frais d'exploitation futurs ne sont pas prévus. Conformément à la politique du Groupe en matière d'environnement et aux réglementations en vigueur, les provisions pour assainissement de sites pollués ne sont comptabilisées que si la pollution a pu être vérifiée. Une provision pour contrats onéreux est comptabilisée lorsque le profit que le Groupe espère générer d'un contrat est inférieur aux coûts inévitables auxquels il doit faire face pour tenir ses engagements contractuels.

(v) Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et autres dettes sont comptabilisées au coût.

(w) Recettes

Les recettes provenant de la vente de marchandises sont inscrites au compte de résultat lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur. Les recettes sont comptabilisées s'il n'existe aucune réelle incertitude quant à la récupération de la contrepartie, aux coûts y afférents ou à la possibilité de retour des marchandises. Les redevances et les frais de location sont inclus dans les recettes et comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques découlant de la transaction reviendront au Groupe et sont évaluables avec fiabilité. Les revenus sont pris en compte selon la comptabilité d'exercice conformément à l'accord applicable.

(x) Charges

Produits (charges) d'intérêts

Les produits (charges) d'intérêts comprennent les intérêts à payer sur les emprunts et les intérêts à recevoir sur les fonds investis. Les gains ou pertes de conversion monétaire sur les opérations hors exploitation, ainsi que les gains ou pertes sur des instruments de couverture relatifs à des opérations hors exploitation, apparaissent au poste "Autres produits (charges) hors exploitation".

Les produits d'intérêts sont inscrits au compte de résultats au fur et à mesure de leur production, compte tenu du rendement réel de l'actif. Les produits de dividendes sont, quant à eux, comptabilisés le jour de la déclaration des dividendes.

Tous les intérêts et coûts liés aux emprunts sont passés en charge dès qu'ils sont exposés. Les charges d'intérêts provenant des contrats de location-financement sont reprises dans le compte de résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

2. Évaluations comptables critiques et décisions concernant l'application des principes comptables

Paielements des baux d'exploitation

Les paiements versés dans le cadre de baux d'exploitation sont inscrits au compte de résultats selon la méthode linéaire pour toute la durée du bail.

Les primes de concession perçues sont présentées dans le compte de résultat comme faisant partie intégrante du total des loyers versés.

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS requiert le recours à certaines estimations et conjectures comptables critiques. Elle implique également une interprétation managériale des principes comptables du Groupe lors de leur mise en application. Les domaines plus complexes ou impliquant une interprétation plus poussée ou les domaines comportant une bonne part de conjectures et d'estimations sont élaborés ci-dessous.

(a) Goodwill et actif incorporel

Imputation du prix d'achat: le goodwill et les justes valeurs de l'actif incorporel acquis lors d'un regroupement d'entreprise

Conformément aux définitions de la norme IFRS 3 *Business Combinations* (regroupements d'entreprises), la valeur standard à utiliser en application aux règles comptables d'acquisition est la "juste valeur". La "juste valeur" est définie comme "la somme pour laquelle un actif a pu être échangé ou un passif réglé, entre deux parties consentantes et informées lors d'une transaction sans lien de dépendance".

Selon la directive sur l'évaluation de la juste valeur concernant l'actif incorporel acquis lors d'un regroupement d'entreprises, les cours du marché sur les marchés actifs fournissent l'estimation la plus correcte de la juste valeur. Si aucun marché n'existe pour un actif incorporel, la juste valeur est la somme que l'entité aurait payée pour l'actif à la date d'acquisition lors d'une transaction sans lien de dépendance entre des parties consentantes et informées, en fonction des meilleures informations disponibles, et tenant compte de l'issue des transactions récentes concernant des avoirs similaires et les résultats de l'utilisation d'autres techniques d'évaluation de la juste valeur telles que l'actualisation de l'estimation de la trésorerie nette à provenir de l'avoir. Etant donné que l'actif incorporel du Groupe est en principe, par nature, unique, particulièrement dans le cas d'une propriété intellectuelle, et qu'il n'est pas commercialisé sur des marchés actifs, les justes valeurs sont déterminées en fonction de ce que serait le prix du marché si un marché existait, sur la base d'hypothèses concernant l'avenir et grâce à l'utilisation d'un modèle d'évaluation. Pour les évaluations complexes, le Groupe est en général aidé de tiers, spécialistes d'évaluation. Comme méthodologie d'évaluation, le Groupe utilise typiquement "l'approche résultats".

L'application de "l'approche résultats" débouche sur des justes valeurs estimées équivalant à des valeurs nettes actuelles des estimations de flux de trésorerie ou d'économies imputables de par le fait de la propriété de l'actif incorporel. La procédure d'imputation du prix d'achat implique une bonne évaluation et un bon jugement managériaux. L'imputation du prix d'achat affecte les résultats futurs du Groupe étant donné que l'actif incorporel ayant une vie utile définie est amorti alors que le goodwill et l'actif incorporel ayant une vie utile indéfinie ne sont pas amortis ; cela pourrait donc déboucher sur des écarts de charges d'amortissement sur la base de l'imputation du goodwill, de l'actif incorporel ayant une vie utile indéfinie et de l'actif corporel ayant une vie utile définie. Pour plus d'informations, consultez les annexes 5 et 12.

Vie utile de l'actif incorporel ayant une vie utile définie

La vie utile d'un actif incorporel est la période durant laquelle l'avoir est censé contribuer directement ou indirectement aux flux de trésorerie à venir du Groupe. La technologie acquise et les relations clientèles sont les actifs incorporels comptabilisés les plus cruciaux pour le Groupe.

Pour la technologie acquise, l'estimation de la durée de vie utile restante repose sur l'analyse de facteurs tels que les cycles de vie typiques des produits dans l'industrie et l'obsolescence technologique et commerciale résultant d'actions attendues de la concurrence effective ou potentielle. Le 31 décembre 2005, la valeur comptable nette de la technologie acquise par le Groupe se montait à 180 millions d'euros. La technologie acquise du Groupe présente encore une vie utile moyenne pondérée estimée à approximativement 12 ans. Des cycles de vie de produit plus courts que prévu ainsi qu'une obsolescence technologique et commerciale plus rapide que prévu peut entraîner une réduction de la vie utile et une augmentation des dépenses d'amortissement. Les durées de vie utile sont revues périodiquement et ajustées si nécessaire.

2. Évaluations comptables critiques et décisions concernant l'application des principes comptables

suite

En ce qui concerne les relations contractuelles avec la clientèle, la durée de vie utile restante est évaluée par référence aux taux d'attrition de la clientèle. Pour déterminer les taux corrects d'attrition de la clientèle, le Groupe évalue la probabilité de renégociation des contrats existants. Lors de l'évaluation de la probabilité de renégociation des contrats existants, une grande importance est accordée à la demande, à la concurrence et à d'autres facteurs tels que "l'emprise" technologique et les coûts irrécupérables inhérents. Le 31 décembre 2005, la valeur comptable nette des relations contractuelles acquises par le Groupe se montait à 78 millions d'euros. Les relations contractuelles avec la clientèle acquises par le Groupe présentent encore une vie utile moyenne pondérée estimée à approximativement 15 ans. Une augmentation des taux d'attrition de la clientèle peut entraîner une réduction de la durée de vie utile et une augmentation de la dépense d'amortissement. Les durées de vie utile sont revues périodiquement et ajustées si nécessaire.

Pour plus d'informations, consultez les annexes 5 et 12.

Tests de dépréciation pour unités génératrices de trésorerie auxquelles un goodwill a été imputé

Les tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie avec goodwill sont un domaine impliquant un jugement managérial et nécessitant une évaluation afin de déterminer si la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie peut être supportée par la valeur nette actuelle des flux de trésorerie futurs dérivés de l'actif appartenant à l'unité génératrice de trésorerie, par le biais de projections des flux de trésorerie actualisés à un taux approprié. Lors du calcul de la valeur actuelle nette des futurs flux de trésorerie, il est nécessaire de procéder à certaines conjectures au niveau de matières très incertaines, comme indiqué ci-avant.

Un certain nombre de conjectures et d'estimations sont impliquées dans le calcul de la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs issus des activités du Groupe, dont: les attentes de la direction au niveau de la croissance des recettes, les modifications de la marge d'exploitation, l'étalement et le montant des futures dépenses de capital, l'incertitude des développements technologiques, les taux de croissance à long terme et le choix des taux d'actualisation reflétant les risques impliqués.

Le Groupe prépare et approuve, en interne, des plans quinquennaux officiels pour ses activités et les utilise comme base pour les tests de dépréciation. Pour les périodes au-delà des plans quinquennaux, les prévisions des taux de croissance n'excèdent pas le taux moyen à long terme des secteurs industriels dans lesquels opèrent les unités de génération de trésorerie.

La modification des conjectures adoptées par la direction, en particulier le taux d'actualisation ainsi que la marge opérationnelle et le taux de croissance pronostiqués utilisés dans les projections des flux de trésorerie pourraient influencer significativement les résultats du Groupe.

De plus amples informations sont communiquées à l'annexe 12.

(b) Impôts sur les bénéfices

Le Groupe est soumis à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions.

Un jugement significatif est nécessaire pour déterminer la charge totale d'impôts sur les bénéfices du Groupe. Nombreux sont les calculs et transactions pour lesquels la détermination des taxes finales est incertaine durant le cours ordinaire des activités.

Le Groupe inscrit des éléments du passif en prévision des contrôles fiscaux reposant sur une évaluation des éventuels impôts supplémentaires à verser. Lorsque la charge fiscale finale diffère des montants initialement enregistrés, les écarts influencent le montant des impôts sur les bénéfices pour la période concernée.

Le Groupe revoit régulièrement ses avoirs d'impôts reportés pouvant être récupérés sur la base du rendement historique, des prévisions de bénéfices imposables futurs, de la planification prévue des écritures de contre-passation des écarts temporaires et des stratégies de planification des impôts. Si le Groupe continue à opérer à perte dans certaines juridictions ou est incapable de générer suffisamment de bénéfices imposables ou en cas de modification matérielle des taux de taxation effectifs en vigueur ou des délais dans lesquels les écarts temporaires sous-jacents deviennent taxables ou déductibles, le Groupe pourrait requérir la contre-passation de certains avoirs d'impôts reportés débouchant sur une augmentation substantielle du taux d'imposition effectif du groupe. Pour plus d'informations, consultez les annexes 10 et 15.

2. Évaluations comptables critiques et décisions concernant l'application des principes comptables

suite

(c) Réduction de valeur des pertes liées aux stocks excessifs ou obsolètes

Le Groupe comptabilise des réductions de valeur pour les stocks excessifs et/ou obsolètes essentiellement sur la base des prévisions de la demande des produits. Plusieurs facteurs peuvent influencer la faisabilité des inventaires, par exemple la décision de supprimer une ligne de produit, des changements technologiques, un nouveau développement de produits. Ces facteurs pourraient déboucher sur une augmentation des stocks excessifs ou obsolètes. De plus, les estimations du Groupe quant à la demande future des produits peuvent s'avérer imprécises. Le Groupe risque dans ce cas de sous-estimer ou surestimer les réductions de valeur requises pour les stocks excessifs ou obsolètes. En dépit des efforts consentis par le Groupe pour garantir la précision de ses prévisions concernant la future demande de produits, des changements inopinés importants de la demande ou des développements technologiques sont susceptibles d'influencer la valeur de ses inventaires et le report de résultats opérationnels si les estimations s'avèrent inexactes. Cependant, les résultats actuels n'ont pas différé sensiblement des estimations du Groupe. Le Groupe a enregistré 46 millions d'euros et 67 millions d'euros de charges de réduction de valeur des stocks pour les exercices qui se sont achevés les 31 décembre 2005 et 2004, respectivement.

(d) Comptabilité des retraites

Le passif et le coût net des pensions périodiques des régimes de retraite du Groupe sont déterminés sur la base d'évaluations actuarielles impliquant diverses hypothèses actuarielles, les plus significatives étant le taux d'actualisation et le rendement attendu de l'actif des plans. Les hypothèses quant au taux d'actualisation reflètent les taux enregistrés à la date du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix et pour une durée similaire.

La conjecture quant au rendement attendu sur les actifs du régime repose sur une base uniforme, compte tenu des rendements historiques à long terme, l'imputation des actifs et les estimations quant au rendement futur des investissements.

Les résultats actuels qui diffèrent des hypothèses actuarielles ou des changements des hypothèses actuarielles sont enregistrés en tant que gains ou pertes non comptabilisés. Si le gain ou la perte net(te) cumulé(e) non constaté(e) dépasse 10% de la valeur actualisée de l'obligation de prestation ou de la juste valeur des actifs du régime, cet excédent est inscrit dans le compte de résultats sur la durée de service moyenne restante des salariés participant au régime. La prise en compte des gains et pertes actuariels s'effectue séparément pour chaque régime à prestations déterminées. Bien que le Groupe considère que les hypothèses actuarielles soient correctes, les différences significatives apparaissant en pratique et les changements significatifs des hypothèses futures pourraient affecter les obligations de retraite du Groupe et le futur coût périodique net des retraites.

Les informations suivantes illustrent la sensibilité au changement, en date du 31 décembre 2005, quant à certaines hypothèses concernant les régimes de retraite des pays les plus importants du Groupe (Belgique, Allemagne, Etats-Unis et Royaume-Uni).

<i>Evolution de la conjecture</i>	<i>Effet en 2006 sur le coût périodique net prévu avant impôts (en millions d'euros)</i>	<i>Effet au 31 décembre 2005 sur l'obligation de prestations déterminées (en millions d'euros)</i>
Réduction d'un point de pourcentage du taux d'actualisation	17	284
Augmentation d'un point de pourcentage du taux d'actualisation	(16)	(245)
Réduction d'un point de pourcentage du rendement prévu des actifs	10	-
Augmentation d'un point de pourcentage du rendement prévu des actifs	(10)	-

De plus amples informations sont communiquées en annexe 21A.

2. Évaluations comptables critiques et décisions concernant l'application des principes comptables

suite

(e) Prêts à long terme recouvrables – "Vendor Note" pour règlement de la cession de Consumer Imaging

Le 1^{er} novembre 2004, le Groupe a vendu toutes les activités de Consumer Imaging, y compris la production, les ventes et les services liés aux films photographiques, aux produits finis et à l'équipement de laboratoire à AgfaPhoto Holding GmbH. A cet égard, Agfa-Gevaert SA a vendu sa filiale AgfaPhoto Holding GmbH et les filiales de cette dernière (l'ancienne division Consumer Imaging du Groupe) à NannO Foto GmbH, comme convenu dans la Convention de vente par actions datée du 18 août 2004 et modifiée par l'Amendement à la Convention de vente par actions et la Convention de transfert d'actions datées des 2 et 3 novembre 2004. NannO Foto GmbH a ensuite fusionné avec AgfaPhoto Holding GmbH et l'entité fusionnée a été rebaptisée AgfaPhoto Holding GmbH, Leverkusen.

Conformément à la "Convention d'achat par actions", la direction a préparé les états financiers de clôture (comprenant un "Bilan de restructuration" et un "Bilan de clôture") conformément, entre autres, aux "Principes comptables d'Agfa" (reposant sur les normes IAS/IFRS). Les états financiers de clôture ont été vérifiés par le vérificateur légal du Groupe, KPMG Belgium.

La direction a déterminé le prix d'achat, sur la base des états financiers de clôture, à 112 millions d'euros.

Agfa-Gevaert AG et NannO Foto GmbH ont convenu de régler le prix d'achat par le biais d'une "Vendor Note" d'un montant équivalent. La "Vendor Note" est remboursable par Agfa Holding GmbH en douze versements trimestriels les 1^{er} février, 1^{er} mai, 1^{er} août et 1^{er} novembre de chaque année, le premier versement étant fixé au 1^{er} novembre 2005. Un intérêt annuel de 10% est lié à la "Vendor Note".

La "Vendor Note" est totalement garantie par un portefeuille de location-financement de 175 millions d'euros. Les 175 millions d'euros correspondent à la valeur comptable nette des crédits-baux transférés à AgfaPhoto. Par conséquent, la direction a estimé que le risque lié à la "Vendor Note" pouvait être considéré comme faible.

Le Groupe gère le "Vendor Note Collateral Account" sur lequel sont collectés les paiements de location-financement des clients d'AgfaPhoto. Le versement de la "Vendor Note" en date du 1^{er} novembre 2005, d'un montant de 10 millions d'euros augmenté des intérêts courus jusqu'en décembre 2005 (soit un montant total de 11 millions d'euros) a été transféré du "Vendor Note Collateral Account" sur un compte du Groupe. Par conséquent, le bilan en date du 31 décembre 2005 présente une somme à recevoir de 102 millions d'euros à charge d'AgfaPhoto Holding GmbH résultant de la "Convention d'achat par actions" susmentionnée.

L'acheteur a émis des objections (par le biais d'un avis d'opposition) concernant les états financiers de clôture qui, faute d'être résolues, pourraient affecter le prix d'achat de 112 millions d'euros. Le Groupe considère que les revendications et objections exposées dans l'avis d'opposition (i) témoignent de la mauvaise foi d'AgfaPhoto Holding GmbH, (ii) manquent de clarté, (iii) ne sont pas détaillées ni étayées, (iv) ne sont pas conformes aux normes IAS/IFRS, (v) sont arbitraires et incompatibles avec les principes comptables du Groupe et (vi) contiennent des erreurs.

Les objections n'ont pas pu être levées lors des négociations qui ont suivi et les parties ont convenu de soumettre les "éléments contestés" à une entreprise de comptabilité chargée de les examiner et de prendre une décision. Bien que l'issue de cet examen soit incertaine, la direction pense qu'aucune perte concernant le prix d'achat contesté ne devrait être comptabilisée.

(f) Disposition concernant l'insolvabilité d'AgfaPhoto GmbH – anciennes activités Consumer Imaging

Le 1^{er} novembre 2004, le Groupe a vendu toutes les activités de Consumer Imaging, y compris la production, les ventes et les services liés aux films photographiques, aux produits finis et à l'équipement de laboratoire à AgfaPhoto Holding GmbH. Depuis lors, le business group Consumer Imaging a été exploité par un groupe d'entreprises sous le nom d'AgfaPhoto. A la fin du mois de mai 2005, AgfaPhoto GmbH a déposé le bilan et en octobre 2005, le curateur a décidé de liquider l'entreprise. Bien qu'AgfaPhoto GmbH soit une entreprise privée opérant de façon totalement distincte du Groupe, son insolvabilité et sa liquidation ont affecté le Groupe de diverses façons. Conformément à la Convention d'achat par actions, le Groupe avait accepté, pour une durée limitée, d'intervenir en tant que fournisseur de services et distributeur pour AgfaPhoto. En tant que tel, le Groupe a préfinancé le capital d'exploitation d'AgfaPhoto, dont le remboursement est opéré par le biais de l'encaissement de créances clients. Afin de

2. Évaluations comptables critiques et décisions concernant l'application des principes comptables

suite

couvrir les pertes probables liées à l'accord de distribution et aux autres créances et coûts tels que les frais environnementaux et de nettoyage, le Groupe comptabilise une provision de 55 millions d'euros.

Le Groupe est également confronté à plusieurs plaintes d'employés Agfa qui avaient été mutés chez AgfaPhoto. Le Groupe est convaincu d'avoir communiqué des informations correctes et complètes en temps opportun aux organes consultatifs concernés ainsi qu'au personnel et d'avoir agi en stricte conformité avec les procédures légales de consultation et les réglementations applicables.

Le Groupe comptabilise des provisions en cas de perte potentielle étant donné qu'il considère qu'une perte est probable et que le montant de la perte peut être raisonnablement estimé. Les provisions pour les pertes potentielles reposent sur des conjectures et évaluations, ainsi que sur la recommandation d'un conseil judiciaire sur la base de l'issue probable de l'affaire. En cas de nouveaux développements ou de l'émergence de nouvelles informations, il est possible que les conjectures et évaluations susmentionnées évoluent.

Bien qu'il ne soit pas possible de prédire l'issue de l'affaire avec certitude, le Groupe ne pense pas qu'une issue différente des conjectures et évaluations devrait avoir des conséquences préjudiciables graves sur sa situation financière et les résultats d'exploitation à l'avenir.

Pour plus d'informations, consultez les annexes 15 et 27.

(g) Constatation des produits

Les récentes acquisitions de Symphonie On Line, GWI et Heartlab, principalement, ont dans une certaine mesure fait de HealthCare le leader mondial de l'informatique hospitalière. Bien que les transactions concernant les revenus générés par les logiciels soient comptabilisés régulièrement moyennant l'application des principes comptables en vigueur, le Groupe envisage d'adapter sa politique de reconnaissance des produits logiciels en tenant compte de la complexité croissante de ses arrangements en matière de logiciels.

3. Sociétés consolidées

Les Etats Financiers Consolidés du Groupe pour 2005 recouvrent la Société et 102 filiales consolidées (2004: 81 filiales consolidées) contrôlées par la Société. De plus amples informations sont communiquées en annexe 30.

10 filiales (2004: 13 filiales) qui, globalement n'ont qu'une importance très relative en regard de la valeur nette, de la situation financière et des bénéfices du Groupe, ont été exclues de la consolidation en 2005. Globalement, les filiales exclues représentent moins de 1% des ventes du Groupe.

En septembre 2005, les comptes d'Agfa OOO Ltd. (Moscou/Russie) ont été inclus pour la première fois dans la consolidation, à partir du 1^{er} janvier 2005.

Voici la liste des acquisitions matérielles Groupe en 2005:

Le 13 janvier 2005, le Groupe a acquis toutes les parts de GWI. GWI est une AG allemande privée fondée en 1990 et ayant son siège social à Bonn, en Allemagne. Elle développe et commercialise des solutions informatiques administratives et hospitalières, principalement via sa solution IT entièrement intégrée et modulable ORBIS®. Le prix d'achat a été fixé à un paiement initial de 256,5 millions d'euros suivi d'un versement sur les bénéfices futurs de 95 millions d'euros maximum, en fonction de l'atteinte de certains objectifs commerciaux.

Le 1^{er} juin 2005, la Société a acquis toutes les parts de Heartlab, Inc. pour un montant de 112 millions d'euros. Heartlab, Inc. est un concepteur et fournisseur de réseaux d'imagerie et d'information destinés à la cardiologie. Le prix d'achat prévoit un versement sur les bénéfices futurs de 4 millions d'euros, en fonction de l'atteinte d'objectifs convenus contractuellement.

Le 1^{er} juin 2005, le Groupe a acquis les parts restantes (70%) de Med2Rad, pour 3,4 millions d'euros. En 2002, le Groupe avait acquis 30% des parts de Med2Rad. Med2Rad développe et distribue des systèmes RIS (Radiology Information Systems) en Italie.

4. Publication d'informations sectorielles

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire les trois business groups: Graphics, HealthCare et Specialty Products. Le second format sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe.

Les Business Segments exercent les activités suivantes:

Graphics fournit des solutions prépresse complètes, y compris les consommables, les équipements et les logiciels sur les marchés des imprimeries commerciales, des journaux et des matériaux d'emballage. Il fournit également des systèmes d'impression complets destinés au marché de l'impression jet d'encre industrielle.

HealthCare fournit aux hôpitaux et aux autres centres de soins de santé des systèmes à la pointe de la technologie, dont des consommables, des équipements, des logiciels et des services permettant la capture, le traitement et la gestion d'images de diagnostic et des solutions IT intégrant les systèmes cliniques existants, y compris les informations de diagnostic, et les informations administratives à travers tous les services hospitaliers.

Specialty Products se concentre sur la production de consommables spécifique pour les industries spécialisées. Son portefeuille comprend principalement les pellicules cinématographiques, les microfilms et les films pour essais non destructifs. Pour des raisons de reporting, les résultats, l'actif et le passif inhérents à la convention de service, de distribution et d'approvisionnement passée avec AgfaPhoto sont présentés au sein de Specialty Products, de pair avec le passif lié à l'ancien business group Consumer Imaging qui demeure dans le Groupe. Les coûts et les provisions liées à l'insolvabilité des entreprises du Groupe AgfaPhoto sont également rapportés dans ce segment (annexe 15).

Les chiffres précédemment rapportés sous le titre "Activités abandonnées" dans le premier format de rapport sont mentionnés dans le business segment "Specialty Products".

Les chiffres précédemment rapportés sous le titre "Activités abandonnées" dans le second format de rapport sont mentionnés sous les régions géographiques concernées.

Les données clés par business group et par région géographique ont été calculées comme suit:

- La rentabilité sur chiffre d'affaires correspond au rapport "résultat d'exploitation" / "ventes".
- L'excédent brut d'exploitation correspond à la différence entre l'encaissement et le décaissement, avant prise en compte d'un quelconque emploi de fonds.
- Les dépenses sectorielles en capital représentent le total des coûts engagés pendant la période pour acquérir des éléments d'actif sectoriels dont l'utilisation devrait s'étaler sur plusieurs années.
- Le résultat sectoriel correspond à la différence entre les produits sectoriels et les charges sectorielles, à l'exclusion des frais administratifs.

4. Publication d'informations sectorielles

suite

Les données clés par business segment et par région

	Graphics		HealthCare	
MILLIONS D'EUROS	2005	2004	2005	2004
Chiffre d'affaires (externe)	1.733	1.673	1.405	1.361
Évolution	3,6%	3,1%	3,2%	(3,3)%
Résultat d'exploitation	53	169***	138	192
Rentabilité sur chiffre d'affaires	3,1%	10,1%	9,8%	14,1%
Résultat sectoriel	167	286	238	281
Actif sectoriel	1.246	1.139	1.716	1.027
Passif sectoriel	624	667	765	556
Excédent brut d'exploitation	56	118	134	252
Dépenses en capital	42	51	58	35
Amortissements et dépréciations	80	70	74	78
Pertes de valeur imputées	-	1	-	2
Autres dépenses hors trésorerie	107	-	187	-
Autres dépenses hors trésorerie (sans annulation des provisions)	-	1	-	13
Frais de recherche et de développement	73	66	116	85
Nombre de salariés en fin d'exercice (temps pleins)	7.154	7.165	7.197	6.438

(*) retraité conformément à la norme IFRS 5 *Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations*

(**) retraité suite à l'impact de l'adoption de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*

(***) inclus les gains liés à la vente d'Agfa Monotype Corp. (126 millions d'euros)

	Europe		ALENA	
MILLIONS D'EUROS	2005	2004 ^(*)	2005	2004 ^(*)
Chiffre d'affaires (externe) par marché	1.733	1.948	815	954
Chiffre d'affaires (externe) par point d'origine	1.916	2.171	799	934
Évolution	(11,7)%	(10,6)%	(14,5)%	(13,0)%
Actif sectoriel	2.062	1.461	678	503
Passif sectoriel	1.478	1.277	307	285
Résultat d'exploitation	37	(323)	57	176
Rentabilité sur chiffre d'affaires	1,9%	(14,9)%	7,1%	18,8%
Dépenses en capital	89	86	7	9
Amortissements et dépréciations	126	114	18	43
Pertes de valeur imputées	-	113	-	1
Frais de recherche et de développement	153	150	36	40
Nombre de salariés en fin d'exercice (temps pleins)	10.308	9.893	2.586	2.951
Nombre de salariés en fin d'exercice (équivalents temps plein)				

(*) retraité conformément à la norme IFRS 5 *Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations*.

(**) retraité suite à l'impact de l'adoption de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*

4. Publication d'informations sectorielles

suite

<i>Specialty Products</i>		<i>Groupe Agfa-Gevaert</i>	
2005	2004 ^(*)	2005	2004
170	728	3.308	3.762
-	-	(12,1)%	(10,7)%
(59)	(490)	132	(129)**
-	-	4,0%	(3,4)%
(45)	(427)	360	140**
126	110	3.088	2.276
472	397	1.861	1.620
(57)	(126)	133	244**
6	26	106	112
7	27	161	175
-	113	-	116
83	-	377	-
-	58	-	72
2	40	191	191
488	1.116	14.839	14.719

<i>Amérique latine</i>		<i>Asie/Afrique/ Australie</i>		<i>Groupe Agfa-Gevaert</i>	
2005	2004 ^(*)	2005	2004 ^(*)	2005	2004
159	164	601	696	3.308	3.762
136	141	457	516	3.308	3.762
(3,5)%	(4,1)%	(11,4)%	(8,8)%	(12,1)%	(10,7)%
97	74	251	238	3.088	2.276
18	10	58	48	1.861	1.620
14	10	24	8	132	(129)**
10,3%	7,1%	5,3%	1,6%	4,0%	(3,4)%
3	4	7	13	106	112
6	7	11	11	161	175
-	-	-	2	-	116
-	-	2	1	191	191
581	591	1.364	1.284	14.839	14.719
				14.442	14.387

4. Publication d'informations sectorielles

suite

Rapprochement des actifs et passifs sectoriels et des totaux du bilan et rapprochement du résultat sectoriel et du résultat total du Groupe.

MILLIONS D'EUROS	2005	2004 ^(*)
Résultat sectoriel	360	140
Frais généraux d'administration	(228)	(269)
Produits (charges) d'intérêts – net	(18)	(19)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	(7)	(37)
Impôts sur les bénéfices	(125)	39
Intérêts minoritaires	(1)	1
Résultat net pour la période comptable	(19)	(145)
Actif sectoriel	3.088	2.276
Investissements	32	38
Prêts à long terme recouvrables	102	112
Créances au titre de contrats de location-financement	272	249
Liquidités et équivalents de liquidités	169	293
Actif d'impôts différés	287	310
Instruments financiers dérivés	3	17
Autres créances non affectées	29	61
Actif total	3.982	3.356
Passif sectoriel	1.861	1.620
Dettes financières	848	486
Passif d'impôts différés	111	37
Fonds propres	1.032	1.082
Instruments financiers dérivés	16	7
Autres dettes non affectées	114	124
Passif total	3.982	3.356

(*) retraité suite à l'impact de l'adoption de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*

Acquisitions réalisées en 2005

L'incidence de l'acquisition de GWI, Heartlab et Med2Rad sur l'actif et le passif du Groupe est expliquée dans le tableau suivant:

MILLIONS D'EUROS	GWI	Heartlab	Med2Rad	Total
Actif incorporel avec durée de vie utile indéfinie				
Marques commerciales	17			17
Actif incorporel avec durée de vie utile définie				
Technologie	147	27	1	175
Marques commerciales	2	1	-	3
Actif incorporel lié à la clientèle	72	7	2	81
Autre	1	-	-	1
Goodwill	206	77	3	286
Immobilisations corporelles	4	7	-	11
Investissements et autres titres	1	-	-	1
Stocks	4	3	-	7
Créances commerciales	29	6	1	36
Autres créances	7	1	-	8
Liquidités et équivalents de liquidités	9	1	1	11
Intérêts minoritaires	(1)	-	-	(1)
Dettes pour avantages liés à la retraite	(1)	-	-	(1)
Dettes pour engagements de personnel	-	(2)	-	(2)
Dettes financières	(21)	(1)	-	(22)
Dettes commerciales	(16)	(3)	(1)	(20)
Dettes fiscales	(5)	-	(1)	(6)
Provisions	(4)	-	-	(4)
Autres dettes	(19)	(6)	-	(25)
Passif d'impôts différés	(82)	(6)	(1)	(89)
Montant versé (incl. frais d'acquisition)	350	112	5	467
Montant déjà versé lors des périodes précédentes	-	-	(1)	(1)
Liquidités acquises	(9)	(1)	(1)	(11)
Indexation sur bénéfices futurs	(90)	(4)	-	(94)
Sortie de fonds nette	251	107	3	361

Le 13 janvier 2005, le Groupe a acquis toutes les parts de GWI. Le prix d'achat a été fixé à un paiement initial de 256,5 millions d'euros suivi d'un versement sur les bénéfices futurs de 95 millions d'euros maximum, actualisé sur 3 années (valeur actualisée: 89,9 millions d'euros). Ce versement sur les bénéfices dépend de l'atteinte d'objectifs commerciaux spécifiques.

En janvier 2006, une partie de ce versement sur bénéfices (52,5 millions d'euros) a été payée suite à l'atteinte de certains objectifs.

Le 1^{er} juin 2005, le Groupe a acquis toutes les parts d'Heartlab Inc., un concepteur et fournisseur leader de réseaux d'imagerie et d'information destinés à la cardiologie. Le prix d'acquisition de 112 millions d'euros comporte un versement sur les bénéfices de 4 millions d'euros, en fonction de l'atteinte d'objectifs convenus contractuellement.

La technologie acquise, les marques commerciales et l'actif incorporel lié à la clientèle sont amortis sur 3 à 20 ans.

Le goodwill est principalement inhérent aux synergies d'exploitation et au regroupement des effectifs.

5. Acquisitions et cessions

5. Acquisitions et cessions

suite

Acquisitions réalisées en 2004

L'incidence de l'acquisition de Lastra, Symphonie On Line et ProImage sur l'actif et le passif du Groupe est expliquée dans le tableau suivant:

MILLIONS D'EUROS	Lastra	Symphonie On Line	Dotrix	ProImage	Total
Actif incorporel avec durée de vie utile définie					
Technologie	10	9	6	1	26
Appellations commerciales	1	-	-	1	2
Contrats clientèle	-	4	-	2	6
Contrats d'achat	7	-	-	-	7
Goodwill	9	25	-	5	39
Immobilisations corporelles	72	3	-	-	75
Investissements et autres titres	14	-	-	-	14
Stocks	60	-	2	-	62
Créances commerciales	44	15	3	1	63
Autres créances	6	3	2	-	11
Charges à reporter	1	-	-	-	1
Actif d'impôts différés	11	-	-	-	11
Liquidités et équivalents de liquidités	11	1	-	-	12
Dettes pour avantages liés à la retraite	(6)	(1)	-	-	(7)
Dettes pour engagements de personnel	(1)	(2)	-	-	(3)
Dettes financières	(96)	(6)	-	-	(102)
Dettes commerciales	(31)	(3)	(4)	-	(38)
Dettes fiscales	-	(7)	-	-	(7)
Autres dettes	(7)	(1)	(1)	-	(9)
Provisions	(1)	-	(1)	-	(2)
Produit reporté	(4)	-	-	-	(4)
Instruments financiers dérivés	(8)	-	-	-	(8)
Passif d'impôts différés	(13)	-	-	(1)	(14)
Intérêts minoritaires	(1)	-	-	-	(1)
Montant versé	78	40	7	9	134
Liquidités acquises	(11)	(1)	-	-	(12)
Sortie de fonds nette	67	39	7	9	122

Acquisition de Lastra

En 2005, l'actif net initial acquis a été ajusté postérieurement de 3 millions d'euros et a été refinancé par les Vendeurs. L'ajustement du prix d'acquisition a été enregistré comme goodwill.

Acquisition de Symphonie On Line

En 2005, l'actif initial net acquis a été ajusté postérieurement en vue de la comptabilisation d'une provision pour un litige juridique. Il a été convenu contractuellement que l'Entreprise serait refinancée par les Vendeurs. Par conséquent, toutes les indemnités à verser par les Vendeurs ont été traitées comme des ajustements du prix d'acquisition (6 millions d'euros).

Cessions 2004

L'incidence de la cession du business segment "Consumer Imaging » sur les résultats, l'actif et le passif du Groupe est expliquée au tableau suivant:

MILLIONS D'EUROS	2004		
	<i>Recettes et dépenses, perte sur la cession exclue</i>	<i>Perte sur la cession ¹</i>	<i>Résultat des activités abandonnées</i>
Chiffre d'affaires	599		599
Dépenses d'exploitation	(661)	(430)	(1.091)
Résultat d'exploitation des activités abandonnées	(62)	(430)	(492)
Résultat hors exploitation	(2)		(2)
Résultat (perte) avant impôts	(64)	(430)	(494)
Impôts sur les bénéfices	15	139	154
Résultat (perte) net après impôts	(49)	(291)	(340)

¹ La perte sur la cession résulte de divers facteurs:

Prix d'achat réglé via une "Vendor Note" (annexe 15)	112
Actif net transféré ²	(382)
Perte sur l'actif net vendu	(270)
Pertes de valeur	(113)
Autres dépenses liées à la cession	(47)

Perte totale sur la cession (430)

Parmi les autres dépenses principales inhérentes à la cession, citons les coûts de migration vers SAP et les frais de conseil juridique, d'audit et de consultance.

² L'actif net transféré inclut les éléments suivants:

Actif incorporel ³	0
Immobilisations corporelles ³	0
Investissements	3
Stocks	208
Créances commerciales	182
Crédits-baux recouvrables	175
Autres créances	16
Charges à reporter	1
Actif d'impôts différés	6
Dettes pour avantages liés à la retraite	(72)
Dépenses de personnel	(20)
Provisions à long terme	(11)
Dettes financières	(1)
Dettes commerciales	(49)
Autres dettes	(8)
Provisions à court terme	(48)

Total de l'actif net transféré 382

³ L'actif incorporel et l'actif corporel transférés ont été totalement dépréciés à la suite de la cession (111 millions d'euros). Les 2 millions d'euros restants concernent les investissements.

5. Acquisitions et cessions
suite

5. Acquisitions et cessions

suite

La cession d'Agfa Monotype Corporation a eu l'impact suivant sur l'actif et le passif du Groupe:

MILLIONS D'EUROS

Immobilisations incorporelles	3
Immobilisations corporelles	1
Créances commerciales	7
Autres créances	3
Actif d'impôts différés	1
Dettes commerciales	(1)
Autres dettes	(11)
Gains sur la cession de NDT	126
Montant reçu	129
Rentrées de liquidités résultant des cessions	129

Le bénéfice avant impôt sur la cession s'élève à 126 millions d'euros (80 millions d'euros après impôt). Les coûts directement liés à la cession se montent à 8 millions d'euros.

6. Autres produits d'exploitation

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Gains de change	183	249
Changements de la juste valeur des instruments financiers	37	54
Amendement du régime de santé post-retraite	25	-
Produits de location-financement	21	32
Plus-values sur cession d'actifs immobilisés	12	26
Récupération des provisions inutilisées	6	6
Revenus locatifs	3	7
Redevances	1	1
Bénéfice sur la cession d'Agfa Monotype Corp. (annexe 5)	-	126
Autres produits	38	39
TOTAL	326	540

7. Autres charges d'exploitation

MILLIONS D'EUROS	2005	2004 ^(*)
Pertes de change	183	249
Provision inhérente à l'insolvabilité du groupe d'entreprises d'AgfaPhoto	55	-
Frais de restructuration	50	105
Changements de la juste valeur des instruments financiers	44	58
Réductions de valeur sur créances	13	39
Provisions	2	6
Moins-values résultant de la cession d'actifs immobilisés	1	9
Loyers	1	2
Impôts fonciers	1	1
Perte sur la cession de Consumer Imaging (annexe 5)	-	430
Amortissement du goodwill	-	29
Dépenses inhérentes à la cession d'Agfa Monotype Corp.	-	8
Autres charges	54	69
TOTAL	404	1.005

(*) comme figurant dans le rapport de 2004, retraité en fonction de l'impact de l'adoption de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*

Frais de restructuration

En 2005, le Groupe a enregistré des frais de restructuration d'un montant de 50 millions d'euros. Ces dépenses comprenaient des indemnités de licenciement pour un montant de 48 millions d'euros, des destructions de stocks pour 1 million d'euros et d'autres frais s'élevant à 1 million d'euros.

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Revenus des autres titres et prêts inclus dans les investissements	1	-
Autres intérêts et produits similaires	20	17
Autres intérêts et charges similaires	(39)	(36)
TOTAL	(18)	(19)

8. Produits (charges) d'intérêts

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Couverture fonds propres – réduction de capital	26	-
Gains (pertes) de change	7	7
Gains (pertes) de réévaluation sur des instruments financiers	(5)	1
Réductions de valeur/pertes de valeur imputées à d'autres investissements	-	(3)
Fraction des intérêts issus des provisions productives d'intérêts	(34)	(40)
Produits (charges) divers hors exploitation	(1)	(2)
TOTAL	(7)	(37)

9. Autres produits (charges) hors exploitation

La part des intérêts des provisions productives d'intérêts comprend avant tout la dotation aux intérêts relative aux provisions pour engagement de personnel pour les retraites et autres avantages liés à la retraite.

Enregistrés dans le compte de résultat

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Impôts courants	106	(84)
Charges fiscales/produits fiscaux différés	19	123
Total des charges fiscales (dépendances)/produits fiscaux dans le compte de résultats	(125)	39

10. Impôts sur les résultats**Rapport entre les charges fiscales et le bénéfice comptable**

Résumé 2005

MILLIONS D'EUROS	Base de calcul	Charges fiscales/produits fiscaux	Taux d'imposition
Bénéfice comptable avant impôts et avant écritures de consolidation	121	125	103,31%
Écritures de consolidation (principalement liées aux dividendes inter-sociétés)	(14)		
Bénéfice comptable avant impôts	107	125	116,82%

10. Impôts sur les résultats

suite

État de rapprochement du taux d'imposition réel

MILLIONS D'EUROS	Avant écritures de consolidation	Écritures de consolidation	Après écritures de consolidation
Bénéfice comptable avant impôts	121	(14)	107
Charges fiscales théoriques	34	0	34
Taux d'imposition théorique ^(*)	28,10%		31,78%
Dépenses non déductibles fiscalement	7		7
Impact du statut fiscal spécial:			
Centre de coordination belge	(20)		(20)
Réductions de valeurs taxables sur actions	15		15
Actif d'impôts reportés non comptabilisés sur écarts temporaires	14		14
Montant des redressements fiscaux	4		4
Contre-passation d'impôts différés enregistrés l'année dernière sur la base d'une planification fiscale ^(**)	54		54
Contre-passation impôts différés enregistrés les années précédentes Autre	1		1
Économies d'impôts résultant de l'utilisation des pertes fiscales	7		7
Économies d'impôts utilisées résultant de l'utilisation des pertes fiscales	(1)		(1)
Produits fiscaux comptabilisés sur les pertes des années précédentes	(1)		(1)
Passif d'impôts différés sur la taxation des dividendes attendus dans un futur prévisible	3		3
Plus-value de capital sur la vente d'un immeuble: pour provisions fiscales comptabilisées en 2005; pour inscription au rapport de 2006	2		2
Crédits fiscaux pour lesquels aucun actif d'impôts différé n'a été comptabilisé	6		6
Charges fiscales effectives / (produits fiscaux)	125		125
Taux d'imposition effectif			116,82%

(*) le taux d'imposition théorique est la moyenne pondérée du taux d'imposition de la Société et de toutes les filiales incluses dans la consolidation

(**) pour plus d'informations, consultez l'annexe 15 "Cession de Consumer Imaging – activités abandonnées"

Résumé 2004

MILLIONS D'EUROS	Base de calcul	Charge fiscales/ produits fiscaux	Taux d'imposition
Bénéfice comptable avant impôts et avant écritures de consolidation	(107)	(39)	36,45%
Écritures de consolidation (principalement liées aux dividendes inter-sociétés)	(76)		
Bénéfice comptable avant impôts	(183)	(39)	21,31%

État de rapprochement du taux d'imposition réel

MILLIONS D'EUROS	Avant écritures de consolidation	Écritures de consolidation	Après écritures de consolidation
Bénéfice comptable avant impôts	(107)	(76)	(183)
Charges fiscales théoriques	(52)	0	(52)
Taux d'imposition théorique ^(*)	48,60%		28,42%
Dépenses non déductibles fiscalement	9		9
Amortissement du goodwill non déductible à des fins fiscal	4		4
Impact du statut fiscal spécial:			
Centre de coordination belge	(22)		(22)
Produits fiscaux exemptés liés à l'exonération des dividendes	(30)		(30)
Réductions de valeurs taxables sur actions	1		1
Crédit d'impôt résultant de la déduction des participations	(5)		(5)
Montant des redressements fiscaux	4		4
Économies d'impôts utilisées résultant de l'utilisation des pertes fiscales	(1)		(1)
Économies d'impôts résultant de l'utilisation des pertes fiscales	8		8
Impôts comptabilisés sur les pertes des années précédentes	(1)		(1)
Cession de Consumer Imaging			
Eléments non agréés résultant de la perte sur la vente des parts de CI Hold Co dans AgfaPhoto	160		160
Déblocage des soldes d'impôts différés sur l'actif net de Consumer Imaging	(6)		(6)
Actif des impôts différés inhérents à une planification fiscale: basé sur une perte estimée sur l'investissement dans Agfa-Gevaert AG	(108)		(108)
Charges fiscales (produits fiscaux) effectives	(39)		(39)
Taux d'imposition effectif			21,31%

(*) Le taux d'imposition théorique est la moyenne pondérée du taux d'imposition de la Société et de toutes les filiales incluses dans la consolidation

10. Impôts sur les résultats
suite

10. Impôts sur les résultats

suite

Actif et passif d'impôts différés

L'actif et le passif d'impôts différés se répartissent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	31 DÉCEMBRE 2005			31 DÉCEMBRE 2004		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Immobilisations incorporelles	61	104	(43)	50	9	41
Immobilisations corporelles	11	51	(40)	10	53	(43)
Investissements	(3)	-	(3)	(3)	-	(3)
Stocks	30	2	28	34	9	25
Créances	74	10	64	57	5	52
Provisions et dettes						
pour avantages liés à la retraite	125	31	94	110	33	77
Autres actifs circulants						
et autres dettes	23	85	(62)	5	70	(65)
Actif et passif d'impôts différés liés à des écarts temporaires	321	283	38	263	179	84
Reports de pertes prospectifs	112	-	112	165	-	165
Crédits d'impôt en excès	26	-	26	24	-	24
Actif/passif d'impôts différés	459	283	176	452	179	273
Compensation fiscale	(172)	(172)	-	(142)	(142)	-
Actif/passif d'impôts nets	287	111	176	310	37	273

Actifs d'impôts différés non imputés

Les actifs d'impôt différés n'ont pas été imputés en ce qui concerne les "reports de pertes fiscales", les "crédits fiscaux" et les "écarts temporaires" pour les montants communiqués ci-après parce qu'il est improbable que le bénéfice imposable futur soit disponible pour que le Groupe puisse en tirer profit.

- Reports de pertes prospectifs: 19 millions d'euros (2004: 19 millions d'euros);
- Crédits fiscaux: 6 millions d'euros;
- Différences temporaires: 14 millions d'euros.

Au moment de la cession de Consumer Imaging, un actif d'impôts différés s'élevant à 108 millions d'euros a été imputé sur la base de la perte estimée de l'investissement dans Agfa-Gevaert AG (reports de pertes prospectifs sur planification fiscale). Etant donné l'insolvabilité d'AgfaPhoto GmbH, la perte estimée sur l'investissement mentionné ci-avant sera réalisée plus tard que prévu, et par conséquent, il en ira de même pour l'utilisation de ces pertes fiscales. Afin de refléter correctement cette forte incertitude dans ses états financiers, le Groupe a décidé d'annuler 54 millions d'euros d'actifs d'impôts différés. Cette entrée a considérablement influencé le taux fiscal effectif du Groupe.

Évolution des écarts temporaires en 2004

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2004	Change- ment de périmètre (annexe 3)	Inscrit dans le résultat	Écarts de conversion	31 déc. 2005
Immobilisations incorporelles	41	(102)	18	-	(43)
Immobilisations corporelles	(43)	(1)	4	-	(40)
Investissements	(3)	-	-	-	(3)
Stocks	25	-	1	2	28
Créances	52	-	12	-	64
Provisions et dettes pour avantages liés à la retraite	77	1	7	9	94
Autres actifs circulants et autres dettes	(65)	3	1	(1)	(62)
Actif et passif d'impôts différés liés à des différences temporaires	84	(99)	43	10	38
Reports de pertes prospectifs	165	8	(62)	1	112
Crédits d'impôt en excès	24	2	-	-	26
Actif/passif d'impôts différés	273	(89)	(19)	11	176

En 2005, les frais de personnel se sont montés à 1.060 millions d'euros comparativement à 1.167 millions d'euros en 2004. La répartition des frais de personnel est la suivante:

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Salaires et traitements	839	916
Charges sociales	221	251
TOTAL	1.060	1.167

Le nombre moyen de salariés à temps plein en 2005 a été d'environ 14.722 (2004: 16.224). Répertoire par fonction au sein de l'entreprise, ce nombre moyen peut se répartir comme suit:

	2005	2004
Production / Ingénierie	5.003	5.849
Recherche et développement	1.516	1.433
Ventes et Marketing	5.443	5.758
Administration	2.760	3.184
TOTAL	14.722	16.224

10. Impôts sur les résultats
suite**11. Frais de personnel**

12. Immobilisations incorporelles

MILLIONS D'EUROS	Goodwill	Actif incorporel avec durée de vie utile indéfinie	Coûts de développement capitalisés	Technologie
		Marques commerciales		
Valeur comptable brute				
31 décembre 2004	399	-	-	-
Écarts de conversion	42	-	-	2
Changement du périmètre de consolidation	286	17	-	176
Dépenses en capital	1	-	11	-
Modifications apportées aux principes comptables	6	-	-	-
Ajustements goodwill de l'année précédente	(3)	-	-	-
Reprises	-	-	-	-
Transferts	(138)	-	-	24
Valeur comptable brute				
31 décembre 2005	593	17	11	202
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2004	138	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-	-
Changement du périmètre de consolidation	-	-	-	1
Amortissements et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	-	-	1	16
Reprises	-	-	-	-
Transferts	(138)	-	-	5
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2005	-	-	1	22
Valeur comptable nette				
31 décembre 2004	261	-	-	-
Valeur comptable nette				
31 décembre 2005	593	17	10	180

Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs.

12. Immobilisations incorporelles

suite

<i>Actif incorporel avec durée de vie utile définie</i>					<i>Total</i>
<i>Relations contractuelles avec la clientèle</i>	<i>Marques commerciales</i>	<i>Systèmes d'information de la direction</i>	<i>Droits de propriété industrielle et autres licences</i>	<i>Paielements anticipés pour acquisitions d'immobilisation incorporelle</i>	
-	-	76	109	1	585
1	-	6	3	-	54
85	3	-	4	-	571
-	-	3	12	1	28
-	-	-	-	-	6
-	-	-	-	-	(3)
-	-	-	(5)	-	(5)
6	2	2	(33)	(1)	(138)
92	5	87	90	1	1.098
-	-	54	55	-	247
-	-	6	3	-	9
4	-	-	3	-	8
9	1	11	15	-	53
-	-	-	(5)	-	(5)
1	-	-	(6)	-	(138)
14	1	71	65	-	174
-	-	22	54	1	338
78	4	16	25	1	924

12. Immobilisations incorporelles suite

Tests de dépréciation du goodwill

Pour les états financiers du Groupe, le goodwill est testé en vue d'identifier une éventuelle dépréciation en comparant la valeur comptable de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) à sa valeur d'usage.

Dans la lignée de la définition d'unités génératrices de trésorerie, la direction du Groupe a identifié les business segments comme UGT, c'est-à-dire Graphics, HealthCare et Specialty Products.

La valeur d'usage est la valeur en cours des flux de trésorerie futurs estimés dérivés de la planification à long terme actuelle du Groupe.

Le Groupe calcule le coût du capital en fonction de la formule CMPC (coût moyen pondéré du capital). Le coût des capitaux propres correspond au rendement attendu par les actionnaires et est calculé à partir des informations du marché des capitaux. Le coût de la dette utilisé pour le calcul du CMPC repose sur les conditions d'émission d'une obligation de société.

Les taux d'actualisation avant impôts utilisés pour calculer les valeurs actuelles des flux de trésorerie futurs estimés sont dérivés du CMPC par itération.

UGT Graphics

Le 31 décembre 2005, la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie "Graphics" comprenait un goodwill de 32 millions d'euros.

Pour l'unité génératrice de trésorerie "Graphics", la valeur d'usage calculée est supérieure à sa valeur comptable. La valeur d'usage de l'UGT Graphics a été déterminée sur la base des projections de flux de trésorerie pour les 15 prochaines années. Pour les 5 premières années, les flux de trésorerie reposent sur un plan opérationnel approuvé précédemment par le Conseil d'administration; pour les années 5 à 15 les flux reposent sur les meilleures attentes faites par le management de cette unité opérationnelle. Après 15 ans, une valeur terminale est calculée sur la base d'un taux de croissance de 2%.

La direction a déterminé les principales hypothèses suivantes sur la base des performances antérieures et de ses attentes au niveau du développement du marché:

- Taux d'actualisation avant impôts: 9,25%;
- Taux de croissance final (après 15 ans): 2%;
- Ventes: la direction prévoit une croissance normale du marché au niveau des activités prépresse mais une forte croissance des applications jet d'encre.
- Marge brute: la marge brute devrait provenir des ventes des activités jet d'encre en général et de la vente d'encres en particulier.

UGT HealthCare

Au 31 décembre 2005, la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie "Healthcare" comprenait un goodwill de 560 millions d'euros.

Pour l'UGT "HealthCare", la valeur d'usage calculée est supérieure à la valeur comptable. La valeur d'usage de l'UGT HealthCare a été déterminée sur la base des projections de flux de trésorerie pour les 5 prochaines années. Les projections de flux de trésorerie reposent sur un plan approuvé antérieurement par le Conseil d'administration. La croissance globale de HealthCare IT est le principal moteur de réalisation de son business plan, grâce à l'introduction de solutions IT existantes – par exemple, IMPAX, ORBIS®, Cardio – dans divers pays du globe.

La direction a déterminé les principales hypothèses suivantes sur la base des performances antérieures et de ses attentes au niveau du développement du marché:

- Taux d'actualisation avant impôts: 9,75%;
- Taux de croissance final (après 5 ans): 2%;
- La direction prévoit une forte croissance des ventes de HealthCare IT.

UGT Specialty Products

Le 31 décembre 2005, la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie "Specialty Products" comportait un goodwill de 1 million d'euros.

Pour l'UGT "Specialty Products", la valeur d'usage calculée est supérieure à la valeur comptable. La valeur d'usage de l'UGT Specialty Products a été déterminée sur la base des projections de flux de trésorerie pour les 5 prochaines années. Les projections de flux de trésorerie reposent sur un plan approuvé antérieurement par le Conseil d'administration. Le plan quinquennal du business segment Specialty Products prévoit une croissance dans les domaines ID&S et Advanced Materials, croissance qui devrait largement compenser le recul attendu au niveau des autres lignes de production. La direction attend par conséquent une amélioration de la marge brute.

MILLIONS D'EUROS	Terrains, constructions et infrastructure	Machines et équipements techniques	Mobiliers, aménagement et autres équipements	En-cours de fabrication et paiements anticipés faits aux fournisseurs et entrepreneurs	Total
Valeur comptable brute					
au 31 décembre 2004	464	1.573	248	37	2.322
Écarts de conversion	14	38	12	1	65
Changement du périmètre de consolidation	3	4	14	-	21
Dépenses en capital	4	38	17	19	78
Reprises	(25)	(54)	(23)	(1)	(103)
Transferts	(5)	32	(3)	(36)	(12)
Valeur comptable brute					
au 31 décembre 2005	455	1.631	265	20	2.371
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2004	288	1.312	203	-	1.803
Écarts de conversion	6	27	9	-	42
Changement du périmètre de consolidation	-	2	8	-	10
Amortissements et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	11	73	24	-	108
Reprises	(16)	(52)	(19)	-	(87)
Transferts	(3)	(2)	(2)	-	(7)
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2005	286	1.360	223	-	1.869
Valeur comptable nette					
au 31 décembre 2004	176	261	45	37	519
Valeur comptable nette					
au 31 décembre 2005	169	271	42	20	502

Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs.

Le Groupe loue des bâtiments, des infrastructures et du matériel de production en vertu de divers contrats de location-financement. À l'échéance de ces contrats, le Groupe a la possibilité d'acheter l'actif loué à un tarif préférentiel. Au 31 décembre 2005, la valeur comptable nette des actifs immobilisés faisant l'objet d'un contrat de location-financement se montait à 17 millions d'euros (2004: 22 millions d'euros). Le matériel pris en location fait l'objet d'engagements (remarque 22). Les paiements de loyers n'incluent pas les loyers conditionnels.

12. Immobilisations incorporelles
suite**13. Immobilisations corporelles**

13. Immobilisations corporelles

suite

Le Groupe, en sa qualité de bailleur, a inclus des actifs faisant l'objet de baux d'exploitation dans le bilan, sous la mention "Autres équipements". Les actifs loués sont amortis conformément à la politique habituelle du Groupe en la matière. À la fin du mois de décembre 2005, les immobilisations corporelles faisant l'objet de baux d'exploitation totalisaient une valeur comptable nette de 16 millions d'euros. Le futur produit de location-financement minimal relatif à des baux d'exploitation non résiliables est présenté en annexe 26.

14. Participations

MILLIONS D'EUROS	Participations dans des sociétés affiliées					Total
	Participations dans des filiales	Sociétés associées	Autres sociétés	Autres titre	Autres prêts	
Valeur comptable brute						
au 31 décembre 2004	-	33	1	41	4	79
Changement du périmètre de consolidation	-	-	-	1	-	1
Écarts de conversion	-	-	-	1	1	2
Autres entrées	-	1	-	2	14	17
Reprises	-	-	-	(14)	(9)	(23)
Transferts	-	(32)	(1)	31	-	(2)
Valeur comptable brute						
au 31 décembre 2005	-	2	0	62	10	74
Réductions et pertes de valeur cumulées						
au 31 décembre 2004	-	32	-	9	-	41
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Réductions de valeur	-	-	-	2	-	2
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
Reprises	-	-	-	(1)	-	(1)
Transferts	-	(32)	-	32	-	-
Réductions et pertes de valeur cumulées						
au 31 décembre 2005	-	-	-	42	-	42
Valeur comptable nette						
au 31 décembre 2004	-	1	1	32	4	38
Valeur comptable nette						
au 31 décembre 2005	-	2	0	20	10	32

15. Cession de Consumer Imaging – activités abandonnées

Débiteurs et créditeurs inhérents aux activités abandonnées

31 DÉCEMBRE 2005

ACTIF

Prêts débiteurs à long terme	A	102
Débiteurs divers	B	24

PASSIF

Autres dettes	B	44
---------------	---	----

15. Cession de Consumer Imaging – activités abandonnées

suite

A. "Vendor Note" pour le règlement de la cession de Consumer Imaging

Le 1^{er} novembre 2004, le Groupe a vendu toutes les activités de Consumer Imaging, y compris la production, les ventes et les services liés aux films photographiques, aux produits finis et à l'équipement de laboratoire à AgfaPhoto Holding GmbH. A cet égard, Agfa-Gevaert SA a vendu sa filiale AgfaPhoto Holding GmbH et les filiales de cette dernière (l'ancienne division Consumer Imaging du Groupe) à NannO Foto GmbH, comme convenu dans la Convention de vente par actions datée du 18 août 2004 et modifiée par l'Amendement à la Convention de vente par actions et la Convention de transfert d'actions datées des 2 et 3 novembre 2004.

Conformément à la "Convention d'achat par actions", la direction a préparé les états financiers de clôture (comprenant un "Bilan de restructuration" et un "Bilan de clôture") conformes, entre autres aux "Principes comptables d'Agfa" (reposant sur les IAS/IFRS). Les états financiers de clôture ont été vérifiés par le vérificateur légal du Groupe, KPMG Belgium. La direction a déterminé le prix d'achat, sur la base des états financiers de clôture, à 112 millions d'euros.

Agfa-Gevaert AG et NannO Foto GmbH ont convenu de fixer le prix d'achat par le biais d'une "Vendor Note" d'un montant équivalent. La "Vendor Note" est remboursable par Agfa Holding GmbH en douze versements trimestriels les 1^{er} février, 1^{er} mai, 1^{er} août et 1^{er} novembre de chaque année, le premier versement devant être opéré le 1^{er} novembre 2005. Un intérêt annuel de 10% est lié à la "Vendor Note".

La "Vendor Note" est totalement garantie par un portefeuille de location-financement de 175 millions d'euros. Les 175 millions d'euros correspondent à la valeur comptable nette des crédits-baux transférés à AgfaPhoto. Par conséquent, la direction a estimé que le risque lié à la "Vendor Note" pouvait être considéré comme faible.

Le Groupe gère le "Vendor Note Collateral Account" sur lequel sont collectés les paiements de location-financement des clients d'AgfaPhoto. Le versement de la "Vendor Note" en date du 1^{er} novembre 2005, d'un montant de 10 millions d'euros et augmenté des intérêts courus jusqu'en décembre 2005 (soit un montant total de 11 million d'euros) a été transféré du "Vendor Note Collateral Account" sur un compte du Groupe. Par conséquent, le bilan en date du 31 décembre 2005 présente une somme à recevoir de 102 millions d'euros à charge d'AgfaPhoto Holding GmbH résultant de la "Convention d'achat par actions" susmentionnée.

L'acheteur a émis des objections (par le biais d'un avis d'opposition) concernant les états financiers de clôture qui, faute d'être résolues, pourraient affecter le prix d'achat de 112 millions d'euros. Le Groupe considère que les revendications et objections exposées dans l'avis d'opposition (i) témoignent de la mauvaise foi d'AgfaPhoto Holding GmbH, (ii) manquent de clarté, (iii) ne sont pas détaillées ni étayées, (iv) ne sont pas conformes aux normes IAS/IFRS, (v) sont arbitraires et incompatibles avec les principes comptables du Groupe et, (vi) contiennent des erreurs.

Les objections n'ont pas pu être levées lors des négociations qui ont suivi et les parties ont convenu de soumettre les "éléments contestés" à une entreprise de comptabilité chargée de les examiner et de trancher. Bien que l'issue de cet examen soit incertaine, la direction pense qu'aucune perte concernant le prix d'achat contesté ne devrait être comptabilisée.

B. Débiteur et créditeurs divers AgfaPhoto

Depuis novembre 2004, le business group Consumer Imaging était exploité par un groupe d'entreprises sous le nom d'AgfaPhoto.

Conformément à la Convention d'achat par actions, le Groupe avait accepté, pour une durée limitée, d'intervenir en tant que fournisseur de services et distributeur pour AgfaPhoto. En tant que tel, le Groupe a pré-financé le capital d'exploitation d'AgfaPhoto, dont le remboursement est opéré par le biais de l'encaissement de créances clients. Les créanciers et débiteurs divers mentionnés dans l'aperçu qui précède proviennent principalement de la convention de distribution conclue entre le Groupe et AgfaPhoto. Les autres soldes AgfaPhoto proviennent d'accords de service ou d'accords d'approvisionnement entre le Groupe et AgfaPhoto.

15. Cession de Consumer Imaging – activités abandonnées suite

A la fin du mois de mai 2005, AgfaPhoto GmbH a inopinément déposé le bilan, et en octobre 2005, le curateur a décidé de liquider l'entreprise. Afin de couvrir les pertes probables liées à l'accord de distribution et aux autres créances et coûts tels que les frais environnementaux et de nettoyage, le Groupe a imputé une provision de 55 millions d'euros. De plus, étant donné l'insolvabilité d'AgfaPhoto GmbH, la valeur comptable de la perte fiscale pour laquelle un actif d'impôts différés de 108 millions d'euros avait été imputé au moment de la cession, devra sans doute être utilisée plus tôt que prévu. Afin de refléter correctement cette forte incertitude dans ses états financiers, le Groupe a décidé d'annuler 54 millions d'euros d'actifs d'impôts différés.

Résultat des activités abandonnées

Le résultat d'exploitation des activités abandonnées pour 2005, présenté dans le tableau suivant, comprend la provision de 55 millions d'euros citée ci-dessus. Le reste des dépenses d'exploitation, 17 millions d'euros, sont principalement des honoraires de conseil juridique et de consultance.

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
	<i>Résultat des activités abandonnées</i>	<i>Résultat des activités abandonnées</i>
Chiffre d'affaires	-	599
Dépenses d'exploitation	(72)	(1.091)
Résultat d'exploitation des activités abandonnées	(72)	(492)
Résultat hors exploitation	-	(2)
Résultat (perte) avant impôts	(72)	(494)
Actif d'impôts différés inhérent à la planification fiscale (partiellement reversé en 2005)	(54)	108
Autres impôts sur les bénéfices	6	46
Résultat (perte) net après impôts	(120)	(340)

16. Stocks

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Matières premières et fournitures	89	78
En-cours de fabrication, produits finis et biens achetés destinés à la revente	495	497
Acomptes versés	2	1
TOTAL	586	576

Les réductions de valeur cumulées sur les stocks ont augmenté de 5 millions d'euros sur l'exercice 2005 (2004: augmentation de 19 millions d'euros).

Les coûts liés aux stocks sont passés en charges dans le compte de résultat de la manière suivante:

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Coût des matières premières, des fournitures et des biens achetés destinés à la revente	1.217	1.252
Coût des services achetés	65	69
TOTAL	1.282	1.321

**17. Autres créances
et actifs divers**

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Créances au titre de contrats de location-financement	272	249
Créances fiscales	131	69
Débiteurs des entreprises du Groupe AgfaPhoto (annexe 15)	24	-
Intérêts courus sur les prêts	1	1
Prêts à court terme	-	1
Autre	70	71
TOTAL	498	391

Les contrats de location aux termes desquels le preneur est à considérer comme le propriétaire économique des biens loués donnent naissance à une créance à concurrence du montant actualisé des paiements futurs de loyers. Ces créances se montaient à 279 millions d'euros le 31 décembre 2005 (2004: 257 millions d'euros) et porteront, jusqu'à leur date d'échéance, un intérêt de 32 millions d'euros (2004: 28 millions d'euros). Au 31 décembre 2005, les réductions de valeur sur les créances générées par ces contrats de location-financement s'élevaient à 7 millions d'euros (2004: 8 millions d'euros).

Les redevances locatives s'établissent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2005			2004		
	Total	Revenus	Valeur	Total	Revenus	Valeur
	des	des	actuelle	des	des	actuelle
	paiements	intérêts		paiements	intérêts	
	futurs	non		futurs	non	
		perçus			perçus	
Échéance à 1 an						
maximum	120	17	103	115	15	100
Échéance entre 1 et 5 ans	187	15	172	163	12	151
Échéance supérieure						
à 5 ans	4	-	4	7	1	6
TOTAL	311	32	279	285	28	257

Le Groupe loue des équipements commerciaux sur base de contrats de location-financement principalement via Agfa Finance (Agfa Finance NV et ses filiales) et de ses établissements en Amérique du Nord (Agfa Corp. États-Unis et Agfa Inc. Canada). Agfa-Gevaert Ltda. (Chili) et Agfa de Mexico SA de CV ont également proposé deux contrats de location-financement à leurs clients.

Au début du contrat de financement, la valeur actualisée des loyers minimaux s'élève généralement à 95% de la juste valeur économique des actifs loués.

Les principaux contrats conclus par Agfa Finance courent en général sur une période non résiliable de quatre ans. Les contrats prévoient généralement une option d'achat des équipements loués à l'issue de cette période, à un prix qui se monte généralement de 2% à 5% de l'investissement brut du début du contrat. Il arrive que la valeur économique de l'actif loué soit remboursée sous la forme d'une obligation d'achat de matières premières à une valeur supérieure à sa valeur de marché, de façon à ce que la différence (mark-up) puisse compenser le montant initialement déboursé par le preneur. Dans le cadre de ces contrats, le mark-up et/ou l'échéance du bail peuvent être modifiés.

Agfa Finance propose ses produits via ses filiales en Australie, France et Italie et ses établissements en Europe (Espagne, Suisse, Benelux, Allemagne, Royaume-Uni et les pays scandinaves) et au Japon.

Au 31 décembre 2005, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 170 millions d'euros (2004: 166 millions d'euros).

17. Autres créances et actifs divers suite

Les locations-financements proposés par Agfa Corporation présentent une durée de location moyenne de 54 à 60 mois. Au terme de ces contrats, l'option permet de racheter, de renouveler ou de rendre l'équipement loué à une valeur correspondant à la valeur économique estimée à la date à laquelle l'option peut être exercée.

Au 31 décembre 2005, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 97 millions d'euros (2004: 85 millions d'euros).

Agfa Inc. propose principalement des contrats de location-financement concernant de l'équipement à destination du business segment HealthCare. La durée moyenne de ces contrats de location-financement est de 48 mois. A la fin du contrat de location-financement, tous les contrats de location-financement sont assortis d'une option d'achat pour 1 dollar canadien. Au 31 décembre 2005, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 4 millions d'euros (2004: 5 millions d'euros).

Le 31 décembre 2005, la valeur actualisée des mensualités futures des locations-financements des contrats offerts par Agfa-Gevaert Ltda. et Agfa de Mexico SA de C.V. s'élevait à 8 millions d'euros (2004: 1 million d'euros).

18. Liquidités et équivalents de liquidités

Le rapprochement des liquidités et équivalents de liquidités des éléments du bilan correspondants peut être présenté comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Titres négociables et autres instruments	3	5
Fonds disponibles, dépôts à vue et chèques	166	288
Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le bilan	169	293
Créances sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres créances)	-	1
Dettes sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres dettes)	(3)	(2)
Réévaluation des actifs financiers disponibles pour la vente	2	(2)
Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le tableau de financement	168	290

19. Actifs à long terme classifiés comme réservés à la vente

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Immobilisations corporelles	5	-
Terrains, immeubles et infrastructure	4	-
Machines et équipements techniques	1	-

L'actif à long terme classé comme réservé à la vente concerne principalement 2 immeubles qui seront prochainement vendus, l'un en Suède et l'autre au Royaume-Uni

20. Fonds propres

Les diverses composantes des fonds propres et leur évolution du 31 décembre 2004 au 31 décembre 2005 sont présentées dans les Fonds propres consolidés.

Capital social et prime d'émission d'actions

Le capital souscrit de la Société au 31 décembre 2005 se monte à 140 millions d'euros. Il représente 128.888.282 actions ordinaires entièrement libérées sans désignation de valeur nominale. En 2005, 88.282 bons de souscription (tranche n°1 du Long term Incentive Plan) ont été exercés, ce qui a débouché sur une augmentation du capital social de 2 millions d'euros.

Réserve pour actions propres

Les réserves pour les actions propres de la société comprennent le coût des actions de la Société détenues par le Groupe. Au 31 décembre 2005, le Groupe détenait 4.108.012 des actions de l'entreprise (2004: 2.745.320). En 2005, l'Entreprise a racheté 1.621.500 actions propres et 258.808 options d'achat couvertes par des actions propres ont été exercées.

Réserve de réévaluation

Afin de gérer le risque lié au prix de son programme de souscription d'actions "Long Term Incentive Plan" (tranche n° 2), Agfa a déposé 10,2 millions d'euros qui sont mis en gage en faveur d'une banque de placement. Cet actif financier disponible à la vente a été réévalué à sa juste valeur avec les changements cumulatifs pris dans la réserve de réévaluation (31 décembre 2005: -2 millions d'euros).

La réserve de réévaluation comprend en outre la réévaluation de nos investissements dans Medivision Medical Imaging Ltd. (31 décembre 2005: -1 million d'euros), classée comme disponible à la vente.

Réserve de paiement fondé sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2, la juste valeur des transactions de paiement à base d'actions, les tranches 5, 6, 6a et 7 du Long Terme Incentive Plan ont été prolongées au-delà de la période d'acquisition moyennant une augmentation correspondante de capitaux propres (3 millions d'euros).

Réserve de couverture

Le Groupe a affecté des contrats de change à terme aux "couvertures des flux de trésorerie" pour son risque de change en dollars US, dollars Hong-Kong et livres Sterling liés aux ventes prévues au cours des 9 prochains mois. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2005: - 6 millions d'euros).

Écarts de conversion

Les écarts de conversion comprennent tous les écarts en devises résultant de la conversion des états financiers des entités étrangères du groupe qui ne font pas partie intégrante des entités de la Société et de la conversion des passifs et des instruments financiers qui couvrent les investissements nets de la Société dans une filiale étrangère.

Dividendes

Un dividende de 62,4 millions d'euros (0,5 euro par action ordinaire) a été recommandé par le Conseil d'administration le 8 mars 2006. L'Assemblée générale des actionnaires d'Agfa-Gevaert SA ne l'ayant pas encore approuvé, il n'a pas été octroyé.

21. Avantages sociaux

A. Dettes pour les régimes de retraite et d'avantages sociaux à long terme

Les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert disposent de régimes de prestations de retraite dans la plupart des pays où le Groupe est présent. Ces régimes couvrent généralement tous les salariés et procurent des avantages liés à la rémunération et à l'ancienneté de chacun. Aux États-Unis, le groupe dispose également d'un plan médical réservé aux employés à la retraite et, en Allemagne, des plans d'avantages sociaux à long terme. Ces avantages sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 au même titre que les régimes de retraite et les plans d'avantages sociaux à long terme.

Au 31 décembre 2005, le montant total de la dette du Groupe contractée dans le cadre des régimes de retraite et d'avantages à long terme se chiffrait à 709 millions d'euros (727 millions d'euros au 31 décembre 2004), répartis comme suit:

MILLIONS D'EUROS	31 DÉCEMBRE 2004	31 DÉCEMBRE 2005
Dettes nettes pour les pays jouant un rôle important	526	517
Dettes nettes pour prestations de cessation d'emploi	158	144
Dettes nettes pour les pays jouant un rôle d'importance moindre	43	48
Dettes nettes totales	727	709

Les critères de détermination des pays dits "importants" du Groupe reposent sur le niveau de leurs charges de retraite conformément à la norme IAS 19. Les pays importants comptent pour plus de 90% des charges de retraite du Groupe au titre de la norme IAS 19.

1. Régimes de retraite à cotisations déterminées

Dans le cadre des régimes à cotisations déterminées, les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert cotisent auprès de fonds de retraite gérés publiquement ou par initiative privée, ou auprès de sociétés d'assurance. Une fois les cotisations versées, les sociétés du Groupe sont exemptées de toute autre obligation de paiement. Les cotisations périodiques sont considérées comme une charge pour l'année au cours de laquelle elles sont dues. En 2005, les dépenses du régime à cotisations déterminées pour les pays importants du Groupe se chiffraient à 9 millions d'euros (14 millions d'euros en 2004).

En Allemagne, les employés d'Agfa-Gevaert HealthCare GmbH, Agfa-Gevaert Graphics GmbH et d'Agfa Deutschland Vertriebsgesellschaft mbH & Cie sont membres de la Caisse de retraite Bayer (Bayer Pensionskasse). La Bayer Pensionskasse est un plan multi-employeur considéré comme un régime à cotisations déterminées (IAS 19.30 (a)). Ce régime est un régime à prestations déterminées sous le contrôle de l'ancienne société mère du Groupe, Bayer AG. On ne dispose pas d'informations suffisantes pour permettre au Groupe de considérer ce régime comme un régime à prestations déterminées. En 2003, il a été décidé de considérer l'indexation des prestations de retraite de la Bayer Pensionskasse comme un régime à prestations déterminées conformément à la norme IAS 19.

2. Régimes de retraite à prestations déterminées

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, la charge totale pour 2005 se chiffre à 49 millions d'euros pour les pays importants du Groupe (23 millions d'euros pour 2004).

21. Avantages sociaux
suite

MILLIONS D'EUROS	2004			2005		
	Régimes de retraite	Autres régimes	Total	Régimes de retraite	Autres régimes	Total
	<i>d'avantages</i>			<i>d'avantages</i>		
	<i>sociaux liés à</i>			<i>sociaux liés à</i>		
	<i>la retraite et</i>			<i>la retraite et</i>		
	<i>à long terme</i>			<i>à long terme</i>		
Coût afférent du service,						
cotisations salariales						
non comprises	32	4	36	29	3	32
Charge d'intérêts	93	6	99	88	6	94
Rentabilité estimée du régime	(61)	0	(61)	(66)	0	(66)
Coût afférent du service constaté	0	(6)	(6)	0	(29)	(29)
Amortissement des (plus-values)/						
moins-values non constatées	14	(3)	11	17	2	19
(Plus-values)/moins-values						
résultant de liquidations ou						
compressions de régime	(43)	(13)	(56)	(1)	0	(1)
Charges de retraite						
périodiques nettes	35	(12)	23	67	(18)	49

L'évolution de la dette nette constatée en 2004 et 2005 est illustrée dans le tableau ci-dessous.

MILLIONS D'EUROS	2004			2005		
	Régimes de retraite	Autres régimes	Total	Régimes de retraite	Autres régimes	Total
	<i>d'avantages</i>			<i>d'avantages</i>		
	<i>sociaux liés à</i>			<i>sociaux liés à</i>		
	<i>la retraite et</i>			<i>la retraite et</i>		
	<i>à long terme</i>			<i>à long terme</i>		
Dette nette au 1 ^{er} janvier	492	92	584	454	72	526
Charges de retraite						
périodiques nettes	35	(12)	23	67	(18)	49
Cotisations patronales	(71)	(4)	(75)	(65)	(4)	(69)
Modifications apportées à						
la convention comptable	0	0	0	0	0	0
Impact monétaire:						
charge ou (crédit)	(2)	(4)	(6)	3	8	11
Dette nette au 31 décembre	454	72	526	459	58	517

L'obligation de prestations déterminées, l'actif du régime et le mode de financement des pays importants du Groupe sont présentés ci-dessous.

Au 31 décembre 2005, l'obligation de prestations déterminées se chiffrait à 2.032 millions d'euros (1.835 millions d'euros au 31 décembre 2004) pour le Groupe. De ce montant, 1.241 millions d'euros (1.076 millions d'euros au 31 décembre 2004) se rapportaient à des régimes entièrement ou partiellement capitalisés et 791 millions d'euros (759 millions d'euros au 31 décembre 2004) à des régimes par semi-capitalisation.

Pour 2004, le règlement ou la compression est principalement lié à la cession de Consumer Imaging. En 2005, l'Agfa Corporation Post Retirement Medical and Life Plan en vigueur aux Etats-Unis a été modifié. Sous le nouveau régime, les membres actifs et retraités reçoivent un compte fixe pouvant être utilisé pour le paiement des frais médicaux durant la retraite. La taille de ce compte est indépendante des coûts médicaux actuels et des augmentations futures des coûts médicaux. Cette modification de régime est considérée comme un coût de service antérieur, conformément à la norme IAS 19. La norme IAS 19 prévoit que les coûts de service antérieur soient comptabilisés sur une base linéaire durant la période moyenne jusqu'à ce que les modifications du régime d'avantages soient acquises. Dans la mesure où les modifications du régime d'avantages sont acquises immédiatement, ces coûts de service antérieur sont comptabilisés immédiatement en 2005.

21. Avantages sociaux

suite

MILLIONS D'EUROS	2004			2005		
	Régimes	Autres	Total	Régimes	Autres	Total
	de retraite	régimes		de retraite	régimes	
	d'avantages			d'avantages		
	sociaux liés à la retraite et à long terme			sociaux liés à la retraite et à long terme		
Évolution de l'obligation de prestations déterminées						
Obligation de prestations déterminées au 1 ^{er} janvier	1.658	99	1.757	1.740	95	1.835
Coût afférent au service, cotisations salariales non comprises	32	4	36	29	3	32
Cotisations salariales	5	0	5	1	0	1
Charge d'intérêts	93	6	99	88	6	94
Paiements de prestations	(101)	(4)	(105)	(102)	(4)	(106)
Coût afférent au service antérieur	0	0	0	0	(18)	(18)
Liquidation ou compression de régime(s)	(51)	(13)	(64)	(1)	0	(1)
Modifications apportées à la convention comptable	0	0	0	0	0	0
(Gains)/pertes actuarielles	137	10	147	110	2	112
Impact monétaire: charge ou (crédit)	(33)	(7)	(40)	70	13	83
Obligation de prestations déterminées au 31 décembre	1.740	95	1.835	1.935	97	2.032
Évolution de l'actif de régime(s)						
Juste valeur de l'actif au 1 ^{er} janvier	810	0	810	876	0	876
Cotisations patronales	71	4	75	65	4	69
Cotisations salariales	5	0	5	1	0	1
Rendement effectif de l'actif	114	0	114	123	0	123
Paiements de prestations	(101)	(4)	(105)	(102)	(4)	(106)
Impact monétaire: (charge) ou crédit	(23)	0	(23)	50	0	50
Juste valeur de l'actif au 31 décembre	876	0	876	1.013	0	1.013
Mode de financement au 31 décembre						
Mode de financement (Plus-value) ou moins-value nette non reconnue	(864)	(95)	(959)	(922)	(97)	(1.019)
Coût afférent du service antérieur non constaté	410	33	443	463	38	501
	0	(10)	(10)	0	1	1
Dettes nettes au 31 décembre	(454)	(72)	(526)	(459)	(58)	(517)

Principales hypothèses actuarielles à la date de clôture du bilan (moyennes pondérées)

	31 DÉCEMBRE 2004	31 DÉCEMBRE 2005
Taux d'actualisation	5,0%	4,7%
Rendement attendu sur les actifs du régime	7,4%	7,3%
Futures augmentations salariales	3,2%	3,3%

21. Avantages sociaux suite

Le taux d'actualisation et les augmentations salariales ont été pondérés en fonction de l'obligation de prestations déterminées. Le rendement attendu sur les actifs du régime a été pondéré en fonction de la juste valeur des actifs du régime.

B. Prestations sociales liées à l'actionnariat

1. Long Term Incentive Plan (tranche n° 1)

Le 10 novembre 1999, le Groupe a lancé un programme de souscription d'actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 1) pour les membres du Comité de direction de la Société (désormais dénommé Comité exécutif) et du "Vorstand" d'Agfa-Gevaert AG et les principaux directeurs. Chaque bon de souscription donne droit à "une" nouvelle action ordinaire de la Société. Au total, 581.000 bons de souscription ont été émis et distribués aux bénéficiaires du programme. Pour chaque action achetée et déposée comme placement de départ, chaque bénéficiaire s'est vu remettre 13 bons de souscription. Ces bons ont été offerts gracieusement en échange d'actions acquises au prix unitaire de 22 euros (ou plus) lors du placement de départ. Si ce dernier était inférieur à 22 euros par action, une somme égale à 1/13e de la différence positive entre le prix de 22 euros par action et le prix effectivement payé devait être versée. En vertu du programme, les bons de souscription doivent être utilisés entre le 1^{er} janvier 2003 et le 10 novembre 2008, date après laquelle ils perdent toute valeur. Le prix d'exercice des bons de souscription est fixé à 22 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les souscriptions d'actions en suspens au 31 décembre 2005:

Bons de souscription accordés	581.100
Souscriptions arrivées à terme en 2001	19.500
Souscriptions arrivées à terme en 2002	78.000
Souscriptions arrivées à terme en 2003	58.500
Souscriptions arrivées à terme en 2004	249.600
Souscriptions arrivées à terme en 2005	13.000
Souscriptions exercées en 2005	88.282

Souscriptions en suspens au 31 décembre 2005 74.218

Pour les bons de souscriptions exercés en 2005, le prix moyen pondéré de l'action à la date d'exercice était de 27,05 euros.

2. Long Term Incentive Plan (tranche n° 2)

Le 25 avril 2000, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 2) à l'intention des membres du Comité de direction de la Société (désormais appelé Comité exécutif) et des directeurs employés aux niveaux VII, VIII et IX de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de direction de la Société (désormais le Comité exécutif). Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 416.950 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être exercées entre le 1^{er} janvier 2004 et le 5 juin 2009, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est de 22 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2005:

Options accordées	416.950
Options arrivées à terme en 2001	15.000
Options arrivées à terme en 2002	0
Options arrivées à terme en 2003	17.100
Options arrivées à terme en 2004	193.300
Options exercées en 2004	4.200
Options exercées en 2005	86.778

Options en suspens au 31 décembre 2005 100.572

Pour les options exercées en 2005, le prix moyen pondéré de l'action à la date d'exercice était de 26,32 euros.

21. Avantages sociaux

suite

3. Long Term Incentive Plan (tranche n° 3)

Le 18 juin 2001, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 3) à l'intention des membres du Comité de direction de la Société (désormais appelé Comité exécutif) et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 522.940 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être exercées entre le 6 juillet 2004 et le 6 juillet 2010, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est de 20 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2005:

Options accordées	522.940
Options arrivées à terme en 2001	19.000
Options arrivées à terme en 2002	0
Options arrivées à terme en 2003	19.000
Options arrivées à terme en 2004	6.200
Options exercées en 2004	50.480
Options exercées en 2005	164.230

Options en suspens au 31 décembre 2005 264.030

Pour les options exercées en 2005, le prix moyen pondéré de l'action à la date d'exercice était de 26,33 euros.

4. Long Term Incentive Plan (tranche n° 4)

Le 17 juin 2002, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 4) à l'intention des membres du Comité de direction de la Société (désormais appelé Comité exécutif) et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 600.300 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être exercées entre le 26 août 2005 et le 27 août 2011, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est de 18 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2005:

Options accordées	600.300
Options arrivées à terme en 2002	6.300
Options arrivées à terme en 2003	31.500
Options arrivées à terme en 2004	-
Options exercées en 2005	7.800

Options en suspens au 31 décembre 2005 554.700

Pour les options exercées en 2005, le prix moyen pondéré de l'action à la date d'exercice était de 20,61 euros.

5. Long Term Incentive Plan (tranche n° 5)

Le 29 avril 2003, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 5) à l'intention des membres du Comité de direction de la Société (désormais appelé Comité exécutif) et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 567.974 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être exercées entre le 28 juillet 2006 et le 27 juillet 2013, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est de 18,27 euros.

21. Avantages sociaux
suite

La juste valeur de la tranche n° 5 du Long Term Incentive Plan à la date d'octroi a été calculée à l'aide d'un modèle "Trinomial Lattice" pour les options bermudiennes présentant des paramètres de dividendes discrets.

Les paramètres clés suivants ont été utilisés dans le modèle d'évaluation:

Juste valeur de l'option accordée	6,60
Prix de l'action	18,63
Prix d'exercice	18,27
Date d'octroi	26 septembre 2003
Volatilité escomptée	32,4%
Dividendes prévus / an	0,6
Courbe taux d'intérêt sans risque 3 mois – 9 ans	2,09% - 4,34%

La volatilité escomptée est calculée sur la base de la volatilité historique du prix de l'action sur une période d'un an. Les options sont valables trois ans à dater de la date d'octroi. La juste valeur calculée est étendue durant la période d'acquisition conformément à la méthode de date d'octroi modifiée. Les prévisions en matière d'acquisition reposent sur les données historiques des options arrivées à terme. Pour 2005, les montants dépensés atteignent 1,5 million d'euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2005:

Options accordées	567.974
Options arrivées à terme en 2003	0
Options arrivées à terme en 2004	2.800
Options arrivées à terme/exercées en 2005	-

Options en suspens au 31 décembre 2005 **565.174**

6. Long Term Incentive Plan (tranches n° 6 et 6a)

Le 22 juin 2004, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranches n° 6 et 6a) à l'intention des membres du Comité de direction de la Société (désormais appelé Comité exécutif) et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 488.880 options ont été octroyées aux bénéficiaires du plan. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options de la tranche 6 doivent être exercées entre le 10 août 2007 et le 6 juillet 2010, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est de 19,95 euros.

Les options proposées dans le cadre de la tranche n°6a doivent être exercées entre le 15 décembre 2007 et le 14 décembre 2011, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est de 24,02 euros.

La juste valeur des tranches n° 6 et 6a du Long Term Incentive Plan à la date d'octroi a été calculée à l'aide d'un modèle "Trinomial Lattice" pour les options bermudiennes présentant des paramètres de dividendes discrets.

Les paramètres clés suivants ont été utilisés dans le modèle d'évaluation:

	<i>Tranche n° 6</i>	<i>Tranche n° 6a</i>
Juste valeur de l'option accordée	6,84	8
Prix de l'action	23,27	26,59
Prix d'exercice	19,95	24,02
Date d'octroi	10 octobre 2004	13 février 2005
Volatilité escomptée	24,61%	27,83%
Dividendes prévus / an	0,6	0,56
Taux d'intérêt sans risque	3,67%	3%

21. Avantages sociaux

suite

La volatilité escomptée est calculée sur la base de la volatilité historique du prix de l'action sur une période d'un an. Les options sont valables trois ans à dater de la date d'octroi. La juste valeur calculée est étendue durant la période d'acquisition conformément à la méthode de date d'octroi modifiée. Les prévisions en matière d'acquisition reposent sur les données historiques des options arrivées à terme. Pour 2005, les montants dépensés atteignent 1 million d'euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2005:

	Tranche n° 6	Tranche n° 6a
Options accordées	471.380	17.500
Options arrivées à terme en 2005	3.080	-
Options en suspens au 31 décembre 2005	468.300	17.500

7. Long Term Incentive Plan (tranche n° 7)

Le 22 juin 2005, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 7) à l'intention des membres du Comité exécutif et des directeurs employés aux niveaux I et II de la Société ainsi que des membres du personnel du Groupe désignés. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 589.650 options ont été octroyées aux bénéficiaires du plan. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options de la tranche 7 doivent être exercées entre le 15 juillet 2008 et le 15 juillet 2012, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est de 22,57 euros.

La juste valeur de la tranche n° 7 du Long Term Incentive Plan à la date d'octroi a été calculée à l'aide d'un modèle "Trinomial Lattice" pour les options bermudiennes présentant des paramètres de dividendes discrets.

Les paramètres clés suivants ont été utilisés dans le modèle d'évaluation:

Juste valeur de l'option accordée	6,23
Prix de l'action	22,85
Prix d'exercice	22,57
Date d'octroi	14 septembre 2005
Volatilité escomptée	28%
Dividendes prévus / an	0,56
Taux d'intérêt sans risque	3%

La volatilité escomptée est calculée sur la base de la volatilité historique du prix de l'action sur une période d'un an. Les options sont valables trois ans à dater de la date d'octroi. La juste valeur calculée est étendue durant la période d'acquisition conformément à la méthode de date d'octroi modifiée. Les prévisions en matière d'acquisition reposent sur les données historiques des options arrivées à terme. Pour 2005, les montants dépensés atteignent 0,5 million d'euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2005:

Options accordées	589.650
Options arrivées à terme en 2005	-
Options en suspens au 31 décembre 2005	589.650

Les actions soumises au programme d'options sur actions sont couvertes par des actions détenues par la société et des produits dérivés.

22. Dettes financières

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Passif à long terme	552	247
Facilités de crédit multidevise renouvelables ¹	337	226
Facilités bancaires ²	3	6
Obligations ³	200	
Passif relevant de contrats de location-financement ⁴	12	15
Passif à court terme	296	239
Billet de trésorerie	100	-
Facilités de crédit multidevise renouvelables ¹	76	-
Facilités bancaires ²	116	235
Passif relevant de contrats de location-financement ⁴	4	4

(1) Facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties

La Société a négocié des facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties qui arrivent à échéance en 2006 et 2008 pour un montant total de 858 millions d'euros. En général, les prélèvements sur ces lignes de crédit sont effectués pour des périodes allant d'un mois à un an. Ces facilités de prêt ne sont pas garanties.

La répartition par période s'établit comme suit:

MILLIONS D'EUROS							
Date d'échéance	Valeur		Montant dû		Devise	Instruments de couverture	
	2005	2004	2005	2004		2005	2004
2006	128	377	6	7	USD	6,22%	2,53%-3,48%
			40	79	EUR	2,68%	2,31%-2,37%
			-	7	KRW	-	4,50%
			26	-	RMB	4,70%	-
			3	4	TWD	1,95%	1,51%-1,57%
			1	4	INR	6,95%	6,75%-7,00%
			-	20	GBP	-	5,10%
2008	730	440	103	88	USD	4,61%-4,77%	2,89%
			200	-	EUR	2,68%	
			21	-	GBP	4,89%	
			13	17	AUD	5,91%	5,69%-5,71%
TOTAL	858	817	413	226			

(2) Facilités bancaires

Le tableau suivant communique les échéances des facilités à long terme non garanties:

MILLIONS D'EUROS					
Date d'échéance	2005		2004		
	Montant dû	Taux d'intérêt moyen pondéré	Montant dû	Taux d'intérêt moyen pondéré	
2011	1	5,87%			
2008	-	-	6	1,92%-4,11%	
2007	2	1,86%			
	3		6		

Facilités à court terme

Les facilités bancaires à court terme sont partiellement garanties par une obligation à zéro coupon (6 millions d'euros). Le taux d'intérêt moyen pondéré de ces facilités est de 3,58% (2004: 3,13%). Les prêts bancaires à court terme sont en général exprimés en euros (95 millions d'euros).

22. Dettes financières

suite

(3) Obligations

En mai 2005, la Société a émis une obligation d'une valeur nominale de 200 millions d'euros. L'obligation porte un coupon à 4,375% et arrive à échéance en juin 2015. Les intérêts sont payables annuellement en arriérés. Le prix d'émission était de 101,956%. L'obligation est reportée en valeur amortie.

(4) Passif relevant de contrats de location-financement

Les contrats de location conclus par le Groupe en tant que preneur se traduisent par des dettes financières dans le bilan, égales à la juste valeur à l'entrée en vigueur du contrat ou à la valeur actuelle des paiements de loyers minimaux, si celle-ci est inférieure. Au 31 décembre 2005, ces dettes se chiffrent à 16 millions d'euros et porteront un intérêt de 5 millions d'euros jusqu'à leur date d'échéance.

Les dettes financières sont payables comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2005			2004		
	Total des paiements futurs	Charges d'intérêts non expirées	Valeur actuelle	Total des paiements futurs	Charges d'intérêts non expirées	Valeur actuelle
Échéance à 1 an maximum	5	1	4	6	2	4
Échéance entre 1 et 5 ans	12	3	9	16	5	11
Échéance supérieure à 5 ans	4	1	3	7	3	4
TOTAL	21	5	16	29	10	19

23. Autres dettes

Les dettes diverses sont ventilées comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Dettes fiscales	112	63
Versement sur bénéfices ultérieurs GWI (annexe 5)	53	-
Dettes salariales	49	34
Dettes des entreprises du Groupe AgfaPhoto (annexe 15)	44	-
Dettes sociales	31	28
Intérêts courus non échus sur dettes	7	1
Autres dettes	69	85
TOTAL	365	211

Les dettes fiscales comprennent non seulement les dettes fiscales de chacune des sociétés du Groupe, mais également les impôts retenus pour compte de tiers.

Les dettes sociales recouvrent quant à elles essentiellement les cotisations de sécurité sociale qui n'ont pas été transférées à la date de clôture.

Les autres dettes englobent toute une série d'éléments, tels que les garanties, les commissions aux clients, les dettes soumises à une gestion de trésorerie, etc.

24. Provisions

A. Actuel

MILLIONS D'EUROS	Environ- nement	Commerce	Impôts	Autre	Total
Provisions au 31 décembre 2004	23	71	73	115	282
Changement du périmètre de consolidation		3		1	4
Provisions constituées au cours de l'exercice	2	45	49	75	171
Provisions utilisées au cours de l'exercice	(1)	(42)	(46)	(66)	(155)
Provisions reprises au cours de l'exercice		(1)	(1)	(18)	(20)
Écarts de conversion	2	7	6	4	19
Transferts	-	-	-	-	-
Provisions au 31 décembre 2005	26	83	81	111	301

Les provisions pour les engagements de nature commerciale comprennent les paiements ultérieurs aux clients concernant les biens et services acquis au cours de la période comptable. Il peut s'agir de primes ou de remises en nature ou en espèces accordées au client, d'engagements de garanties, de commissions perçues par les agents ou de pertes imminentes ou anticipées réalisées sur des contrats d'achat ou de vente. Les autres provisions se rapportent principalement à des provisions pour frais de restructuration (remarque 7). D'autres provisions ont été constituées en cas de litiges, de plaintes et de l'issue négative d'engagements.

Le Groupe est tenu de respecter les réglementations environnementales en vigueur dans les différents pays où il est représenté, y compris celles concernant les émissions atmosphériques et les eaux usées, la manipulation des substances dangereuses ainsi que la prévention et le nettoyage en cas de fuites et débordements. Le Groupe a engagé des dépenses et constitué des provisions considérables afin de se conformer aux normes et réglementations applicables. Les provisions pour la protection de l'environnement concernent la remise en état de sites, la modernisation des décharges et l'assainissement de terrains pollués par des activités industrielles antérieures. Les provisions pour la protection de l'environnement comprennent en outre des provisions pour les litiges concernant la contamination de l'environnement.

Risque lié à l'insolvabilité d'AgfaPhoto

Afin de couvrir les pertes probables liées à l'accord de distribution et aux autres créances et coûts tels que les frais environnementaux et de nettoyage, le Groupe a imputé une provision de 55 millions d'euros dont 35 millions d'euros ont été classées à court terme (annexe 15).

B. Non actuel

MILLIONS D'EUROS	
Provisions au 31 décembre 2004	43
Provisions constituées au cours de l'exercice	64
Provisions utilisées au cours de l'exercice	(4)
Provisions reprises au cours de l'exercice	(1)
Écarts de conversion	-
Transferts	-
Provisions au 31 décembre 2005	102

Les provisions à long terme ont augmenté de 64 millions d'euros, dont 40 millions d'euros inhérents aux versements sur bénéfices de GWI (annexe 5) et 20 millions d'euros se rapportant au risque d'insolvabilité d'AgfaPhoto (annexe 15).

25. Instruments financiers dérivés

Les activités courantes du Groupe comportent des risques de change, de taux et de crédit. Afin d'atténuer l'impact des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt, le Groupe recourt à des instruments financiers dérivés.

L'utilisation d'instruments financiers dérivés est soumise à des contrôles internes et à des directives uniformes établies par un Comité de trésorerie mandaté par le Groupe pour contrôler toutes les opérations bancaires et financières des tierces parties. Les instruments dérivés utilisés sont des instruments hors-cote, plus particulièrement des opérations de change à terme, des contrats de change à options et des échanges de taux d'intérêt conclus avec des banques offrant d'excellentes conditions de crédit.

Risque de change

Éléments d'actif et de passif constatés

Le risque de change désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des cours de change. Le Groupe est exposé au risque de change à travers les débiteurs, les créanciers et les emprunts libellés dans une devise autre que la devise locale de la société. Les devises à l'origine de ce risque sont principalement le dollar américain, le dollar de Hong-Kong et la livre Sterling.

De tels risques peuvent être couverts naturellement, par exemple lorsqu'une créance libellée dans une monnaie donnée est compensée par une ou plusieurs dettes dont le montant, l'échéance et la monnaie sont identiques. Ils peuvent également être gérés au moyen d'instruments financiers dérivés. L'exposition au risque de change est contrôlée et supervisée par notre département central de Trésorerie.

Le Groupe a recours à des contrats de change à terme pour gérer, sur une base nette, son risque de change résultant des créances commerciales, des dettes commerciales et des emprunts. Les échéances de ces contrats de change à terme sont inférieures à un an.

Lorsque des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir économiquement le risque de change d'un actif ou passif monétaire constaté, aucune comptabilité de couverture n'est appliquée. L'évolution de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés est inscrite au compte de résultat.

Au 31 décembre 2005, le Groupe a été exposé au risque de change suivant concernant les instruments financiers primaires faisant partie du fonds de roulement et de la dette financière:

MILLIONS D'EUROS

	31 DÉCEMBRE 2005		31 DÉCEMBRE 2004	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Risque de change	513	414	431	558
Couvertures naturelles	(108)	(108)	(83)	(83)
Instruments financiers dérivés				
en suspens	(262)	(213)	(287)	(373)
Risque de change résiduel net	143	93	61	102

Côté actif, le risque résiduel est en relation avec la livre Sterling (22 pour-cent), le dollar américain (14 pour-cent) et un certain nombre d'autres devises en dehors de la zone dollar et de la zone euro. Côté passif, 55 pour-cent du risque de change est en relation avec la livre Sterling et, pour 13 pour-cent, avec le dollar américain.

25. Instruments financiers dérivés

suite

Transactions prévues

Le Groupe a affecté des contrats de change à terme (valeur notionnelle de 165 millions d'euros) aux "couvertures des flux de trésorerie" de son risque de change en USD, HKD et GBP liés aux ventes prévues au cours des 9 prochains mois. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2005: - 6 millions d'euros).

Couverture de la participation nette dans une filiale étrangère

Le Groupe a eu recours à des prêts bancaires libellés en dollars américains pour couvrir le risque de change découlant de sa participation nette dans sa filiale américaine (Agfa Corporation).

MILLIONS D'EUROS	31 DÉCEMBRE 2005	31 DÉCEMBRE 2004
Prêts bancaires libellés en USD	119	119
Contrats de change à terme	-	381
TOTAL	119	500

En 2005, une partie du capital social d'Agfa Corporation (400 millions d'euros) a été reversée à la Société. Par conséquent, la couverture sur l'investissement net a été réduite. Les pertes de change encourues sur cette réduction de capital se montent à 51,8 millions d'euros. Suite à cette aliénation partielle, la représentation proportionnelle des écarts de change cumulés, différés dans différents composants des capitaux propres, a été comptabilisée en profit (bénéfice de 55,5 millions d'euros net d'impôts).

Au 31 décembre 2005, la couverture de l'investissement net dans Agfa Corporation (USA) a été déterminée comme étant effective, et la part effective du bénéfice sur les instruments de couverture a été directement comptabilisée dans les fonds propres (16 millions d'euros).

Risque de taux

Le risque de taux désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt du Groupe au 31 décembre 2005 était géré via des swaps de taux d'intérêt dont le montant notionnel était de 1 million d'euros.

Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque que l'une des parties ne s'acquitte pas de son obligation et entraîne de ce fait une perte financière pour l'autre partie. Le Groupe n'exige pas de couverture en ce qui concerne les avoirs financiers, excepté pour les prêts à long terme d'AgfaPhoto Holding GmbH (annexe 15). La Direction a mis une politique de crédit en place et contrôle régulièrement son exposition au risque de crédit. Des contrôles de solvabilité sont effectués pour tous les clients demandant un crédit supérieur à un montant donné.

Les placements sont limités aux placements liquides assortis de contreparties dont la notation est égale ou supérieure à celle du Groupe. Les transactions impliquant des instruments financiers dérivés ne sont autorisées qu'avec des contreparties présentant des notations plus élevées.

Aucune concentration significative du risque de crédit n'a pu être observée à la date de clôture du bilan. Les valeurs comptables des actifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés dans le bilan, reflètent le risque de crédit maximal.

25. Instruments financiers dérivés

suite

Risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des prix du marché.

En 2001, la société a négocié une transaction d'échange d'actions afin de couvrir partiellement le risque potentiel de prix relatif aux actions soumises au programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan n° 3, remarque 21B). Cette transaction était considérée comme une couverture en juste valeur avec des modifications de la juste valeur de l'élément couvert et de l'instrument de couverture comptabilisé dans le compte de résultat.

Justes valeurs – Montants notionnels

Les justes valeurs correspondent aux valeurs marchandes actuelles (cours inscrits à la cote ou calculés au moyen de techniques estimatives) des instruments financiers dérivés, indépendamment de tout mouvement en sens contraire de la valeur des transactions couvertes.

La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté. Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et de la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument.

Les valeurs notionnelles désignent le volume des produits dérivés en cours à la date de clôture du bilan. Elles ne reflètent donc pas l'exposition du Groupe aux risques découlant de telles transactions.

Les valeurs notionnelles ou contractuelles et les justes valeurs respectives des instruments financiers dérivés sont présentées ci-dessous:

MILLIONS D'EUROS	Valeur notionnelle ou valeur contractuelle		Juste valeur	
	31 DÉC. 2005	31 DÉC. 2004	31 DÉC. 2005	31 DÉC. 2004
Contrats de change à terme	1.250	1.111	(14)	6
Options sur devises	-	35	-	1
Instruments de couverture des taux d'intérêt	1	175	0	(1)
Autres instruments financiers dérivés	4	7	1	4
TOTAL			(13)	10

26. Baux d'exploitation

Contrats en tant que locataire

Le Groupe loue principalement des bâtiments et des infrastructures en vertu de divers contrats de location-financement. Les futurs paiements de loyers relatifs à ces baux d'exploitation non résiliables doivent être effectués comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Échéance à 1 an maximum	32	26
Échéance entre 1 et 5 ans	50	50
Échéance supérieure à 5 ans	6	5
TOTAL	88	81

Contrats en tant que bailleur

Le Groupe loue d'autres équipements dans le cadre de locations-financements. Les paiements de loyers résultant des baux d'exploitation non résiliables sont répartis comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Échéance à 1 an maximum	23	15
Échéance entre 1 et 5 ans	26	23
Échéance supérieure à 5 ans	9	-
TOTAL	58	38

26. Baux d'exploitation
suite

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
Émission et endossement de factures	3	5
Cautions	36	18
Garanties	3	3
Autre	3	5
TOTAL	45	31

27. Engagements et dettes éventuelles

Le total des engagements d'achats se rapportant aux principaux projets de dépenses en capital dont les contrats ont déjà été alloués ou les commandes déjà passées s'élève à 4 millions d'euros au 31 décembre 2005 (2004: 5 millions d'euros).

Risques légaux/provisions

AgfaPhoto: En rapport avec la cession des activités consumer imaging d'Agfa Gevaert AG et de certaines de ses filiales, le Groupe a passé divers accords contractuels avec AgfaPhoto Holding GmbH et AgfaPhoto GmbH Leverkusen, en Allemagne, et ses filiales dans diverses juridictions (le "Groupe AgfaPhoto"), prévoyant le transfert des activités consumer imaging, y compris l'actif, le passif, les contrats et les employés, aux entreprises d'AgfaPhoto Group.

Suite à la cession, Agfa-Gevaert AG a été engagé dans une procédure d'arbitrage avec AgfaPhoto Holding GmbH en rapport avec le litige concernant le prix d'acquisition. Les procédures d'arbitrage n'en sont encore qu'aux phases préliminaires. Le Groupe défendra avec énergie sa position dans ce litige. Pour l'instant, il n'est pas possible d'estimer l'impact possible de celui-ci.

Suite à la cession, des procédures d'insolvabilité ont été entamées par AgfaPhoto GmbH et par certaines de ses filiales. Certaines sociétés du Groupe Agfa-Gevaert ont assigné en justice et ont été menacé de poursuites judiciaires, dont notamment des litiges sociaux en Allemagne. Dans ces litiges, des indemnisations à l'insolvabilité des entreprises AgfaPhoto GmbH ont été réclamées. Le Groupe Agfa-Gevaert maintient avoir de bons arguments pour se défendre avec vigueur dans ces litiges.

Suite à la cession, Agfa-Gevaert SA et Agfa-Gevaert AG ont sollicité une procédure d'arbitrage devant la Cour internationale d'arbitrage de la CCI à Paris, en France, en rapport avec un litige concernant une licence commerciale avec AgfaPhoto Holding GmbH. Au cours de ce litige, le Groupe a reçu de nombreuses demandes reconventionnelles. Le groupe a rejeté toutes les demandes reconventionnelles qu'il jugeait non fondées. Actuellement, les procédures d'arbitrage n'en sont encore qu'aux stades préliminaires. Le Groupe considère qu'il a des arguments solides pour faire face à ces demandes reconventionnelles et se défendra avec vigueur.

27. Engagements et dettes éventuelles

suite

Litiges en matière de brevets: D'autres risques légaux existent pour le Groupe en ce qui concerne les litiges portant sur les brevets aux Etats-Unis. Agfa-Gevaert SA et Agfa Corporation sont, selon le cas, parties plaignantes ou défenderesses dans différentes procédures de violation de brevets impliquant Kodak. Dans le cadre d'un autre litige, Agfa Corporation est assigné pour une prétendue violation de brevet portée par Compression Labs, Inc. L'enquête préalable ou d'appel sont en phase d'être cloturés. Le Groupe considère qu'il a des arguments solides dans ces litiges et se défendra avec vigueur.

28. Transactions avec des tiers

Transactions avec les administrateurs et les membres du Comité de direction (Personnel de direction)

Les émoluments du personnel de direction mentionnés dans les comptes de résultats peuvent être détaillés comme suit:

MILLIERS D'EUROS	2005		2004	
	Admini- strateurs	Comité exécutif	Admini- strateurs	Comité exécutif
Avantages sociaux à court terme	0,8	3	0,7	2,7
Avantages liés à la retraite	-	1,2	-	1,1
Autres avantages à long terme	-	-	-	-
Indemnités de licenciement	-	-	-	1,4
Paie à base d'actions	-	0,9	-	0,2
TOTAL	0,8	5,1	0,7	5,4

Au 31 décembre 2005, aucun prêt à recouvrer auprès des membres du Comité de direction ou du Conseil d'administration n'est à signaler.

Les provisions pour retraites des membres et des membres retraités du Comité exécutif, se chiffrent à 21 millions d'euros et sont reflétées dans le bilan du Groupe au 31 décembre 2005.

Autres transactions avec des tiers

Les transactions avec des sociétés apparentées sont essentiellement des transactions commerciales et sont négociées au prix normal du marché. Les recettes et les dépenses liées à ces transactions sont immatérielles pour les états financiers consolidés dans leur ensemble.

29. Revenu par action

Résultat de base par action

Le résultat de base par action au 31 décembre 2005 est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 19 millions d'euros (2004 recalculé: perte nette de 145 millions d'euros) et sur un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice prenant fin le 31 décembre 2005 de 125.603.444 (2004: 126.008.540).

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires se calcule comme suit:

Nombre d'actions ordinaires au 1 ^{er} janvier 2005	126.054.680
Effet des actions propres détenues	(451.236)

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre 2005	125.603.444
---	-------------

	2005	2004 ^(*)
Résultat de base par action (en euro)	(0,15)	(1,15)

(*) tel que figurant au rapport de 2004 et retraité suite à l'impact de l'adoption de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*

Résultat de base par action provenant des activités poursuivies

Le résultat de base par action des activités poursuivies au 31 décembre 2005 est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 101 millions d'euros (2004: bénéfice net de 195 millions d'euros) et sur un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice prenant fin le 31 décembre 2005 de 125.603.444 (2004: 126.008.540).

	2005	2004
Résultat de base par action provenant des activités poursuivies (en euro)	0,80	1,55

Résultat dilué par action

Le calcul du résultat dilué par action au 31 décembre 2005 repose sur la perte nette imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 19 millions d'euros (2004 recalculé: perte nette de 145 millions d'euros) et sur un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice prenant fin le 31 décembre 2005 de 125.902.342 (2004: 126.295.625).

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) se calcule comme suit:

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre 2005	125.603.444
Effet des options sur actions à l'émission (annexe 21)	298.898

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (diluées) au 31 décembre 2005	125.902.342
---	-------------

En 2005, la juste valeur moyenne par action ordinaire était de 22,46 euros.

	2005	2004 ^(*)
Résultat dilué par action (en euro)	(0,15)	(1,15)

(*) tel que figurant au rapport de 2004 et retraité suite à l'impact de l'adoption de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*

Résultat dilué par action provenant des activités poursuivies

Le résultat dilué par action au 31 décembre 2005 est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 101 millions d'euros (2004: bénéfice net de 195 millions d'euros) et sur un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice prenant fin le 31 décembre 2005 de 125.902.342 (2004: 126.295.625).

	2005	2004
Résultat dilué par action provenant des activités poursuivies	0,80	1,54

30. Sociétés du groupe

La société mère du Groupe est Agfa-Gevaert SA, dont le siège est situé à Mortsel/Belgique. Ses principales filiales sont les suivantes:

PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES ET AUTRES SOCIÉTÉS GROUPE AGFA-GEVAERT

31 décembre 2005

Sociétés consolidées

<i>Raison sociale</i>	<i>Siège</i>	<i>Participation effective en %</i>
Agfa (Pty.) Ltd.	Isando/Rép. d'Afrique du Sud	100
Agfa (Wuxi) Imaging co., Ltd.	Wuxi/RP Chine	99,16
Agfa (Wuxi) Printing Plate Co. Ltd.	Wuxi/RP Chine	100
Agfa ASEAN Sdn. BHD	Petaling Jaya/Malaisie	100
Agfa België NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa Corporation	Ridgefield Park / Etats-Unis	100
Agfa de Mexico S.A. de C.V.	Sta. Clara Ecatepec/Mexique	99,80
Agfa Deutschland Vertriebgesellschaft mbH & Cie	Cologne/Allemagne	100
Agfa Europe NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa Finance Italy S.p.A.	Milan / Italie	100
Agfa Finance NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa Finance Poland Sp.z.o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa Finance Pty. Ltd.	Nunawading/Australie	100
Agfa HealthCare Enterprise Solutions S.A.	Artigues près Bordeaux/France	100
Agfa HealthCare Germany GmbH	Munich/Allemagne	100
Agfa Hong Kong Ltd.	Hong Kong /PR Chine	100
Agfa Hungaria Kft.	Budapest/Hongrie	100
Agfa Inc.	Toronto/Canada	100
Agfa India private Ltd.	Bombay/Inde	100
Agfa Industries Korea Ltd.	Kyunggi-do/Corée du Sud	100
Agfa Korea Ltd.	Séoul/Corée du Sud	100
Agfa Limited	Dublin/Irlande	100
Agfa NDT Ltd.	Coventry/Royaume-Uni	100
Agfa NDT S.A.	Limonest/France	100
Agfa OOO Ltd.	Moscou / Fédération russe	100
Agfa s.r.o. (Tchéquie)	Prague/République de Tchéquie	100
Agfa Singapore Pte. Ltd.	Singapour	100
Agfa Solutions SAS	Reuil-Malmaison/France	100
Agfa Sp. z.o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa Taiwan Co Ltd.	Taipei / Taiwan	100
Agfa-Dotrix NV	Ghent/Belgique	100
Agfa-Gevaert A.E.B.E.	Athènes/Grèce	100
Agfa-Gevaert A/S (Danemark)	Glostrup/Danemark	100
Agfa-Gevaert AB (Suède)	Kista/Suède	100
Agfa-Gevaert AG	Leverkusen / Allemagne	100
Agfa-Gevaert AG/SA	Dübendorf/Suisse	99,12
Agfa-Gevaert Aktiengesellschaft für Altersversorgung	Munich/Allemagne	100
Agfa-Gevaert Argentina SA	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa-Gevaert B.V.	Rijswijk/Pays-Bas	99,99
Agfa-Gevaert Colombia Ltda.	Bogota/Colombie	99,99
Agfa-Gevaert de Venezuela SA	Caracas/Venezuela	100
Agfa-Gevaert do Brasil Ltda.	Sao Paulo/Brésil	100
Agfa-Gevaert GmbH	Vienne/Autriche	100
Agfa-Gevaert Graphic Systems GmbH	Wiesbaden/Allemagne	100
Agfa-Gevaert HealthCare GmbH	Munich/Allemagne	100
Agfa-Gevaert International Holding S.à r.l.	Luxembourg/Luxembourg	100
Agfa-Gevaert International NV	Mortsel/Belgique	100

30. Sociétés du groupe
 suite

<i>Raison sociale</i>	<i>Siège</i>	<i>Participation effective en %</i>
Agfa-Gevaert International S.à r.l.	Luxembourg/Luxembourg	100
Agfa-Gevaert Investment Fund NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa-Gevaert Japan, Ltd.	Tokyo/Japon	100
Agfa-Gevaert Limited (Australie)	Nunawading/Australie	100
Agfa-Gevaert Limited (Angleterre)	Brentford/Royaume-Uni	100
Agfa-Gevaert Ltda. (Chili)	Santiago De Chile/Chili	100
Agfa-Gevaert NZ Ltd.	Glenfield/Nouvelle-Zélande	100
Agfa-Gevaert SA (France)	Reuil-Malmaison/France	99,99
Agfa-Gevaert S.A.U.	Barcelone/Espagne	100
Agfa-Gevaert S.p.A.	Milan / Italie	100
Agfa-Gevaert, Lda.	Linda-a-Velha/Portugal	100
Autologic Information International	Ramat-Gan/Israël	100
Autologic Information International Inc.	Thousand Oaks/Etats-Unis	100
Autologic Information International Ltd.	St. Albans/Royaume-Uni	100
Autologic Information International Ltd.	Thousand Oaks/Etats-Unis	100
BOSS AG	Bremen/Allemagne	100
BOSS VertriebsGmbH	Bremen/Allemagne	100
Cea AB	Strängnäs/Suède	100
CEA GmbH	Hambourg/Allemagne	100
GWI AG	Trier/Allemagne	100
GWI Medica AG	Steinmaur/Suisse	100
GWI Medica France S.A.	Lognes/France	100
GWI Medica Ges.mbH	Vienne/Autriche	100
GWI Medica GmbH	Bonn/Allemagne	100
GWI Research Ges.mbH	Vienne/Autriche	100
GWI Research GmbH	Trier/Allemagne	100
Heartlab Holding Co.	Westerly/Etats-Unis	100
Heartlab Inc.	Westerly/Etats-Unis	100
Identis S.A.	Croissy Beaubourg/France	100
Lastra America Corporation	Jacksonville/Etats-Unis	100
Lastra Attrezature S.r.l.	Manerbio/Italie	60
Lastra Deutschland GmbH	Hainburg/Allemagne	100
Lastra Northern Europe B.V.	Etten-Leur/Pays-Bas	100
Lastra S.p.A.	Manerbio/Italie	100
Luithagen NV	Mortsel/Belgique	100
Med2Rad S.r.l.	Macerata/Italie	100
Medical partners AG	Bonn/Allemagne	100
Microgran S.r.l.	Manerbio/Italie	100
Mitra Inc.	Ontario/Canada	100
New ProImage America Inc.	Ridgefield Park / Etats-Unis	100
New ProImage Ltd.	Or Akiva/Israël	100
OY Agfa-Gevaert AB	Espoo/Finlande	100
PlanOrg Medica GmbH	Jena/Allemagne	63,50
Plurimetel do Brasil Ltda.	Rio de Janeiro/Brésil	100
Printing Techniques, Ltd.	Northampton/Royaume-Uni	100
Quadrat NV	Mortsel/Belgique	100
Seifert X-Ray Ltd.	Coventry/Royaume-Uni	100
Setec Santé S.A.	Lognes/France	100
Shanghai Agfa Imaging Products Co., Ltd.	Shangai/PR Chine	100
Symphonie On Line S.A.	Artigues près Bordeaux/France	100
Tiani Medgraph GmbH	Bühl/Allemagne	100
Tiani Nordic ApS	Aalborg/Danemark	100
Western Lithotech Canada Ltd.	Ontario/Canada	100
Xitron Europe Ltd.	Swindon/Royaume-Uni	100
Xitron, Inc.	Ann Arbor/Etats-Unis	100

30. Sociétés du groupe

suite

Filiales non prises en compte dans les états financiers consolidés

31 décembre 2005

<i>Raison sociale</i>	<i>Siège</i>	<i>Participation effective en %</i>
Agfa Argentina S.A.C.I.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa Deutschland		
Vertriebsverwaltungsgesellschaft mbH	Cologne/Allemagne	100
Agfa Holding Germany GmbH	Cologne/Allemagne	100
Agfa-Gevaert SKK	Téhéran/Iran	76
Agfa-Gevaert Unterstützungskasse GmbH	Leverkusen / Allemagne	100
CAWO Photochem. Werk GmbH	Schrobenhausen/Allemagne	100
GST Grafic Service Team		
Verwaltungs GmbH	Leverkusen / Allemagne	100
GST Grafic Service Team GmbH & Co.	Leverkusen / Allemagne	100
Mortselse Immobiliënnootschap NV	Mortsel/Belgique	100

Sociétés associées

31 décembre 2005

<i>Raison sociale</i>	<i>Siège</i>	<i>Participation effective en %</i>
ADM C.V.B.A.	Anvers/Belgique	12,50
GWI Klinik Management GmbH	Feldafing/Allemagne	50
Idoc N.V.	Bruxelles/Belgique	33,33
Lastra Imaging (UK) Ltd	Hertfordshire/Royaume-Uni	10
Lastra Niraj Pvt. Ltd.	Bombay/Inde	39
Medicalis Corp.	Waterloo/Canada	23
Medivision Medical Imaging Ltd.	Yokneam Elit/Israël	19,43
PlanOrg Informatik GmbH	Jena/Allemagne	25,50
SIEDA GmbH	Kaiserslautern/Allemagne	25,18
Tecnografica S.r.l.	Brugherio/Italie	10
ZTG	Krefeld/Allemagne	6

31. Événements postérieurs à la clôture

En janvier 2006, le Groupe a annoncé son intention de revendre ses activités logistiques (Gevaert 8) à Wilrijk, près d'Anvers, au Groupe H. Essers. Ces activités sont axées sur le stockage et la distribution de consommables et d'équipements pour films du Groupe. Le 1^{er} mars, les activités et employés concernés ont été transférés au Groupe H. Essers.

Le résultat estimé avant impôts de cette transaction se monte à -3 millions d'euros, compte tenu du gain en capital sur la vente des actifs de Gevaert 8, à savoir les immeubles et l'infrastructure, les dépenses liées aux engagements envers le personnel et les autres dépenses liées à la transaction telles que l'IT.

Comptes Statutaires

Les pages suivantes sont extraites des états financiers d'Agfa-Gevaert SA établis conformément aux règles comptables belges. Le rapport de gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires, les états financiers d'Agfa-Gevaert SA et le rapport du commissaire aux comptes seront déposés à la Banque Nationale de Belgique dans les délais légaux. Ces documents sont disponibles sur demande auprès du département Investor Relations de la société, ainsi qu'à l'adresse www.agfa.com/investorrelations.

Seuls les comptes annuels consolidés évoqués dans les pages précédentes représentent de manière complète et fidèle la situation et les résultats financiers du Groupe Agfa-Gevaert.

Le rapport du commissaire aux comptes ne stipule pas de réserves et précise que les comptes financiers non consolidés d'Agfa-Gevaert SA pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2005 représentent la situation et les résultats de la société de manière complète et fidèle, et ceci conformément à toutes les dispositions légales et statutaires.

MILLIONS D'EUROS	2005	2004
I. Produits d'exploitation		
A. Chiffre d'affaires	1.821	1.809
B. Augmentation (+); diminution (-) des stocks de produits finis, travaux et en-cours de production	39	(37)
C. Production immobilisée	103	88
D. Autres produits d'exploitation	60	69
Total produits d'exploitation	2.023	1.929
II. Charges d'exploitation		
A. Matières premières, consommables et fournitures destinées à la revente		
1. Achats	1.211	1.108
2. Augmentation (-); diminution (+) des stocks	(3)	3
B. Services et autres biens	300	295
C. Salaires, traitements et charges sociales	371	386
D. Amortissement et dépréciations, frais de formation, immobilisations corporelles et incorporelles	128	140
E. Augmentation (+); diminution (-) de perte de valeur sur stocks, en-cours de production et créances	1	0
F. Augmentation (+); diminution (-) des provisions pour risques et charges	(12)	1
G. Autres charges d'exploitation	19	11
Total charges d'exploitation	2.015	1.944
III. Résultat d'exploitation	8	(15)
IV. Produits financiers	100	240
V. Charges financières	(274)	(217)
VI. Résultat courant avant impôts	(166)	8
VII. Profits exceptionnels	276	6
VIII. Charges exceptionnelles	(1)	(400)
IX. Résultat de l'exercice avant impôts	109	(386)
IXbis. B. Affectation aux impôts différés	0	0
X. Impôts sur les bénéfices	(2)	(2)
XI. Bénéfice après impôts	107	(388)
XII. Affectation aux réserves non taxées	-	-
XIII. Bénéfice de l'exercice disponible à affecter	107	(388)

Affectation du résultat

A. Bénéfice à affecter	107	(153)
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	107	(388)
2. Bénéfice reporté	0	235
B. Prélèvements sur les capitaux propres	0	229
C. Affectations aux autres réserves	0	(1)
D. 1. Bénéfice à reporter	(45)	0
F. Bénéfice à distribuer	(62)	(75)

MILLIONS D'EUROS

31 DÉC. 2005

31 DÉC. 2004

Actif

II.	Immobilisations incorporelles	174	167
III.	Immobilisations corporelles	73	76
IV.	Immobilisations financières	3.566	3.417
V.	Créances à plus d'un an	8	16
VI.	Stocks et en-cours de production	223	181
VII.	Créances à moins d'un an	291	304
VIII.	Investissements	74	62
IX.	Disponibilités/Trésorerie	5	2
X.	Charges différées et produits à recevoir	10	9
		4.424	4.234

Passif

I.	Capital	140	140
II.	Primes d'émission	109	107
IV.	Réserves	412	413
V.	Report à nouveau	45	0
VI.	Aide fiscale à l'investissement	2	0
		708	660
VII.	Provisions et impôts différés	135	148
VIII.	Dettes à plus d'un an	922	722
IX.	Dettes à moins d'un an	2.606	2.647
X.	Charges à payer et revenus différés	53	57
		4.424	4.234

Mortsel, le 7 mars 2006

Commentaires sur les comptes annuels

Les comptes annuels, qui seront présentés à l'Assemblée générale des actionnaires le 25 avril 2006, ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Les points suivants en particulier seront soumis à approbation lors de l'Assemblée générale:

Les comptes annuels ont été clôturés avec un bénéfice à affecter de 107.384.417,73 euros pour l'exercice 2005.

Avant de proposer la répartition des bénéfices, le Conseil d'administration a constaté qu'au 31 décembre 2005, Agfa-Gevaert N.V. possédait un total de 4,1 millions d'actions propres. Les actions détenues par la société à la date du paiement du dividende n'entrent pas en ligne de compte pour la perception de ce dividende. Le paiement du dividende proposé implique l'allocation de dividende de 124.780.270 actions.

La proposition de répartition des bénéfices se présente comme suit:

- Remboursement du capital de 62.390.135 euros, 50 centimes par action (coupon n° 7). Pour les actionnaires belges, cela représente un dividende net de 37,5 centimes par action, après déduction de 25% de précompte fiscal, payable à partir du 26 avril 2006. Pour les actionnaires non résidents, le dividende net peut être déterminé en tenant compte des traités de double taxation entre la Belgique et les différents pays. Les certificats nécessaires devraient être en notre possession pour le 8 mai 2006.
- L'allocation de 9.595,70 euros aux réserves et de 44.984.687,03 euros au bénéfice à reporter.

Lors du Conseil d'administration du 22 juin 2005, une option d'achat d'actions a été accordée à la direction, conformément à l'article 523 du Code des sociétés. Cette décision est mentionnée dans le procès-verbal de la réunion: *"À l'exception de M. Olivié, qui s'est abstenu de participer au débat ou de s'exprimer à ce sujet, le conseil a décidé à l'unanimité d'accorder une option d'achat d'actions prévue par le plan d'achat d'actions de la société, aux conditions exposées lors de la réunion."*

Au cours de l'année 2005, les auditeurs Klynveld Peat Marwick Goerdeler (KPMG) ont reçu la somme de 811.191 euros pour leurs services d'audits et de conseils en matière fiscale et ce, en sus de leurs honoraires de commissaires aux comptes, c'est-à-dire:

- | | |
|--|---------------|
| - Conseillers fiscaux KPMG (en Belgique et à l'étranger) | 288.294 euros |
| - Audit KPMG, principalement en rapport avec des activités exercées "en bon père de famille" | 522.897 euros |

Événements et informations postérieurs à la clôture de l'exercice, susceptibles d'influencer le développement de la société.

Au cours du premier trimestre 2006, Agfa-Gevaert a vendu ses activités logistiques au Groupe H. Essers, qui fournira des services logistiques à Agfa-Gevaert.

Informations supplémentaires

Données de la Société

Agfa-Gevaert SA (numéro d'entreprise 0404.021.727, registre des personnes morales d'Anvers) est une entreprise publique à responsabilité limitée de droit belge constituée en société le 10 juin 1964. Le siège de l'entreprise est situé au Septestraat 27 à 2640 Mortsel, Belgique.

Les données et états financiers complets et commentés depuis 2002 sont disponibles sur le site Web de l'Entreprise, www.agfa.com, ou auprès de l'Entreprise.

Les informations inhérentes aux matières environnementales susceptibles d'avoir un impact sur la propriété immobilière sont disponibles dans le rapport environnemental de l'Entreprise, publié tous les deux ans et dont une version actualisée est mise à disposition chaque année sur le site Web de l'Entreprise.

Déclarations concernant les administrateurs ⁽¹⁾

Le Conseil d'administration d'Agfa-Gevaert SA, représenté par Messieurs Ludo Verhoeven, Président du Conseil d'administration, et Marc Olivé (représentant permanent de MRO Management SPRL), Administrateur délégué et CEO, certifient qu'à leur connaissance :

- aucun des administrateurs n'a été frappé d'une condamnation suite à des actes frauduleux au cours des cinq dernières années au moins et n'a fait l'objet d'accusations publiques et/ou sanctions officielles de la part d'instances légales ou statutaires ; n'a été impliqué, en sa qualité d'administrateur, dans une faillite, à l'exception de M. Chaffart qui était administrateur de Sabena SA et Xeikon SA au moment de leur faillite, et de M. Cornu, qui était administrateur de Xeikon SA au moment de sa faillite ;
- actuellement, aucun contrat d'emploi n'a été passé avec les administrateurs concernant le versement d'indemnités en cas de cessation de leur mandat, à l'exception des précisions apportées ci-avant concernant M. Olivé (représentant permanent de MRO Management SPRL) sous le titre « Principales conditions de nomination et de cessation de mandat des administrateurs et des membres du Comité exécutif » ;
- messieurs Leysen, Oosterlinck et Van Miert ne possèdent aucune part dans Agfa-Gevaert SA ; les administrateurs suivants possèdent des parts d'Agfa-Gevaert SA selon la répartition suivante : M. Buttrick: 2.500 parts, M. Chaffart: 19.100 parts, M. Cornu: 2.000 parts, M. Olivé (représentant permanent de MRO Management SPRL): 3.000 parts; M. Verhoeven: 7.500 parts;
- actuellement, aucune option sur les actions d'Agfa-Gevaert SA n'a été octroyée aux administrateurs non exécutifs, à l'exception des 161.000 options octroyées par le passé à M. Verhoeven en tant que CEO de l'Entreprise.

⁽¹⁾ Les adresses des administrateurs peuvent être obtenues sur demande au siège de la Société.

**Autres mandats
d'administrateur en cours
ou exercés lors des cinq
années précédentes**

M. Ludo Verhoeven

Mandats en cours

Administrateur UITGEVERSBEDRIJF TIJD SA
Administrateur VOKA VLAAMS ECONOMISCH VERBOND ASBL
Administrateur UZ LEUVEN
Comité exécutif FEB

Mandats précédents

Président VOKA VLAAMS ECONOMISCH VERBOND ASBL
Administrateur INDAVER SA
Administrateur AGIF SA
Président ADM CVBA

M. John Buttrick

Mandats en cours

Administrateur délégué PLASTIC ENERGY AMERICAS LLC
Administrateur délégué PLASTIC ENERGY CALIFORNIA LLC
Administrateur délégué PLASTIC ENERGY HANFORD LLC

Actionnaire ENCODA SYSTEMS - HO SYSTEMS - PLASTIC ENERGY AMERICAS LLC -
PLASTIC ENERGY CALIFORNIA LLC - PLASTIC ENERGY HANFORD LLC

Mandats précédents

Administrateur ENCODA SYSTEMS
Administrateur HO SYSTEMS

M. Ferdinand Chaffart

Mandats en cours

Vice-président VLAAMSE UITGEVERSMAATSCHAPPIJ SA
Administrateur CHAFFART SA
Administrateur VUM MEDIA SA
Président FINANCES ET INDUSTRIES SA
Administrateur ICOS VISION SYSTEMS SA
Administrateur ICOS VISION SYSTEMS CORPORATION SA
Administrateur GEBEMA SA
Administrateur GEVAERT SA

Mandats précédents

Président COMPAGNIE D'ENTREPRISES CFE SA
Administrateur HOTTLET SUGAR TRADING SA
Administrateur TIENSE SUIKERRAFFINADERIJ SA
Administrateur ANTWERPS INNOVATIE CENTRUM SA
Administrateur FINSPA SA
Administrateur SABENA SA
Administrateur XEIKON SA

M. Jo Cornu

Mandats en cours

Administrateur KBC GROEP SA
Président ALCATEL BELL SA
Administrateur ALCATEL SA (France)
Administrateur ALCATEL CIT (France)
Membre du Conseil de surveillance ALCATEL SEL et ALCATEL DEUTSCHLAND
Administrateur BARCO SA
Administrateur ARINSO INTERNATIONAL SA
Administrateur délégué MERTENS KANTOOR & KADO SPRL

Mandats précédents

Président FEITEN & MUZIEK SA
Président UITGEVERSBEDRIJF DE TIJD SA
Administrateur DE BELEGGER SA
Administrateur TIJDBEURSMEDIA SA
Administrateur TIJDACADEMIE SA
Administrateur TRUSTMEDIA SA
Administrateur délégué TRUSTMEDIA SPRL
Administrateur KEYWARE TECHNOLOGIES SA
Administrateur SERCOVAL SA
Administrateur ALCATEL FINCO SA
Administrateur TRUSTMEDIA BELGIE SA
Administrateur FINANCIËEL MANAGEMENT SA
Administrateur XEIKON SA

M. Monte Haymon

Mandat en cours

Administrateur SAPPI FINE PAPER, NORTH AMERICA

M. Christian Leysen

Mandats en cours

Président AXE GROUP
Président AHLERS BRIDGE SA
Président XYLOS SA
Président ECOLAS SA
Président AXE INVESTMENTS SA
Administrateur délégué ANACOM SPRL
Administrateur KBC GROEP SA
Administrateur GEVAERT SA
Administrateur DE POST SA
Administrateur TRADICOR SA
Administrateur SYNVEST SA
Administrateur ADM CVBA
Administrateur DESIGNCENTER DE WINKELHAAK SA
Président UNIVERSITY OF ANTWERP MANAGEMENT SCHOOL
Actionnaire ANACOM SPRL - AHLERS BRIDGE SA - XYLOS SA - ECOLAS SA
Actionnaire COMMONSENSE SA
Actionnaire KBC GROEP SA
Actionnaire BESALEC SA
Actionnaire NAVICOM SA

Mandats précédents

Administrateur GEBEMA SA
Président ANTWERPSE WATERWERKEN
Administrateur TELINDUS GROUP SA
Administrateur MABECO SA
Administrateur BESALEC SA
Administrateur GEBEBMA SA
Administrateur VENTUREBAY SA
Administrateur UNITED BROADCAST FACILITIES SA
Administrateur ALGEMENE MAATSCHAPPIJ VOOR NIJVERHEIDSKREDIET SA
Administrateur ORTELIUS SA
Administrateur ANBEMA SA
Président BUSINESS FACULTY SA
Administrateur LIGeva SA

M. André Oosterlinck

Mandats en cours

Administrateur UGINE & ALZ BELGIUM SA
Administrateur ICOS VISION SYSTEMS SA
Administrateur ICOS VISION SYSTEMS CORPORATION SA
Administrateur EASICS SA
Administrateur METRIS INTERNATIONAL HOLDING SA
Administrateur FIDIMEC SA
Administrateur HYPERTRUST SA
Administrateur BUSINESS INTEGRATION COMPANY SA
Administrateur MEDICIM SA
Président SENSIMUM SA

Mandats précédents

Président INTELLIGENT SYSTEM MODELING AND CONTROL SA
Président EYETRONICS SA

M. Karel Van Miert

Mandats en cours

Administrateur SOLVAY SA
Administrateur DE PERSGROEP SA
Administrateur CARREFOUR BELGIUM SA
Administrateur SIBELCO SA
Administrateur ANGLO-AMERICAN
Membre du Conseil de surveillance FRAPORT AG
Membre du Conseil de surveillance WOLTERS KLUWER
Membre du Conseil de surveillance DHV AMERSFOORT
Membre du Conseil de surveillance ROYAL PHILIPS SA
Membre du Conseil de surveillance RWE AG
Membre du Conseil de surveillance MÜNCHENER RÜCKVERS. GES. AG

Mandat précédent

Président NIJENRODE UNIVERSITY

M. Marc Olivie

Mandats en cours

Administrateur/Administrateur délégué MRO CONSULTING, LLC
MRO MANAGEMENT SPRL - MRO I, Inc - MRO II, Inc

Actionnaire MRO CONSULTING, LLC - MRO I, Inc - MRO II, Inc

Mandat précédent

Président GLOBAL BATH AND KITCHEN, AMERICAN STANDARD COMPANIES, Inc

Accès aux informations

Les **statuts** d'Agfa-Gevaert SA sont disponibles au greffe du tribunal de commerce d'Anvers et au siège social de l'entreprise. Ils sont également disponibles sur le site web de l'entreprise, www.agfa.com.

Le **Code de conduite** et la **Charte de gouvernance d'entreprise** sont disponibles sur le site web de l'entreprise, www.agfa.com.

Les **comptes annuels** sont déposés à la Banque nationale de Belgique. Les comptes annuels et les rapports y afférents sont communiqués chaque année aux actionnaires des parts enregistrées et sur demande à toute partie intéressée.

Les **rapports annuels** des exercices financiers 2002, 2003, 2004 et 2005, qui contiennent les comptes annuels individuels et consolidés, le rapport annuel et le rapport du vérificateur légal, peuvent être consultés sur le site web d'Agfa-Gevaert SA (www.agfa.com) et sont également disponibles au siège social de l'entreprise.

La **convocation des actionnaires à l'Assemblée générale des actionnaires** est publiée dans la presse financière. En matière d'**informations financières**, seuls les résultats semestriels et autres matières obligatoires sont publiés. Toutes les autres informations sont disponibles sur le site web d'Agfa-Gevaert SA. A cet égard, Agfa-Gevaert SA se conforme aux directives de la Commission bancaire, financière et des assurances.

Les décisions concernant la nomination et la destitution des membres du Conseil d'administration sont publiées aux Annexes du Moniteur belge.

Toute partie intéressée peut s'inscrire gratuitement sur www.agfa.com pour recevoir les communiqués de presse et les informations financières obligatoires par courriel.

Le rapport annuel est disponible en version imprimée en néerlandais et en anglais ; il est également publié sur le site web de l'entreprise, www.agfa.com, en français et en allemand.

Seule la version néerlandaise du rapport annuel est valable pour du prospectus et de la procédure d'enregistrement en attente. Les autres versions linguistiques ne sont qu'une traduction de la version néerlandaise originale. La conformité des différentes versions relève de la responsabilité exclusive d'Agfa-Gevaert SA.

Glossaire

carte à circuits imprimés (PCB)

Une fine plaque sur laquelle sont placés des puces et d'autres composants électroniques. Les ordinateurs se composent d'une ou plusieurs cartes.

computer-to-film

Procédé par lequel les pages finales, p. ex. des journaux ou des magazines, sont copiées numériquement sur un film (transparent) directement à partir de fichiers informatiques. Les films sont ensuite traités par un procédé chimique et utilisés pour produire les *plaques d'impression*.

computer-to-plate

Procédé par lequel les pages imposées, p. ex. des journaux ou des magazines, sont copiées numériquement sur des *plaques d'impression* directement à partir de fichiers informatiques sans l'utilisation intermédiaire de film.

CT (tomodensitométrie)

Un CT scan utilise une série de rayons X pour créer des 'tranches' d'images de l'organisme. La gamme des produits Agfa ne propose pas de CT scans, mais ses tireuses papier peuvent y être connectées pour fournir des tirages de haute qualité et ses systèmes PACS sont utilisés pour gérer et visualiser (en 3D) les images numériques.

EBIT

Résultat avant intérêts et impôts.

EBITDA

Résultat avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements.

électroluminescence

Phénomène caractérisé par l'émission de lumière par un matériau, en réaction à un champ électrique puissant. Ce phénomène est différent de l'émission de lumière sous l'effet de la chaleur ou de substances chimiques.

Dossier Patient Électronique (Electronic Patient Record (EPR) / Electronic Medical Record (EMR))

Le dossier électronique du patient représente l'alternative au dossier papier du patient. Le DPE contient toutes les données relatives au patient et notamment ses données démographiques, ses demandes et résultats d'examen, ses rapports de laboratoire, ses clichés et rapports radiographiques, ses plans de traitement, etc., et permet d'y avoir facilement accès quel que soit l'endroit où l'on se trouve dans l'hôpital et en dehors.

encre UV

Les encres flexographiques UV sont principalement composées de monomères acryliques. Après l'impression, l'encre est transformée en film dur polymérisé par une forte dose de rayons UV. Ces encres présentent l'avantage de sécher instantanément; elles sont adaptées à de nombreux substrats sans enduit et donnent une image très résistante. Elles ne contiennent pas de composants dangereux tels que des composés organiques volatils ou des solvants et ne s'évaporent pas.

enregistrement sonore (film pour)

Ce type de film à base de polyester a été spécialement conçu pour l'enregistrement et l'impression de tous les types courants de bandes sons, notamment analogiques, Dolby, Digital, DTS (Digital Theater Systems) et SDDS (Sony Dynamic Digital Sound).

épreuve

- épreuve contractuelle

Une épreuve contractuelle est une épreuve approuvée par le client (celui qui achète le tirage) et qui représente la manière dont les couleurs seront reproduites sur la presse. L'imprimeur conclut donc un 'contrat' couleur avec son client. Cette 'représentation' du résultat final est rendue possible grâce aux systèmes des logiciels de gestion des couleurs high-tech d'Agfa.

- épreuve d'imposition

Permet à l'imprimeur de déterminer si la position des pages (imposition) sur la plaque est correcte; il s'agit d'un contrôle crucial avant l'impression parce que, sans une imposition adéquate, les pages ne seront pas imprimées dans l'ordre correct pour le processus de finition – pliage, reliage et découpage.

épreuve à l'écran

Epreuve réalisée sur l'écran plutôt que sur des épreuves. L'épreuve à l'écran peut être réalisée à distance puisque les fichiers peuvent être envoyés en un autre endroit où ils peuvent être consultés à l'écran.

Voir aussi épreuve

essais non destructifs

Voir non-destructive testing

film de copie couleur

Film sur lequel on copie la version master d'un film de cinéma. Ces copies sont distribuées dans tous les cinémas.

flexographique

Voir impression flexographique

gestion des flux de travail

Voir logiciels de gestions des flux de travail

GWl

Gesellschaft für Wirtschaftliche Informatik, fondée en 1990 et établie à Bonn, Allemagne. Fournisseur de systèmes d'information hospitaliers. Clientèle comptant plus de 2.000 hôpitaux en Allemagne, Autriche, Suisse et France.

Heartlab

Important concepteur et fournisseur de systèmes d'imagerie numérique et de réseaux d'information dans le domaine de la cardiologie. Société fondée en 1994 et établie à Westerly, Rhode Island (États-Unis).

IMPAX

Voir PACS (Picture Archiving and Communication System)

impression flexographique

Procédé d'impression par lequel des *plaques d'impression* flexibles composées d'un caoutchouc ou d'un photopolymère sont utilisées pour transférer directement l'encre sur le papier ou un autre substrat. Il est beaucoup utilisé dans l'industrie de l'emballage pour imprimer sur des matières flexibles telles que les enveloppes de polyéthylène, le tissu ou le plastique.

impression sérigraphique

Procédé d'impression durant lequel une gaze en métal ou en nylon applique l'encre sur le papier et est imperméabilisée – par l'utilisation de pochoirs – dans les parties à ne pas imprimer.

laser

Abréviation de 'Light Amplification by Stimulated Emission of Radiation': un dispositif qui amplifie une fréquence unique de la lumière dans le spectre pour créer un faisceau intense directionnel. Ce faisceau de lumière peut être utilisé pour écrire des données sur une plaque d'impression ou sur un film. Il existe des lasers thermiques et des lasers à lumière visible. Les premiers sont utilisés avec des matériaux thermosensibles, les seconds exposent des matériaux photosensibles et peuvent être divisés en faisceaux laser verts, violets et rouges. Le rouge est rarement choisi de nos jours car la popularité du laser violet a augmenté sensiblement en raison de son fonctionnement aisé, de sa grande fiabilité et de son moindre coût.

laser violet

Voir technologie à laser violet

Lastra

Fabricant italien de plaques, de produits chimiques et d'équipements destinés au secteur de l'impression offset. Son siège est établi à Manerbio, Italie.

lecture assistée par ordinateur (CAR)

Logiciel aidant les radiologues à détecter et à mesurer avec précision des anomalies sur des images médicales numériques (par ex.: polypes du colon, nodules pulmonaires, calcifications d'artère coronaire).

logiciel de gestion des flux de production

Logiciel qui permet aux opérateurs de gérer le processus de prépresse à l'aide d'une interface logicielle. Il rationalise aussi les flux d'opérations en automatisant les différentes étapes du processus de prépresse – et permet donc de gagner du temps et de réduire les coûts.

logiciel de gestion de projets

Système basé sur un logiciel qui permet aux utilisateurs de suivre la progression et de gérer les flux et les livraisons de différents projets, et de collaborer en ligne avec des clients et des partenaires.

Med2Rad

Important développeur et fournisseur de systèmes d'information radiologiques. Société fondée en 2000 et établie à Macerata, Marche, Italie.

non-destructive testing

Permet de vérifier la structure et la tolérance des matériaux sans les endommager ou les déformer.

numériseur

Voir radiographie informatisée

PACS (Picture Archiving and Communication System)

Les solutions PACS d'Agfa sont commercialisées sous le nom IMPAX. A l'origine, les systèmes PACS ont été mis au point pour permettre la gestion, la distribution et l'archivage de façon efficace des images diagnostiques des services de radiologie. Les évolutions technologiques et les développements logiciels spécifiques ont rapidement permis d'utiliser les systèmes PACS d'Agfa dans d'autres services hospitaliers.

PET

PET signifie polyéthylène téréphtalate ou polyester. Ce produit chimique est préparé avec de l'éthylène glycol et de l'acide téréphtalique. C'est la principale matière première utilisée pour fabriquer le substrat des pellicules photographiques; il est enrobé de plusieurs types couches chimiques spécifiques, notamment à des fins médicales et graphiques.

Phototooling (film pour)

Un film qui offre la précision extrême nécessaire à la miniaturisation des circuits imprimés.

plaque d'impression

- analogique

Plaque d'impression composée d'un substrat d'aluminium de qualité et d'un revêtement conçu pour réagir à des niveaux relativement élevés de photoénergie ultraviolette (UV). Un film graphique exposé est mis en contact sous vide avec une plaque. La source de lumière UV copie la maquette du film sur la plaque. Dans ce cadre, les éléments de la maquette sont les parties opaques du film et le reste est transparent. La lumière UV n'atteint la plaque qu'aux endroits où le film est transparent. Un procédé de développement chimique attaque les parties exposées de la plaque et laisse les parties non exposées intactes. L'encre adhère aux parties exposées – ou traitées chimiquement – sur la presse d'impression.

- numérique

Plaque d'impression composée d'un substrat d'aluminium de haute qualité grainé et anodisé et d'un revêtement (argent ou photopolymère) plusieurs milliers de fois plus sensible que celui des plaques analogiques. Les lasers utilisés pour exposer ces plaques sont généralement basés sur l'énergie thermique ou la lumière visible. Les revêtements réagissent à l'énergie laser en induisant des modifications chimiques / physiques à la surface de la plaque. Comme les plaques analogiques, les plaques numériques sont ensuite traitées chimiquement pour créer une plaque prête à imprimer mais il existe aussi des technologies de plaques numériques ne nécessitant pas ce traitement.

plaque d'impression sans chimies

Une *plaque d'impression* qui n'a pas besoin de traitement chimique après l'étape d'imagerie.

prépresse

Ensemble des étapes de la préparation et du traitement du contenu et des fichiers jusqu'à la création de la plaque analogique ou numérique, y compris la numérisation haute résolution des images, la sélection des couleurs, les différents types d'épreuves, etc.

Prolmage

Développeur de solutions numériques de gestion des flux de travail par navigateur destinées au secteur des journaux et des imprimeurs. Société fondée en 1995 et établie à Or Akiva, Israël.

radiographie directe (DR)

Technologie radiographique qui convertit l'énergie des rayons X en données numériques sans recourir à des plaques intermédiaires pour la capture de l'image. Ces données numériques génèrent une image diagnostique sur un PC. Le caractère numérique des données ouvre un large éventail de possibilités en matière d'optimisation ou de remplissage des images de même qu'en matière d'archivage des images sur les systèmes PACS.

Voir également radiographie informatisée

radiographie informatisée (RI)

Technologie qui consiste à réaliser des images radiographiques avec un équipement radiographique traditionnel mais dans laquelle les images sont capturées sur des plaques réutilisables plutôt que sur un film radiographique à usage unique. L'information contenue sur les plaques est lue par un numériseur et fournit une image numérique. Un logiciel dédié (notamment MUSICA d'Agfa) peut être utilisé pour maximiser automatiquement la qualité des images lors de leur utilisation à des fins diagnostiques. Les images numériques peuvent également être complétées par des insertions manuelles (annotations, mesures, ...) et peuvent être archivées sur un système PACS.

Voir également radiographie directe

radiothérapie

Méthode de traitement utilisant l'énergie de rayonnement, notamment pour combattre les cellules cancéreuses et les tumeurs.

reprographe (ou système de reprographie)

Dispositif utilisé pour imprimer des images médicales à partir de différentes sources: radiographies, scanners, RMN, radiographie informatisée, etc. Agfa produit les tireuses "mouillées" et "à sec". La technologie laser mouillée implique l'utilisation de solutions chimiques aqueuses pour développer les images. La technologie à sec, respectueuse de l'environnement, imprime les images directement à partir de l'ordinateur sur un film spécial par effet thermique.

RIS (Radiology Information System)

Solution informatisée pour la planification, le suivi et la communication de toutes les données relatives aux patients et à leurs examens dans les services de radiologie, c.-à-d. de la demande d'examen au protocole diagnostique du radiologue. Le RIS est étroitement lié au PACS (pour les images contenues dans les examens).

scanner IRM (imagerie par résonance magnétique)

Une imageuse médicale qui crée un champ magnétique autour du patient. Elle crée des images en envoyant des ondes radio dirigées vers les différentes parties du corps à examiner. La gamme des produits Agfa ne propose pas de scanners IRM, mais ses tireuses papier peuvent y être connectées pour fournir des tirages de haute qualité et ses systèmes PACS sont utilisés pour gérer les images numériques.

sérigraphique

Voir impression sérigraphique

Symphonie On Line

Leader des solutions hospitalières IT en France. Société fondée en 1984 et établie à Bordeaux, France. Clientèle de plus de 1200 hôpitaux en France.

système d'exposition des plaques

Les systèmes d'exposition des plaques exposent le résultat de fichiers numériques sur une plaque qui est ensuite traitée et montée sur la presse. Il existe des systèmes d'exposition des plaques à plat ou à tambour. Dans les premiers, les plaques d'impression restent à plat pendant le traitement de l'image tandis que, dans les seconds, les *plaques d'impression* sont enroulées autour ou à l'intérieur d'un tambour.

système d'exposition des plaques thermiques

Système d'exposition des plaques utilisant l'énergie thermique pour l'exposition des plaques d'impression.
Voir aussi laser

technologie à laser violet

Les technologies au laser violet exposent les plaques à la gamme violette du spectre de lumière visible, ce qui offre un débit rapide, permet une manipulation aisée des plaques et un degré de fiabilité élevé.

Voir aussi laser

tête d'impression à jet d'encre

Le cœur d'une *tireuse à jet d'encre*. Elle contient plusieurs buses qui servent à pulvériser des gouttes d'encre.

tireuse à jet d'encre

Une tireuse qui dépose des gouttelettes d'encre de dimension extrêmement réduite sur du papier afin de créer une image, des plus petites pour les applications bureautiques aux plus grandes pour les applications industrielles en passant par les moyennes pour l'impression d'affiches, par exemple.

tireuse en format large

Une tireuse grand format, parfois appelée aussi tireuse en format large, est une tireuse numérique qui imprime les photos sur des feuilles ou rouleaux de 24 pouces de large ou plus.

tramage

La création d'un motif de points de différentes tailles utilisé pour reproduire des images couleur ou sur une échelle de gris. Il existe différents types de tramage:

- Le tramage à modulation d'amplitude (AM) place un nombre fixe de points sur une grille orthogonale. La grille est mesurée en lignes par pouce (lpp). La taille ou l'amplitude du point est modulée selon les valeurs des teintes de l'image. Les teintes plus foncées génèrent des gros points et les zones plus claires des points plus petits.
- Le tramage à modulation de fréquence (FM), aussi appelé tramage stochastique, module le nombre ou la fréquence des points plutôt que leur taille. Les points ne sont pas placés dans un motif fixe mais sont espacés en fonction de la densité du sujet.
- Le tramage XM ou à modulation croisée utilise des écrans FM dans les zones éclairées et ombrées et AM dans les teintes moyennes. Toutefois, il utilise une technologie brevetée pour assurer une transition en douceur d'un tramage à l'autre et pour calculer le point le plus petit qu'une presse spécifique puisse accepter. Il offre donc tous les avantages des méthodes combinées de tramage sans leurs inconvénients. :Sublima est la première mise en pratique de la technologie XM qui est brevetée par Agfa.

MILLIONS D'EUROS	2005	2004 ⁽¹⁾	2003	2002	2001
Chiffre d'affaires	3.308	3.762	4.215	4.683	4.911
Coût des ventes	(2.096)	(2.265)	(2.449)	(2.705)	(3.119)
Bénéfice brut	1.212	1.497	1.766	1.978	1.792
Frais de distribution	(583)	(701)	(790)	(902)	(970)
Frais de recherche et de développement	(191)	(191)	(233)	(248)	(231)
Frais généraux d'administration	(228)	(269)	(297)	(277)	(310)
Autres produits d'exploitation	326	540	661	318	294
Autres charges d'exploitation	(404)	(1.005)	(579)	(476)	(839)
Résultat d'exploitation	132	(129)	528	393	(264)
Produits (charges) d'intérêts – net	(18)	(19)	(28)	(40)	(63)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	(7)	(37)	(43)	(57)	(57)
Résultat hors exploitation	(25)	(56)	(71)	(97)	(120)
Résultat avant impôts	107	(185)	457	296	(384)
Impôts sur les bénéfices	(125)	39	(135)	(99)	133
Résultat net des sociétés consolidées					
(avant part des résultats des sociétés associées)	(18)	(146)	322	197	(251)
Part des résultats des sociétés associées	-	-	-	(3)	(38)
Résultat net des sociétés consolidées	(18)	(146)	322	194	(289)
dû à des intérêts minoritaires	1	(1)	(1)	-	(1)
dû aux actionnaires d'Agfa-Gevaert SA					
(Résultat net pour la période comptable)	(19)	(145)	323	194	(288)
Résultat de base par action (en euro)	(0,15)	(1,15)	2,44	1,39	(2,06)
Résultat dilué par action (en euro)	(0,15)	(1,15)	2,44	1,39	(2,06)

⁽¹⁾ Comme déclaré en 2004, après redressement pour l'impact de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*, soit 2 millions d'euros

MILLIONS D'EUROS	31 DEC. 2005	31 DEC. 2004 ⁽¹⁾	31 DEC. 2003	31 DEC. 2002	31 DEC. 2001
ACTIF					
Actifs immobilisés	1.561	1.011	976	1.174	1.233
Immobilisations incorporelles	924	338	325	456	403
Immobilisations corporelles	502	519	616	672	780
Investissements	32	38	32	40	49
Prêts à long terme	102	112	-	-	-
Instruments financiers dérivés	1	4	3	6	1
Actifs à long terme négociables	5	-	-	-	-
Actifs circulants	2.129	2.035	2.652	2.717	3.006
Stocks	586	576	813	948	1.055
Créances commerciales	854	744	826	959	1.125
Autres créances et actifs divers	498	391	569	630	580
Liquidités et équivalents de liquidités	169	293	397	145	224
Charges à reporter	20	18	18	30	21
Instruments financiers dérivés	2	13	29	5	1
Impôts différés	287	310	211	268	288
Actif total	3.982	3.356	3.839	4.159	4.527
Passif					
Fonds propres	1.032	1.082	1.373	3.386	1.268
Capital social d'Agfa-Gevaert SA	140	140	140	140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert SA	109	107	107	107	107
Bénéfices non répartis	1.069	1.284	1.056	962	1.281
Réserves	(301)	(262)	(260)	(20)	(5)
Résultat net	(19)	(145)	323	194	(288)
Écarts de conversion	31	(44)	5	-	32
Intérêts minoritaires	3	2	2	3	1
Passif à long terme	1.394	1.052	1.424	1.598	1.894
Dettes pour avantages liés à la retraite	709	727	799	843	879
Dettes pour engagements de personnel	29	35	36	39	46
Dettes financières à plus d'un an	552	247	558	665	898
Provisions à plus d'un an	102	43	27	37	57
Produit reporté	2	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	4	14	14
Passif à court terme	1.445	1.185	1.010	1.119	1.334
Dettes financières à moins d'un an	296	239	72	53	168
Dettes commerciales	375	369	304	322	352
Autres dettes	365	211	205	249	290
Dettes pour engagements de personnel	77	72	85	105	103
Provisions à moins d'un an	301	282	327	380	380
Produit reporté	15	5	7	9	31
Instruments financiers dérivés	16	7	10	1	10
Impôts différés	111	37	32	56	31
Passif total	3.982	3.356	3.839	4.159	4.527

⁽¹⁾ comme déclaré en 2004, après redressement pour l'impact de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*, soit 2 millions d'euros

MILLIONS D'EUROS	2005	2004 ⁽¹⁾	2003	2002	2001
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	290	394	141	223	220
Résultat d'exploitation	132	(129)	528	393	(264)
Impôts courants	(106)	(84)	(102)	(70)	(17)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur	161	291	216	270	434
Changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés	7	4	3	(8)	9
Variation de provisions à long terme	(50)	(11)	(86)	(76)	91
(Plus-values)/moins-values sur reprise d'actifs à long terme	(11)	(17)	2	(27)	(27)
Plus-values sur cessions	-	(126)	(231)	-	-
Moins-values découlant de la vente de Consumer Imaging	-	270	-	-	-
Impôts sur cessions	-	46	63	-	-
Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation	133	244	393	482	226
<i>dont activités abandonnées</i>	<i>(55)</i>	<i>(138)</i>	<i>(59)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Diminution/(Augmentation) des stocks	2	81	80	70	282
Diminution/(Augmentation) des créances commerciales	(37)	(58)	62	125	223
Augmentation/(Diminution) des dettes commerciales	(26)	83	7	(17)	52
Variation de provisions à court terme	23	(34)	(9)	14	(61)
Autres variations du fonds de roulement	(13)	(13)	(11)	(63)	16
Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation	82	303	522	611	738
<i>dont activités abandonnées</i>	<i>(27)</i>	<i>(117)</i>	<i>48</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations incorporelles	(28)	(12)	(28)	(41)	(26)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	(78)	(100)	(150)	(126)	(160)
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations incorporelles	-	1	-	1	1
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations corporelles	27	55	8	58	50
Rentrées de fonds résultant des cessions	-	129	241	-	-
Rentrées (sorties) de fonds provenant des fonds propres et des titres de créance	12	6	6	(72)	(36)
Sorties de fonds pour impôts sur cessions	(42)	-	-	-	-
Sorties de fonds pour acquisitions	(361)	(122)	-	(178)	(65)
Rentrées de fonds provenant d'ajustements de la valeur d'acquisitions antérieures	3	-	-	-	-
Intérêts et dividendes perçus	21	18	24	48	45
Liquidités nettes provenant des/(consacrées aux) activités d'investissement	(446)	(25)	101	(310)	(191)
<i>dont activités abandonnées</i>	<i>21</i>	<i>59</i>	<i>51</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Distribution de dividendes aux actionnaires	(76)	(95)	(67)	(32)	(63)
Rachat d'actions propres	(31)	-	(253)	(12)	-
Apports	2	-	-	-	-
Préfinancement par/ (de) AgfaPhoto pour la cession de CI	27	-	-	-	-
Émissions nettes de titres de créances	319	(231)	19	(261)	(336)
Intérêts versés	(28)	(39)	(56)	(87)	(106)
Autres rentrées/sorties de fonds	36	(20)	(1)	16	(40)
Liquidités nettes consacrées aux activités de financement	249	(385)	(358)	(376)	(545)
<i>dont activités abandonnées</i>	<i>27</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes	(115)	(107)	265	(75)	2
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant d'un changement du périmètre de consolidation	-	-	-	1	-
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des fluctuations des cours de change	(7)	3	(12)	(8)	1
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	168	290	394	141	223

⁽¹⁾ comme déclaré en 2004, après redressement pour l'impact de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions*, soit 2 millions d'euros

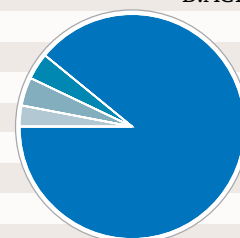
Bloc-notes de l'actionnaire

Lieux de cotation
 Ticker Reuters
 Ticker Bloomberg
 Datastream

Bourse de Bruxelles
 AGFAt.BR
 AGFB BB/AGE GR
 B:AGF

Structure de l'actionariat (21 mars 2006)

■ 3,15 % Actions propres
 ■ 4,08 % Nordea Investments Funds
 ■ 3,81 % Merrill Lynch Investment Managers Group
 ■ 88,96 % Actionariat flottant

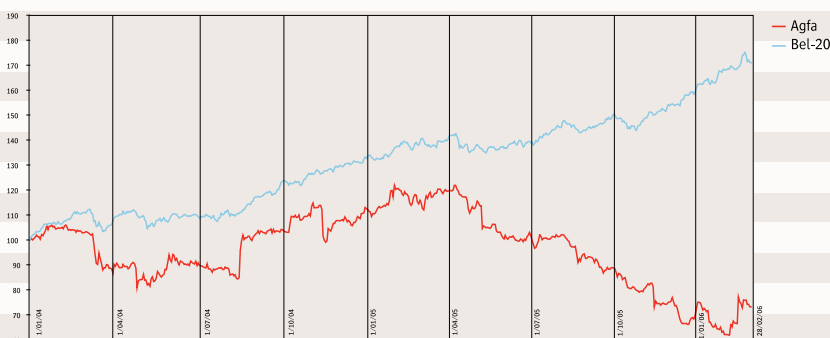


Données par titre

Premier jour de cotation 1^{er} juin 1999
 Nombre d'actions en circulation au 31 déc. 2005 124.780.270
 Capitalisation boursière au 31 déc. 2005 1.986 millions d'euros

En euro	2005	2004	2003	2002	2001
Bénéfice par titre (résultat net)	(0,15)	(1,15)	2,44	1,39	(2,06)
Flux de trésorerie nets d'exploitation par titre	0,65	2,40	3,95	4,38	5,27
Dividende brut	0,50	0,60	0,75	0,50	0,23
Cours de fin d'année	15,41	24,96	22,60	21,25	15,19
Cours maximum de l'année	27,50	25,90	22,71	21,41	25,85
Cours minimum de l'année	14,92	18,24	16,35	12,95	10,76
Volume moyen des titres échangés/jour	471.175	364.220	207.507	156.681	136.710
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125.603.444	126.008.540	132.045.438	139.611.425	139.927.261

Cours de l'action Agfa par rapport à l'indice BEL-20



Adresse de contact pour les actionnaires

Département Investor Relations
 Septestraat 27
 B-2640 Mortsel, Belgique

Tél. : +32-(0)3-444 3923
 Fax : +32-(0)3-444 5005
investor.relations@agfa.com
www.agfa.com/investorrelations

Calendrier financier 2006-2007

Assemblée générale annuelle	25 avril 2006 à 11 h
Paiement du dividende 2005	26 avril 2006
Résultats du 1 ^{er} trimestre 2006	17 mai 2006
Résultats semestriels pour 2006	24 août 2006
Résultats du 3 ^{ème} trimestre 2006	16 novembre 2006
Résultats annuels 2006	mars 2007
Assemblée générale annuelle	24 avril 2007